



COMPTE RENDU IN EXTENSO

4EME session EXTRAORDINAIRE DE 2018 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE

30 et 31 MAI 2018
(2ème journée)

.....
(MANDATURE 2018-2021)



COLLECTIVITE DE CORSE

ASSEMBLEE DE CORSE

4^{ème} SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2018
 REUNION DES 30 ET 31 MAI
 QUARTA SESSIONE STRAURDINARIA DI U 2018
 RIUNIONE DI I 30 E 31 DI MAGHJU

S O M M A I R E / S U M M À R I U

JOURNEE DU 31 MAI 2018 / GHJORNU DI U 31 DI MAGHJU

Ouverture de la séance	17
Le président Jean-Guy TALAMONI	17
M. Xavier LACOMBE	17
M. Hyacinthe VANNI	17
Le président Jean-Guy TALAMONI	18
M. Xavier LACOMBE	18

ACTION ECONOMIQUE / AZZIONE ECUNOMICA

<u>Rapport n° 2018/E4/146 : Dispositif territorial de soutien aux entreprises susceptibles d'être impactées par des travaux réalisés par la Collectivité de Corse sur le réseau routier RD 80</u> <i>(Délibération n°18/160 AC du 31 mai 2018)</i>	19
Présentation du rapport du Conseil exécutif par M. Jean-Christophe ANGELINI, conseiller exécutif, président de l'Agence de développement économique de la Corse	19
Avis de la Commission du développement économique, du numérique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement par Mme Nadine NIVAGGIONI, présidente	20

Avis de la Commission des finances et de la fiscalité par Mme Anne TOMASI, rapporteure	20
VOTE du rapport (adopté à l'unanimité)	21
<u>Rapport n° 2018/E4/150 : Politique de rayonnement économique à l'international de la Corse</u> <i>(Délibération n°18/161 AC du 31 mai 2018)</i>	22
Présentation du rapport du Conseil exécutif par M. Jean-Christophe ANGELINI, conseiller exécutif, président de l'Agence de développement économique de la Corse	22
Avis de la Commission du développement économique, du numérique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement par Mme Nadine NIVAGGIONI, présidente	28
Prise(s) de parole :	
Mme Mattea CASALTA	29
Mme Christelle COMBETTE	31
M. Jean-Christophe ANGELINI, en réponse aux intervenants	33
VOTE du rapport (adopté à l'unanimité)	36
<u>Rapport n° 2018/E4/152 : Délégation de crédits européens en subvention globale à l'Agence de développement économique de la Corse (ADEC) pour la mise en œuvre des instruments financiers du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020</u> <i>(Délibération n°18/162 AC du 31 mai 2018)</i>	37
Présentation du rapport du Conseil exécutif par M. Jean-Christophe ANGELINI, conseiller exécutif, président de l'Agence de développement économique de la Corse	37
Le président Jean-Guy TALAMONI	39
Lecture du rapport conjoint de la Commission des affaires européennes et de la Commission des finances et de la fiscalité, par Mme Paola MOSCA, rapporteur de la Commission des affaires européennes	39

Le président Jean-Guy TALAMONI	39
Vote sur la procédure d'urgence	40
VOTE du rapport (adopté à l'unanimité)	40

AMENAGEMENT NUMERIQUE / ACCUNCIAMENTU NUMERICU

<u>Rapport n° 2018/E4/140 : Lancement d'une étude de couverture relative à la téléphonie mobile en Corse</u> <i>(Délibération n°18/163 AC du 31 mai 2018)</i>	41
---	----

Le président Jean-Guy TALAMONI	41
Présentation du rapport du Conseil exécutif par le président Gilles SIMEONI	41
Avis de la Commission du développement économique, du numérique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement par Mme Nadine NIVAGGIONI, présidente.	42
Avis de la Commission des finances et de la fiscalité par Mme Anne TOMASI, rapporteure	44
Prise(s) de parole :	
Mme Marie-Thérèse MARIOTTI	45
M. François ORLANDI	46
Le président Gilles SIMEONI, en réponse aux intervenants	47
VOTE du rapport (adopté à la majorité des votants)	48

JEUNESSE ET SPORT / GHJUVENTU E ATTIVITA SPURTIVE

<u>Rapport n° 2018/E4/137 : Adoption du règlement des aides « Sport »</u> <i>(Délibération n°18/164 AC du 31 mai 2018)</i>	49
Présentation du rapport du Conseil exécutif par Mme Lauda GUIDICELLI, conseillère exécutive en charge du sport et de la jeunesse	49

Avis de la Commission de l'éducation, de la culture, de la cohésion sociale et de la santé par Mme Anne-Laure SANTUCCI, rapporteure 51

Avis de la Commission des finances et de la fiscalité par Mme Anne TOMASI, rapporteure 54

Prise(s) de parole :

Mme Valérie BOZZI 56

M. Jean-Martin MONDOLONI 56

M Julien PAOLINI 59

M. Petr'Antone TOMASI 60

M. Pierre GHIONGA 61

Mme Lauda GUIDICELLI, en réponse aux intervenants 62

Le président Jean-Guy TALAMONI 63

Le président Gilles SIMEONI 63

VOTE du rapport (adopté à la majorité des votants) 66

Suspension de séance 68

Prise(s) de parole : Reprise de séance

Le président Jean-Guy TALAMONI 68

M. Jean-François CASALTA 68

Jean BIANCUCCI 68

SANTE – SOCIAL / SALUTE - SUCIALE

Rapport n° 2018/E4/117 : Représentation de l'Assemblée de Corse au sein de la Commission d'information et de sélection d'appels à projets sociaux ou médico-sociaux 69

(Délibération n°18/165 AC du 31 mai 2018)

Présentation du rapport du Conseil exécutif par Mme Bianca FAZI, conseillère exécutive en charge de la santé 69

Prise(s) de parole :

Le président Jean-Guy TALAMONI 69

Mme Anne-Laure SANTUCCI 69

Mme Bianca FAZI 70

Mme Anne-Laure SANTUCCI 70

Le président Jean-Guy TALAMONI	70
Mme Bianca FAZI	71
Le président Jean-Guy TALAMONI	71
Mme Anne-Laure SANTUCCI	71
Mme Chantal PEDINIELLI	71
Le président Jean-Guy TALAMONI	72
Mme Anne-Laure SANTUCCI	72

VOTE du rapport (adopté à l'unanimité)	72
---	----

<u>Rapport n° 2018/E4/133 : Caducité des conventions tripartites d'EHPAD/</u>	73
<u>passation d'avenants</u>	
<i>(Délibération n°18/166 AC du 31 mai 2018)</i>	

Présentation du rapport du Conseil exécutif par Mme Bianca FAZI, conseillère exécutive en charge de la santé	73
---	----

Avis de la Commission de l'éducation, de la culture, de la cohésion sociale et de la santé par Mme Anne-Laure SANTUCCI, rapporteure	74
--	----

VOTE du rapport (adopté à l'unanimité)	74
---	----

<u>Rapport n° 2018/E4/134 : Habilitation à l'aide sociale de la Sarl</u>	75
<u>« Aiutu in casa »</u>	
<i>(Délibération n°18/167 AC du 31 mai 2018)</i>	

Présentation du rapport du Conseil exécutif par Mme Bianca FAZI, conseillère exécutive en charge de la santé	75
---	----

Avis de la Commission de l'éducation, de la culture, de la cohésion sociale et de la santé par Mme Anne-Laure SANTUCCI, rapporteure	75
--	----

Prise(s) de parole :	
M. Pierre GHIONGA	78
Mme Bianca FAZI	78
M. Pierre GHIONGA	78
Mme Bianca FAZI	79

VOTE du rapport (adopté à l'unanimité)	79
---	----

<u>Rapport n° 2018/E4/147 : Conventions d'objectifs pluriannuelles 2018-2020 et de programmation annuelle au titre de 2018 entre la Collectivité de Corse et l'Observatoire régional de la santé en Corse</u> <i>(Délibération n°18/168 AC du 31 mai 2018)</i>	80
Présentation du rapport du Conseil exécutif par Mme Bianca FAZI, conseillère exécutive en charge de la santé	80
Avis de la Commission des finances et de la fiscalité par M. Guy ARMANET, ARMANET, président	81
Prise(s) de parole :	
Mme Fabienne GIOVANNINI	81
M. Pierre GHIONGA	82
Mme Fabienne GIOVANNINI	83
Mme Bianca FAZI, en réponse aux intervenants	84
VOTE du rapport (adopté à l'unanimité)	84
<u>Rapport n° 2018/E4/149 : Fixation de l'objectif annuel d'évolution des dépenses (OED) des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) – Année 2018</u> <i>(Délibération n°18/169 AC du 31 mai 2018)</i>	85
Présentation du rapport du Conseil exécutif par Mme Bianca FAZI, conseillère exécutive en charge de la santé	85
Avis de la Commission de l'éducation, de la culture, de la cohésion sociale et de la santé par Mme Anne-Laure SANTUCCI, rapporteure	86
Avis de la Commission des finances et de la fiscalité par M. Guy ARMANET, Président	88
Prise(s) de parole :	
M. Pierre GHIONGA	88
VOTE du rapport (adopté à l'unanimité)	88

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ACCUNCIAMENTU DI U TERRITORIU

<u>Rapport n° 2018/E4/151 : Une stratégie territoriale de régulation des surfaces commerciales en Corse, pour un urbanisme commercial et durable (rapport modifié)</u> <i>(Délibération n°18/170 AC du 31 mai 2018)</i>	90
Présentation du rapport du Conseil exécutif par M. Jean BIANCUCCI, conseiller exécutif, président de l'Agence d'aménagement durable, d'urbanisme et d'énergie de la Corse	90
Le président Jean-Guy TALAMONI	96
Avis de la Commission du développement économique, du numérique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement par Mme Nadine NIVAGGIONI, présidente	96
Lecture du rapport complémentaire, suite à la réunion conjointe de la Commission du développement économique, du numérique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement et de la Commission des compétences législatives et réglementaires, par Mme Nadine NIVAGGIONI	100
Prise(s) de parole :	
Mme Paola MOSCA	101
Mme Fabienne GIOVANNINI	104
M. Jean-Martin MONDOLONI, <i>dépôt amendements (« Per l'avvene »)</i>	106
M. Xavier LACOMBE	108
Mme Valérie BOZZI, <i>dépôt amendement (« La Corse dans la République »)</i>	110
M. Pierre GHIONGA	111
Mme Rosa PROSPERI	112
Le président Jean-Guy TALAMONI	115
Mme Muriel FAGNI	116
M. François ORLANDI	116
Mme Chantal PEDINIELLI	116
M. François ORLANDI	117
Le président Jean-Guy TALAMONI	117
Le président Gilles SIMEONI	118

Le président Jean-Guy TALAMONI	118
Le président Gilles SIMEONI	118
Le président Jean-Guy TALAMONI	119
Le président Gilles SIMEONI, en réponse aux intervenants	119
Le président Jean-Guy TALAMONI	122
Le président Jean-Guy TALAMONI	123
M. Xavier LACOMBE	123
Le président Jean-Guy TALAMONI (suspension de séance)	124
M. Xavier LACOMBE	124
Mme Rosa PROSPERI, dépôt amendements (« Corsica libera »)	124
Amendement n° 1 « Corsica libera »	125
Avis du Conseil exécutif	125
Vote amendement (adopté à l'unanimité)	125
Amendement n° 2 « Corsica libera »	125
Avis du Conseil exécutif	125
Prise(s) de parole :	
M. Jean-Martin MONDOLONI	125
Le président Jean-Guy TALAMONI	126
Vote amendement (adopté à l'unanimité)	126
Amendement n° 1 « Per l'avvene »	126
M. Xavier LACOMBE	126
Avis du Conseil exécutif	126
Vote amendement (adopté à l'unanimité)	127
VOTE du rapport ainsi amendé (adopté à l'unanimité)	127

RAPPORTS DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
RAPORTI DI U PRESIDENTE DI L'ASSEMBLEA DI CORSICA

Rapport n° 2018/O1/026 : Répartition des membres de l'Assemblée de Corse au sein des collèges chargés de l'élection des sénateurs
(Renvoyé)

Rapport n° 2018/E4/148 : Habilitation du président de l'Assemblée de Corse et du président du Conseil exécutif à cosigner la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale 128
(Délibération n°18/171 AC du 31 mai 2018)

Présentation du rapport par le président Jean-Guy TALAMONI 128

Complément de présentation par Mme Lauda GUIDICELLI, conseillère exécutive 131

Prise(s) de parole :

Mme Paola MOSCA, **dépôt oral amendement** 132

Le président Jean-Guy TALAMONI 132

Vote sur l'amendement oral déposé par Mme Paola MOSCA
(Adopté à l'unanimité) 132

VOTE du rapport ainsi amendé (adopté à l'unanimité) 133

Rapport n° 2018/E4/156 : Actualisation du mandat spécial accordé à une délégation de conseillers de l'Assemblea di a ghjuventù 134
(Délibération n°18/172 AC du 31 mai 2018)

Présentation du rapport par le président Jean-Guy TALAMONI 134

VOTE du rapport (adopté à l'unanimité) 134

MOTIONS / MUZIONE

Prise(s) de parole :

Le président Jean-Guy TALAMONI	135
--------------------------------	-----

<u>Motion n° 2018/E4/024 déposée par M. Jean-Guy TALAMONI,</u>	135
président de l'Assemblée de Corse : Mise en place d'une aide financière	
exceptionnelle au bénéfice de l'ESAT victime d'un incendie criminel	
<i>(Délibération n°18/173 AC du 31 mai 2018)</i>	

Prise(s) de parole :

M. François ORLANDI	135
Le président Jean-Guy TALAMONI	136
M. François ORLANDI	137
Le président Jean-Guy TALAMONI	138
M. François ORLANDI	138
Le président Jean-Guy TALAMONI	139
M. François ORLANDI	139
Le président Jean-Guy TALAMONI, présentation de la motion	140

Prise(s) de parole :

Mme Bianca FAZI	141
Le président Jean-Guy TALAMONI	141
Mme Lauda GUIDICELLI, dépôt amendement du Conseil exécutif	142
M. Pierre GHIONGA	142
Le président Jean-Guy TALAMONI	142
M. Pierre GHIONGA	143
Le président Jean-Guy TALAMONI	143
Mme Lauda GUIDICELLI	143

Vote sur l'amendement déposé par le Conseil exécutif	144
<i>(Adopté à l'unanimité des votants)</i>	

Vote sur l'amendement déposé par le président Jean-Guy TALAMONI	144
<i>(Adopté à l'unanimité des votants)</i>	

VOTE motion ainsi amendée (adoptée l'unanimité des votants)	144
--	-----

<u>Motion n° 2018/E4/025</u> déposée par M. Jean-Guy TALAMONI, président de l'Assemblée de Corse et M. Petr'Antone TOMASI, président du groupe « Corsica libera » : Tenir compte de la volonté d'apaisement de la société et des élus corses dans les jugements à venir des militants nationalistes corses <i>(Délibération n°18/174 AC du 31 mai 2018)</i>	145
Le président Jean-Guy TALAMONI, présentation de la motion	145
Avis du Conseil exécutif par le président Gilles SIMEONI	146
VOTE motion (adoptée à l'unanimité des votants)	147
M. Romain Colonna (demande les résultats du vote)	147
Le président Jean-Guy TALAMONI	147
<u>Motion n° 2018/E4/023</u> déposée par Jean-Guy TALAMONI, président de l'Assemblée de Corse : Biosécurité <i>(Renvoyée en commission)</i>	148
<u>Motion n° 2018/E4/031</u> déposée par M. Jean-Jacques LUCCHINI, au nom du groupe « Femu a Corsica » : IGP « Ile de beauté » obtenue par un consortium d'une dizaine d'entreprises de salaisons industrielles en Corse <i>(Délibération n°18/180 AC du 31 mai 2018)</i>	149
Présentation de la motion par M. Jean-Jacques LUCCHINI,	149
Le président Jean-Guy TALAMONI	149
VOTE sur la demande d'examen prioritaire (Examen prioritaire adopté à la majorité des votants)	150
<u>Motion n° 2018/E4/038</u> déposée par le groupe « Femu a Corsica » : Soutien aux employés du groupe LCL Corse <i>(Délibération n°18/181 AC du 31 mai 2018)</i>	151
Prise(s) de parole :	
Le président Jean-Guy TALAMONI	151
M. Jean-Martin MONDOLONI	151
Le président Jean-Guy TALAMONI	152
M. Hyacinthe VANNI	153
Le président Jean-Guy TALAMONI	153

Vote sur le caractère exceptionnel de la situation d'urgence (Procédure d'urgence adoptée à la majorité des votants)	154
Le président Jean-Guy TALAMONI	154
Le président Gilles SIMEONI, avis du Conseil exécutif sur la motion portée par les 2 groupes de la majorité	155
M. Jean-Martin MONDOLONI	155
M. François-Xavier CECCOLI	156
Le président Jean-Guy TALAMONI	156
M. François ORLANDI	157
Le président Jean-Guy TALAMONI	157
Motion finalement déposée par les groupes « Femu a Corsica », « Corsica libera », « La Corse dans la République » et M. François ORLANDI	157
VOTE motion (adoptée à l'unanimité des votants)	157
<u>Motion n° 2018/O1/009 déposée par Mme Marie-Anne PIERI, au nom du groupe « Per l'avvene » : Assainissement cadastral et résorption du désordre de la propriété</u> <i>(Délibération n°18/175 AC du 31 mai 2018)</i>	159
Présentation de la motion par Mme Marie-Anne PIERI	159
Avis de la Commission du développement économique, du numérique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement par Mme Nadine NIVAGGIONI, présidente	163
Lecture du rapport de la Commission des compétences législatives et réglementaires par M. Jean-François CASALTA, président	165
Prise(s) de parole :	
Mme Marie-Anne PIERI	169
M. Jean-François CASALTA	169
Le président de séance Hyacinthe VANNI (remplaçant)	171
Mme Marie-Anne PIERI	171
M. Jean-Christophe ANGELINI, avis du Conseil exécutif	171
VOTE motion (motion rejetée à la majorité des votants)	174

<u>Motion n° 2018/O1/011 déposée par Mme Marie-Anne PIERI, au nom du groupe « Per l'avvene » : Mise en œuvre d'une opération expérimentale de Bail réel solidaire sur le territoire insulaire (Délibération n°18/176 AC du 31 mai 2018)</u>	175
Présentation de la motion par Mme Marie-Anne PIERI	175
Avis de la Commission du développement économique, du numérique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement par Mme Nadine NIVAGGIONI, présidente	176
Prise(s) de parole :	
M. Jean-Martin MONDOLONI	177
Le président de séance Hyacinthe VANNI	177
Mme Rosa PROSPERI	178
Amendement n° 1 déposé par « Femu a Corsica et « Corsica libera »	180
Présentation de la motion par Mme Julia TIBERI	180
Amendement n° 2 déposé par « Femu a Corsica et « Corsica libera »	181
Présentation de la motion par Mme Julia TIBERI	181
Amendement n° 3 déposé par « Femu a Corsica et « Corsica libera »	181
Présentation de la motion par Mme Julia TIBERI	181
M. Jean-Christophe ANGELINI, avis du Conseil exécutif sur les amendements	181
Prise(s) de parole :	
M. Jean-Martin MONDOLONI	182
Mme Rosa PROSPERI	183
M. Jean-François CASALTA	183
Vote amendement n° 1 sous-amendé (adopté à l'unanimité des votants)	184
Vote amendement n° 2 (adopté à l'unanimité des votants)	184
Vote amendement n° 3 (adopté à l'unanimité des votants)	184
VOTE motion amendée (adopté à l'unanimité des votants)	185

<u>Motion n° 2018/E4/030</u> déposée par M. Romain COLONNA, au nom du groupe « Femu a Corsica » : Article figurant sur le site Internet de l'hebdomadaire « Le Point » particulièrement insultant à l'égard des corses <i>(Délibération n°18/177 AC du 31 mai 2018)</i>	186
Présentation de la motion par M. Romain COLONNA	186
M. Jean-Christophe ANGELINI, avis du Conseil exécutif	188
VOTE motion (adopté à l'unanimité des votants)	189
<u>Motion n° 2018/E4/032</u> déposée par Mme Danielle ANTONINI, au nom du groupe « Femu a Corsica » : Racisme anti corse <i>(Délibération n°18/178 AC du 31 mai 2018)</i>	190
Présentation de la motion par Mme Danielle ANTONINI	190
Avis du Conseil exécutif	191
VOTE motion (adopté à l'unanimité des votants)	191
<u>Motion n° 2018/E4/033</u> déposée par M. Julien PAOLINI du groupe « Femu a Corsica » : Crédits alloués à la part territoriale du Centre national du développement du sport (CNDS) <i>(Délibération n°18/179 AC du 31 mai 2018)</i>	192
Présentation de la motion par M. Julien PAOLINI	192
Prise(s) de parole :	
M. Petr'Antone TOMASI	194
Mme Lauda GUIDICELLI, avis du Conseil exécutif	195
M. Serge TOMI	195
M. Petr'Antone TOMASI	195
VOTE motion (adopté à l'unanimité des votants)	195

<u>Motion n° 2018/E4/031</u> déposée par M. Jean-Jacques LUCCHINI, au nom du groupe « Femu a Corsica » : IGP « Ile de beauté » obtenue par un consortium d’une dizaine d’entreprises de salaisons industrielles en Corse <i>(Délibération n°18/180 AC du 31 mai 2018)</i>	196
Présentation de la motion par M. Jean-Jacques LUCCHINI,	196
<i>Prise(s) de parole :</i>	
M. François-Xavier CECCOLI	199
M. Lionel MORTINI, avis favorable du Conseil exécutif	200
M. Jean-Martin MONDOLONI	201
M. Jean-Jacques LUCCHINI	201
M. François-Xavier CECCOLI	202
Mme Marie-Thérèse MARIOTTI	202
Le président de séance Hyacinthe VANNI	203
M. François-Xavier CECCOLI	204
Le président de séance Hyacinthe VANNI	204
VOTE motion (adopté à l’unanimité des votants)	204

La séance est ouverte à 11 H 56 sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI.

Le Président TALAMONI

La séance est reprise. J'interroge l'Exécutif : Par quoi commençons-nous ? L'économie ? Très bien.

M. Xavier LACOMBE

Président, s'il vous plaît ? Excusez-moi d'intervenir, je vous remercie de me donner la parole. Sò ondecì ore è mezzu.

Le Président TALAMONI

Eiu sò quì dipoi deci ore.

M. Xavier LACOMBE

Anc'eiu. On était en commission à 9 heures. Je ne sais pas si c'est sous un autre méridien, sous cette coupole, mais de 10 heures à ondecì ore è mezu, faci un'ore è mezu. Je sais, Président, que vous faites tous les efforts, et vous en avez fait la preuve hier, mais lors de sessions comme celle-ci, on commence à perdre une heure et demie un jour, une heure et demie l'autre jour ! Je répète ce que j'ai déjà redit : qu'il y ait quelques minutes de décalage, on veut bien, mais une heure et demie ! A ce moment-là, convoquons les gens à midi. Merci.

Le Président TALAMONI

Vous avez bien fait de le dire, mais j'ai peur que ça n'ait pas beaucoup d'effets sur la situation. Hè cusì.

M. Hyacinthe VANNI

Les gens qui sont en commission ne s'amuse pas, ils travaillent. Donc, on peut avoir un petit peu de patience. On est ici pour travailler aussi.

Le Président TALAMONI

D'accord. Il y a des commissions et, en même temps, il y a des heures de commission qui sont prévues de façon à ce qu'on puisse être un certain nombre pour commencer la séance. Les commissions, M. VANNI, vous intervenez et je vous réponds, ça n'est pas non plus la réponse pour justifier tous les retards parce que les commissions, en principe, l'heure est déterminée avec les présidents des commissions qui doivent être en mesure d'évaluer au moins, à une demie heure près, la fin de leurs travaux. Ce n'est pas une raison.

Je ne pense pas que tout le monde était en commission, je pense qu'il y a simplement un certain nombre de nos collègues qui viennent quand ils ont envie de venir et puis c'est tout. Les commissions, encore une fois, ne sont pas prévues pour la même heure que la séance publique. Je pense qu'il y a autre chose. Ça ne fonctionne pas, ça n'a jamais fonctionné. Au moins, il y a une certaine constance que l'on peut reconnaître à notre Assemblée, de ce point de vue-là, c'est qu'elle n'a jamais commencé à l'heure, à aucune époque.

M. Xavier LACOMBE

On est toujours dans l'ancien monde !

Le Président TALAMONI

Oui et j'ai bien peur que ça dure ! On a réussi à résoudre certains problèmes mais pas celui du retard le matin, pas que le matin d'ailleurs...

La parole est au Conseil exécutif sur le rapport 146.

ACTION ECONOMIQUE / AZZIONE ECUNOMICA**Rapport n° 2018/E4/146 : Dispositif territorial de soutien aux entreprises susceptibles d'être impactées par des travaux réalisés par la Collectivité de Corse sur le réseau routier RD 80****M. Jean-Christophe ANGELINI**

Merci, M. le Président.

Mesdames et Messieurs les Conseillers, c'est un rapport qui s'inspire des autres rapports déjà présentés par nos soins. Quand je dis par nos soins, c'est bien sûr par le biais et sous l'autorité des services de l'ADEC, et notamment de leur directeur général Jean-Charles VALLEE, ainsi que sur proposition et validation du président du Conseil exécutif, d'autant qu'il avait, en l'espèce, assuré un rôle d'animation, de soutien et d'information auprès des principaux intéressés, à savoir les chefs d'entreprises de la région du Cap impactée par les travaux sur l'ex ou la RD 80.

Comme vous le voyez dans le rapport qui vous est proposé, nous avons parfaitement joué la carte de la transparence avec l'énoncé des quatre phases et, donc, la coupure de la route qui en découlera, de manière précise.

Ainsi donc et tenant compte, par anticipation, ainsi qu'au terme d'un processus de dialogue, des attentes et des inquiétudes formulées par les acteurs économiques, nous proposons un nouveau règlement d'aides qui vous est, ici, détaillé et qui intègre l'ensemble des phases précitées ainsi, plus précisément, que les secteurs dans lesquels nous voulons intervenir à titre principal.

La transformation et la commercialisation de produits agricoles à des conditions précises, la pêche et l'aquaculture à des conditions également détaillées ainsi, bien sûr, que tout ce qui va relever du commerce de proximité.

Vous avez un certain nombre de précisions quant à l'assiette éligible des aides, ainsi que la question de l'intensité qui est modulée en tenant compte notamment, comme nous l'avons fait par le passé, et je veux parler des mesures que nous avons mises en œuvre au lendemain, par exemple, de l'inondation du centre commercial dit « la rocade », en tenant compte donc des aides et sommes qui pourraient éventuellement être perçues, au titre des polices d'assurances.

C'est un dispositif qui n'est pas exclusif, qui est complémentaire d'autres dispositifs ou polices d'assurances déjà existants et qui vient, je l'espère, finir de rassurer des acteurs économiques légitimement inquiets au regard des travaux que nous nous proposons de réaliser et qui sont déjà engagés sur le terrain.

Voilà, M. le Président.

Le Président TALAMONI

Il y a deux rapports, un de la Commission du développement et un de la Commission des finances.

La Commission du développement, ce sera Nadine NIVAGGIONI, la présidente.

Mme Nadine NIVAGGIONI

Avis favorable.

Le Président TALAMONI

Avis favorable. La Commission des finances, Anne TOMASI.

Mme Anne TOMASI

M. Olivier MOSCONI, de l'Agence du développement économique de la Corse, **et le président Guy ARMANET** ont précisé que ce dispositif territorial est tout à fait exceptionnel et qu'il ne sera pas mobilisé systématiquement, dès lors que la Collectivité de Corse fera des travaux.

Le président SIMEONI a fait observer que toutes les assurances juridiques avaient été prises sur la mise en place d'un tel dispositif, un dispositif qui s'inscrit dans une mesure globale, déjà adoptée par notre Collectivité, notamment pour d'autres situations exceptionnelles.

Dans ce cas précis, il a rappelé qu'il s'agissait des travaux sur le pont de la côte ouest du Cap corse, tout en précisant que tous les dommages ou les nuisances occasionnés par des travaux publics ne peuvent pas ouvrir systématiquement un droit à compensation ou à indemnisation.

Il a fait remarquer que le fait de déposer le pont provisoire a coupé de facto l'accès normal à toute la côte ouest du Cap corse et que le seul itinéraire de délestage prévu a augmenté les durées des trajets.

Il a tout particulièrement remercié l'ensemble des entreprises qui se sont investies afin que le calendrier des travaux soit respecté.

La Commission des finances a émis un avis favorable.

Le Président TALAMONI

Merci. La parole est à qui la demande sur ce rapport. Personne. Nous allons mettre aux voix le rapport.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité.

Rapport n° 2018/E4/150 : Politique de rayonnement économique à l'international de la Corse

Jean-Christophe ANGELINI

Merci, Président.

Ce premier rapport dédié à la RD 80 est important pour nos acteurs économiques de la région du Cap, de la côte ouest.

Je vous remercie, Mmes et MM. les Conseillers, pour votre vote unanime. Ce rapport-là est infiniment plus stratégique, au sens où il concerne notre pays tout entier, en même temps qu'il propose une trajectoire de croissance qui est résolument novatrice, comme cela a été dit en commission du SRDE2I voté par votre Assemblée en décembre 2016 ainsi, plus généralement, que de la stratégie voulue par l'ADEC dans le domaine du rayonnement économique.

Je veux, avant tout, remercier les services qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport sous l'autorité du directeur général, Jean-Charles VALLEE et, notamment, Lesia SARGENTINI qui en a piloté l'élaboration et qui, comme vous vous en doutez, a rédigé l'essentiel de ce qui vous est proposé avec, bien sûr, dans le cadre du Conseil exécutif, une mise en perspective au plan politique

Vous dire également qu'il s'agit de distinguer trois niveaux sur lesquels je vous rends attentifs parce qu'ils sont fondamentaux pour le devenir de notre économie.

Le premier tient compte du fait que nous avons, dans le domaine du rayonnement économique de la Corse, des actions qui, jusqu'ici, étaient un peu éparses : conventionnement avec BUSINESS France, actions à l'extérieur, stratégie d'export, notamment dans le cadre de la plateforme du dispositif CORSEXPOT, voté par cette même assemblée il y a quelques années déjà, une petite décennie.

Il s'agit, dorénavant, de tout rationaliser, de tout remettre en perspective et de faire à partir d'une stratégie qui soit une stratégie partagée et résolument publique.

Deuxièmement, il s'agit, également, de faire en sorte que l'on renforce l'attractivité du territoire.

En termes clairs : aucun territoire ne peut prétendre à une forme de développement économique s'il n'est pas adossé à un plan pluriannuel d'attractivité, de compétitivité qui lui permette d'être lisible dans la cartographie des investissements. Et je le dis tranquillement, il s'agit de positionner la Corse comme étant une terre d'opportunité en matière économique, bien sûr à titre principale pour notre diaspora et pour celles et ceux qui aimeraient, sans nécessairement rentrer physiquement dans l'île, y investir et y déployer de la compétence, de l'ingénierie, du savoir-faire, etc. Mais il s'agit également, pour celles et ceux qui verraient un intérêt à se déployer économiquement dans l'île, de pouvoir le faire à des conditions qui soient fixées, non pas de manière empirique par la seule loi du marché mais sans souci aucun de planification, ni d'intrusion, à des conditions qui soient aussi des conditions politiques par le jeu de la volonté manifestée par notre assemblée.

Dans ce cadre-là, nous proposons donc une stratégie d'attractivité, dont l'élaboration est en cours, et qui va permettre de hiérarchiser et de prioriser tous les grands axes que nous voulons mettre en œuvre.

Sur la question de l'investissement à l'international, vous le savez, nous n'avons pas, en l'état, de stratégie claire et nous ne savons pas comment parler au monde, en matière économique, dès lors qu'il s'agit de la Corse. En déduit une absence d'attractivité, en déduit une absence d'opérationnalité, en déduit, pour être clair et précis, une absence de développement dans des domaines qui sont des domaines stratégiques (cf. le déplacement que nous avons fait en Sardaigne en février 2016. J'avais eu, à cette occasion, l'opportunité de m'entretenir avec l'*assessore*, mon homologue de Sardaigne, en charge de domaines comparables, qui nous avait présenté, il y a plus de deux ans, un plan pluriannuel d'attractivité du territoire sarde, lequel donnait lieu à la mobilisation, mais également d'investisseurs internationaux étrangers en capacité d'agir sur le territoire à des conditions qui soient des conditions fixées par le gouvernement et par le politique, pour le dire un peu rapidement, mais qui permettait d'introduire des fonds, des capitaux, de l'argent privé, sans nécessairement avoir recours aux seuls moyens délivrés par la puissance publique pour assurer un certain type de développement.)

Dans le même ordre d'idée, et c'est le fruit d'une collaboration permanente avec les services de Nanette MAUPERTUIS et de la DAEI, nous avons également besoin d'une visibilité renforcée sur l'impact, et je parle strictement du plan économique, des programmes INTERREG, des grandes programmations, des grands financements communautaires, notamment pour ce qui va regarder, de manière fine et précise, leurs destinataires, leurs

bénéficiaires et, surtout, leur effet levier sur l'ensemble de l'écosystème, et pas uniquement sur les quelques entreprises qui pourraient, à titre direct, en bénéficier.

Donc, nous avons un certain nombre de points d'inquiétude, je viens de les énumérer, qui sont des points historiquement présents et constatés mais nous voulons aujourd'hui les soulever, les régler, non pas de manière incantatoire, non pas de façon immédiate. Ça prendra du temps mais en proposant un cadre d'intervention qui, pour la première fois depuis des années, pour ne pas dire, sans prétention aucune pour notre Conseil exécutif, depuis des décennies, peut-être, enracine la Corse dans un développement économique résolument tourné à l'international, sans crainte, sans complexe, sans frilosité excessive mais avec la ferme volonté, aussi, de ne pas subir les événements et le cours de l'évolution économique mais, au contraire, d'y insérer au mieux notre pays et notre territoire d'opportunité.

Dans le même ordre d'idée, nous avons inséré toute la dynamique liée à l'export. Je veux rappeler ici que la Corse a connu en 2017 une trajectoire, en matière d'export, très intéressante, avec une augmentation considérable même si, et vous le savez, notre balance commerciale demeure structurellement et historiquement déficitaire. Donc, de ce point de vue-là, nous allons aussi réinsérer la question de l'export et la reconnecter aux grandes problématiques que je viens d'évoquer : attractivité du territoire, compétitivité des entreprises, ouverture à de nouveaux marchés, puisque la question de l'attractivité joue à l'endroit de l'écosystème européen, voire mondial. Elle joue aussi pour nos entreprises qui vont se positionner plus efficacement sur d'autres marchés et aller, mieux soutenues et mieux consolidées, à la conquête de niches et de marchés nouveaux en Europe et dans le monde. C'est déjà le cas. Nous avons, dans des domaines clé, des pionniers et des leaders européens. On n'en parle pas assez, mais vous savez aussi bien que moi qu'il y a sur le terrain des entreprises qui ont désormais besoin d'une stratégie claire, d'un guichet unique, d'une fluidité, d'une lisibilité renforcée et qui n'attendaient que cela pour aller plus vite et pour aller plus loin.

D'ailleurs, ce rapport, s'il est rédigé en concertation avec l'ensemble des offices et agences, du Conseil exécutif sous l'autorité de son président, il est aussi, et d'abord, le fruit d'une réflexion partagée de l'ensemble de notre écosystème, de l'ensemble de nos chefs d'entreprises.

Nous y insérons la convention-cadre qui nous lie, qui lie la Collectivité de Corse via l'ADEC, avec Business France. Et vous avez, là-

aussi, (les éléments sont joints au rapport) des thématiques claires qui sont dûment proposées.

Un mot sur ce thème, rapidement.

Il s'agit, au plan des principes cardinaux, d'alléger considérablement le coût des produits et des prestations de Business France : diagnostics, découverte de marchés, rencontres acheteurs, emplacements salons..., à travers un fonds de concours à l'internationalisation, auparavant dénommé « fonds de concours export », mis à disposition par la Collectivité de Corse au profit de nos entrepreneurs.

Il s'agit donc de tenir compte du montant passé du fonds, dont je veux dire ici qu'il n'a jamais été totalement utilisé, mais aussi de la politique et de la stratégie nouvelle que nous vous proposons.

En application du SRDEII, nous avons donc une proposition d'allocation qui est un peu revue à la baisse par rapport à l'ancienne convention, mais qui demeure d'un niveau particulièrement ambitieux.

Deuxièmement, nous créons un CODITE (Conseil pour le développement de l'internationalisation du territoire dans le domaine économique) ; CODITE dont je veux rappeler qu'il ne cède en rien à la comitologie ou à la réunionite qui pourraient être à l'œuvre, ici ou là, en ce sens qu'il vient simplifier les structures qui existaient déjà (je pense par exemple au CODEX), avec une vision qui sera beaucoup plus globale, beaucoup plus intégrée et, espérons-le, beaucoup plus dynamique.

Il s'agit, là-aussi, de faire disparaître le CODEX, tel que nous l'avons connu, au sens où il était adapté et proposé que pour les problématiques d'export, et de le rendre beaucoup plus transversal et beaucoup plus global en le rendant compatible avec le dynamisme nouveau que nous voulons désormais imprimer.

Nous aurons donc deux commissions : une qui sera dédiée à l'export et une autre qui sera dédiée à l'attractivité et au rayonnement du territoire. Ce qui va permettre aux acteurs et aux élus, qui y siégeront, d'avoir donc à connaître plus finement les problématiques, les thématiques, les plans qui seront proposés, en même temps qu'à élaborer cette stratégie pluriannuelle d'attractivité. C'est une offre nouvelle que nous vous faisons pour laquelle, a priori, nous devrions solliciter, nous verrons en marchant, le concours d'un

prestataire privé et de toute façon la dite stratégie sera proposée ici-même et nous en débattons dans le cadre voulu.

Pour ce qui concerne les moyens de la stratégie, ils sont, pour l'essentiel, au nombre de deux ou trois et ils sont, j'attire votre attention là-dessus, assez déterminants :

Le premier, c'est celui des volontaires à l'initiative économique qui vont (comme vous le savez, ils existaient déjà) être déployés selon un paradigme nouveau. Et l'ADEC, en concertation avec le Conseil exécutif, se propose d'agir résolument dans cette direction.

La deuxième idée, c'est de créer un réseau d'ambassadeurs économiques de la Corse.

De quoi s'agit-il ? Vous avez tous, dans vos environnements amicaux, familiaux, professionnels, des hommes et des femmes qui sont corses, ou amis de la Corse, et qui ont une expertise, un rôle stratégique, une plus-value dans le domaine de l'entreprise privée. On peut parler d'entreprise publique mais, à titre principal, quasi exclusif, d'une entreprise privée. Il s'agit de les solliciter et de les cartographier, de leur proposer un certain nombre de moyens pour qu'ils concourent, sans que nous dépensions collectivement et de nouveau de l'argent public, au développement économique de la Corse. Nous sommes vraisemblablement le seul pays, la seule île de Méditerranée à disposer de diaspora économique aussi riche, aussi nombreuse et aussi dense sans jamais nous être donné les moyens de la solliciter.

Nous avons souvent parlé de la diaspora, y compris ici-même, en des termes quasi mythologiques (« le retour massif », etc.). L'évolution du monde nous conduit aujourd'hui à ne plus considérer comme étant une possibilité avérée ce retour massif, même si nous appelons de nos vœux la possibilité que des Corses reviennent dans leur pays. Mais les effets conjugués des nouvelles technologies, de la mondialisation, de la croissance, telle qu'elle se dessine en matière économique, peuvent tout à fait permettre à ces femmes et à ces hommes de contribuer à notre développement, sans pour autant rentrer physiquement en Corse. Il s'agit donc, de leur donner les moyens de contribuer au développement, leur donner donc un certain nombre d'outils, avec des éléments qui soient particuliers : je pense, par exemple, à un kit de l'ambassadeur. Et donc nous allons, avec eux, travailler à assoir notre développement économique.

Je vous dirais deux autres choses : en plus des moyens que nous proposons pour cartographier, identifier, mettre en réseau ces ambassadeurs, vous avez d'une part, la plateforme de crowdfunding, que nous avons mise en place sous les auspices de l'ADEC et de la Collectivité de Corse, qui peut déjà permettre aux acteurs économiques de contribuer, par le biais de financements privés, au développement économique et nous avons également, donc, des initiatives en cours. Je pense, par exemple, à l'opportunité de dédier des fonds à des initiatives transfrontalières. Nous y réfléchissons pour que la Corse se positionne, par-delà les programmations de fonds publics, comme étant aussi en mesure de solliciter et d'orienter des fonds privés vers le développement économique de notre île.

C'est un point qui est fondamental et qui, je le crois, va permettre de favoriser ce développement sans, encore une fois, avoir systématiquement recours à des crédits et à des fonds publics.

Troisième et dernier sujet : nous nous proposons, vous l'avez vu dans le rapport, d'initier des missions de diplomatie économique.

De quoi s'agit-il ? Là-aussi, j'entends, peut-être, l'argument qui consisterait à dire « de nouveaux déplacements ! de nouveaux voyages ! ». Pas du tout ! Ça vient rationaliser l'existant qui était autrement plus dense, et je n'aurai pas la cruauté de rappeler ce que l'on a pu connaître par le passé, toutes majorités confondues. Je veux simplement dire qu'organiser une mission de diplomatie économique, c'est rationaliser financièrement l'ensemble des initiatives à l'endroit d'écosystèmes extérieurs et c'est, en même temps, dans un souci d'économie des deniers publics, matérialiser des stratégies de conquête de marchés, en même temps que de lisibilité et d'attractivité de notre territoire propre.

Nous sommes dans une simplification, nous sommes dans un souci d'économie et, je le crois, nous sommes également dans une logique globale d'efficacité renforcée.

Donc vous l'avez compris, Mesdames et Messieurs, au moment où s'achève cette présentation et où, je l'espère, débute un dialogue et un échange avec l'ensemble des élus de l'hémicycle. On a souvent fait reproche aux nationalistes de cultiver une vision ethnocentrée, frileuse, repliée sur elle-même du développement économique ; ce rapport permet de mettre un terme, je l'espère, définitif à des griefs qui n'ont pas pu prospérer plus que ça, mais qui ont quand même été présents dans le débat public.

Notre majorité, notre Conseil exécutif sont fiers de pouvoir présenter aujourd'hui les éléments d'une stratégie qui ouvre notre pays vers l'extérieur, qui n'hésite plus à affronter le marché européen et le marché mondial, qui positionne nos entreprises sur une scène économique, aujourd'hui mondialisée, mais qui le fait en étant respectueux, et clairement, de notre identité, de nos savoir-faire, de notre typicité à tous les points de vue, en même temps, bien sûr, que notre volonté d'asseoir un développement économique qui soit durable, qui soit soutenable et qui soit, bien sûr, orienté vers la croissance partagée, et non pas uniquement vers une forme de logique ultralibérale. Et je crois que c'est important pour nos entrepreneurs, pour nos TPE, pour nos PME, pour nos acteurs à l'exportation qui avaient besoin d'un cadre lisible et surtout, je terminerai en ces termes, cela permet de relier des problématiques qui, jusqu'ici, ne dialoguaient pas entre elles :

- l'attractivité du territoire, nous n'avions d'ailleurs pas de plan ;
- la compétitivité de nos entreprises à l'international, nous n'avions pas d'approche ;
- la question de l'export qui était déconnectée, comme si on pouvait exporter valablement et à un flux très soutenu sans avoir, généralement et stratégiquement, d'éléments plus intégrés.

Nous réconcilions des problématiques qui jusqu'ici s'ignoraient, et nous le faisons en mettant sur la table des éléments d'élaboration, des moyens pratiques, une proposition de cartographie de nos ambassadeurs et, j'espère, de ce rapport qui suscitera le débat voulu.

Je vous remercie, M. le Président.

Le Président TALAMONI

Nous avons donc un **rapport de la Commission de développement**. C'est peut-être Nadine NIVAGGIONI qui va le présenter.

M. Nadine NIVAGGIONI

Sur la forme, **Mme Mattea CASALTA** a salué, d'une part, la qualité de la présentation du rapport, d'autre part, la constitution d'un guichet unique d'attractivité économique, via l'Agence de développement économique de la Corse, afin de faciliter l'accompagnement des porteurs de projets.

Sur le fond, elle s'est réjouie de la volonté féroce de cette Corse qui travaille, qui souhaite se valoriser et s'ouvrir vers l'extérieur. Elle a salué ainsi la résistance des entreprises dans leur profonde volonté d'agir pour mettre en

valeur, à l'extérieur, les potentialités insulaires et contribuer au rayonnement de l'île. Elle voit dans ce qui est proposé, de nombreux éléments porteurs d'espoir pour la jeunesse insulaire.

La commission a émis un avis favorable sur ce rapport.

(Ont voté « pour » les groupes « Femu a Corsica » ; « Corsica libera » ; **non-participation** des groupes « Per l'avvene », « La Corse dans la République » et « Andà per dumane »).

Le Président TALAMONI

Merci. La parole est à qui la demande.

Mattea CASALTA, vous avez la parole.

Mme Mattea CASALTA

Merci, M. le Président.

Tout d'abord, merci M. le Président de l'ADEC pour cette présentation très précise du rapport.

Merci aussi aux services, à Lesia SARGENTINI notamment.

Alors, c'est vrai, le constat sur l'état des entreprises et de l'économie corse en général est très préoccupant, nous en sommes tous conscients. Et depuis de nombreuses années, il semblerait que nous soyons tétanisés et incapables de réaction.

Hier, Jean-Martin MONDOLONI disait que notre majorité n'avait pas d'engouement, n'avait pas d'enthousiasme, pourtant ce rapport nous fait tous réagir et voir enfin le bout du tunnel, je crois.

C'est une réaction qui se doit collective et qui, sur la base du SRDEII, nous demande d'utiliser toutes les possibilités que nous fournit la loi pour mettre en œuvre une réplique positive à une situation, jusque-là, subie.

La Corse n'est plus dans l'attentisme, mais dans l'action.

Enfin, avec cet exécutif, nous avançons !

Et en plus, c'est un mouvement transversal qui implique toutes les forces de notre pays (l'ADEC, vous l'avez entendu, mais aussi l'Office des

transports de la Corse, l'Agence du tourisme, les chambres de commerce, les communautés de communes) pour une ouverture sur l'international et qui permettra à la fois aux porteurs de projets et aux chefs d'entreprises d'exporter les produits fabriqués dans notre île, mais aussi d'accueillir des entreprises extérieures.

C'est une véritable bouffée d'oxygène pour l'économie qui sera, à n'en pas douter, la locomotive qui profitera à tous. Je pense que vous l'avez ressenti dans l'explication qui nous a été donnée, effectivement ça y est, ça démarre !

Ce qui me rassure aussi, c'est le repositionnement de la Corse en Méditerranée. On parle beaucoup de notre île au milieu de la Méditerranée, mais finalement on a oublié un petit peu l'histoire. Cette île qui a toujours été au centre des relations commerciales. Son avenir est d'abord, et avant tout, dans cette région du monde, me semble-t-il, même si depuis des années on voudrait nous faire croire que le port de Marseille est bien sûr essentiel et que tout doit passer par ce port. D'autres pistes de développement commercial existent et doivent être exploitées.

La Corse, par ses traditions et sa culture, doit reprendre cette place qui, à l'évidence, la fera rayonner. En effet, le développement économique de notre pays se fera, selon toute logique, vers et avec les pays frontaliers mais pas seulement. En cela, l'action de l'Office des transports et surtout de l'Agence du tourisme joueront un rôle de première importance.

L'Agence du tourisme de la Corse qui devra se montrer plus agressive (dans le bon sens du terme, bien évidemment vous l'avez compris) auprès des acteurs du tourisme, agences de voyages, tour operators, hôteliers, et être présente sur tous les salons et les foires internationales. Bien sûr, il faut compter avec la cellule « Europe » de notre collectivité qui travaille déjà beaucoup à l'accompagnement des porteurs de projets, mais qui devra être renforcée, je l'espère vraiment ; les porteurs de projets privés ou collectivités qui, malheureusement, se découragent souvent face à la lourdeur des programmes européens et aux multiples difficultés à monter un dossier. Je pense qu'on y est tous passés, c'est vraiment pas évident de monter un dossier européen.

Donc, en résumé : perspectives concrètes de développement économique, innovation, transversalité entre les différentes forces de la Corse, ouverture sur la Méditerranée et sur le monde, diplomatie économique, donc

image positive de la Corse, ambition, volonté de réussir, espoir pour les années à venir.

Donc, en conclusion, M. le Président de l'ADEC, toutes mes félicitations à vous et à votre équipe pour ce rapport qui est porteur d'espoir et surtout de motivation. Merci.

Le Président TALAMONI

Merci. Mme COMBETTE, vous avez la parole.

Mme Christelle COMBETTE

Merci, M. le Président.

M. le Conseiller exécutif,

« Politique de rayonnement économique à l'international de la Corse », le titre fait rêver et je reconnais que les propositions sont intéressantes.

Dans votre présentation, vous avez dit ne pas avoir de complexes à présenter un tel rapport, un rapport nouveau et innovant. Mais soyons honnêtes, ce rapport n'a rien de très nouveau puisqu'il s'inscrit dans la continuité du dispositif CORSEXPOT qui a été voté en 2006 pour développer le marché de l'export aux entreprises locales.

Dans votre rapport donc, vous rattachez ce rayonnement à l'international de la Corse, à son attractivité, et je vous suis parfaitement sur ce point.

En revanche, cette position me conduit aux questions suivantes :

Tout d'abord, il me semble qu'un travail préparatoire doit être indispensable à votre démarche. Les secteurs et les entreprises ayant une réelle capacité productive ont-ils été recensés ?

Vous avez, effectivement, sûrement une base qui est inscrite dans le dispositif ancien CORSEXPOT, mais il y a sûrement d'autres entreprises qui doivent être informées de ce projet.

Par ailleurs, et j'en reviens encore au même sujet (désolée Josepha), celui de la formation : constituer un marketing international signifie pouvoir vendre la Corse à l'étranger. Pour le développement de ce marketing, il

convient donc de décliner les débouchés, d'identifier et structurer les partenaires économiques qui pourront répondre au marketing qui sera décliné par la région.

Le plan est, selon moi, bien structuré. Mais rien ne pourra se déployer sans ressources humaines. Et malheureusement, encore une fois, le retour des entreprises déjà présentes sur le secteur de l'international fait état d'un cruel problème de recrutement, notamment chez les attachés commerciaux.

Pour exemple, je fais une petite parenthèse : la semaine dernière, il y a eu le championnat des mini-entreprises qui s'est déroulé à Porticcio, dans le nouveau centre culturel et, là, participaient des jeunes post-bac de l'école Negoventis de la Chambre de commerce. C'est une école, pour ceux qui ne le savent pas, qui préparent aux métiers de la vente et, notamment bien sûr, aux attachés commerciaux.

Suite à la présentation de leurs projets, le jury n'a pas jugé bon de les faire partir à Paris présenter leurs produits, dans la mesure où ils ont été dans l'incapacité de s'exprimer en anglais.

Donc, j'en conclus que cette formation, pour ne pas la citer (je suis désolée mais c'est un exemple concret) forme uniquement à la vente sur le territoire français.

De plus, vous parlez du numérique. Vous prévoyez le développement à l'international de ce secteur. Effectivement, c'est un secteur qui n'a pas de frontières et c'est celui qui est le plus facile à exporter en restant même dans son bureau, mais je m'interroge aussi sur la capacité de nos entreprises à se structurer rapidement pour s'inscrire dans cette démarche, compte tenu du fort retard qui a été pris dans la mise en place des formations certifiantes.

Enfin, le rapport prévoit des ambassadeurs économiques partout dans le monde, pourquoi pas ! Mais comment comptez-vous les localiser ? Surtout, quel statut comptez-vous leur accorder et, éventuellement, envisagez-vous une rémunération ?

J'imagine bien, M. le Conseiller exécutif, que vous ne comptez pas sur le bénévolat, surtout sur du long terme.

Pour en finir, nous saluons donc le travail qui est fait dans ce rapport, les orientations que vous proposez et votre volonté de donner un nouveau

souffle au dispositif CORSEXPOT mais nous n'avons, malheureusement, pas beaucoup de lisibilité sur les moyens pour y parvenir.

Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Merci. Est-ce qu'il y a d'autres demandes d'intervention ? Il n'y en a pas.

Vous voulez répondre un mot ? Vous avez la parole.

M. Jean-Christophe ANGELINI

Merci, M. le Président.

Merci à Mattea CASALTA pour ses propos qui, bien sûr, recourent l'analyse de la majorité et du Conseil exécutif au sujet du type de développement économique que nous voulons mettre en œuvre.

Merci aux conseillers des groupes de la majorité.

Pour ce qui est donc du groupe de Jean-Martin MONDOLONI et de l'intervention de Christelle COMBETTE, deux mots.

Je peux entendre, et je l'entends volontiers, on est dans un débat contradictoire et démocratique, que ce rapport vous semble à ce stade imparfait, perfectible et qu'il puisse appeler un certain nombre de clarifications, peut-être, et c'est le cas de tous les rapports et de toutes les démarches humaines et politiques.

Mais dire, d'une part, qu'il n'institue pas de rupture, et j'emploie à dessein un terme que je n'ai pas employé auparavant, parce qu'on peut parler de rupture dans le paradigme de l'action économique et, d'autre part, qu'il s'apparente au CODEX qui a été voté, sur proposition d'une ancienne majorité, ici-même en 2006 me semble-t-il, c'est, pardonnez-moi, je le dis avec toute la courtoisie et l'amitié qui caractérisent nos rapports, méconnaître le contenu du rapport. Ce n'est pas le cas.

Le CODEX se réunissait une fois par an sans les filières, ne traitait que de l'export et était purement consultatif.

Le CODITE se réunit régulièrement, établit une stratégie, propose un plan voté par l'Assemblée avec tous les acteurs régulièrement.

Da l'unu à l'altru, ci passa u mare à mezu !

Vous pouvez ne pas être d'accord, mais vous ne pouvez pas dire que c'est pareil ! Non ! Je respecte votre volonté, il n'y a pas de problème, mais je le répète : ci passa u mare à mezu.

Vous verrez. Je vous dis les choses clairement.

Et vous verrez à l'usage, puisque vous allez être étroitement associés, que c'est comme cela que ça va fonctionner.

Donc, on parle de deux réalités fondamentalement différentes.

Sur la question des ambassadeurs : regardez, puisque vous êtes dans un groupe libéral, tous les pays, toutes les îles qui déploient des stratégies de développement à l'international ont des réseaux comparables à celui que nous proposons aujourd'hui pour la Corse. Et de ceux que nous avons étudiés, ils ne sont quasiment jamais rémunérés.

Donc, on ne parle pas d'associatif, on ne parle pas de bénévolat, on parle souvent de femmes et d'hommes qui ont des situations économiques particulièrement intéressantes et qui n'attendent pas de la Collectivité qu'elle les rémunère ou qu'elle vienne compenser un déplacement ou une initiative éventuelle.

Nous avons commencé à cartographier des acteurs.

Je vous donne un ordre d'idée : on en a repéré trois sur la scène parisienne qui, à trois, dans des groupes à 100 % privés, pèsent 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel. À trois !

Vous pensez bien que lorsqu'on aura fini de cartographier, on va tomber potentiellement sur des dizaines de milliards d'euros de chiffres d'affaires cumulés pour les entreprises qu'ils dirigent ou dont ils sont des membres éminents. Donc, regarder par le plus petit bout de la lorgnette c'est, à mon avis, ne pas rendre service au grand projet que nous vous proposons.

Et la cartographie implique une chose : la labellisation.

La labellisation n'induit pas de rémunération. Et, encore une fois, je viens de démontrer assez rapidement en quoi elle était obsolète.

Donc, chaque groupe, bien sûr, se détermine en son âme et conscience mais il n'y a pas d'impacts financiers pour notre collectivité. Le fait de cartographier des acteurs économiques privés me paraît tomber sous le sens et je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi, par le passé, nous n'avons jamais voulu emprunter cette piste-là. Nous vous proposons de le faire.

Et enfin, nous reconnectons la stratégie de l'export à une stratégie beaucoup plus globale d'attractivité et de compétitivité, de montée en compétence économique de l'ensemble du territoire.

Donc, je crois que c'est un changement de paradigme. Et si je peux entendre, en le respectant, votre désaccord, je vais vous dire ici qu'il se fonde vraisemblablement sur d'autres considérations que celles énoncées parce que je ne retrouve pas dans le rapport, tel que nous l'avons rédigé, le contenu et la portée de vos propos.

Mais, encore une fois, je respecte votre interprétation. Je ne la partage pas. Et je veux vous dire que ce qui est proposé dans l'économie des deniers publics de la Collectivité va, j'en suis persuadé, réorienter l'ensemble de notre développement économique. J'en suis persuadé !

Quant à la question de la formation que vous avez abordée assez largement, l'idée est simple : nous avons toute confiance, sous l'autorité du président du Conseil exécutif, dans la capacité de Josepha à mener avec ses services ce débat et cette action à terme. Je sais et nous savons que cela vous tient particulièrement à cœur. Nous sommes régulièrement liés les uns aux autres et nous n'avons pas pour intention de déconnecter le sujet de la formation, et notamment de la formation pro, du sujet de la montée en compétence des entrepreneurs et de l'insertion professionnelle de nos plus jeunes. Donc, là-dessus, il n'y a pas de déconnexion.

Terminer enfin en vous disant, parce que je ne l'ai pas dit dans mon propos liminaire et j'y tiens, que la mesure que nous vous proposons, IMPRESA MONDU, elle est lancée non pas de manière empirique, mais dans le cadre d'un appel à projets, d'un appel à manifestation d'intérêt strict qui codifie les pays, les publics, le kit d'entreprise et je crois, y compris pour les entreprises qui sont déjà présentes sur la scène de l'export, que ce sera une plus-value indéniable.

Voilà, M. le Président. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Merci. La discussion générale vient d'être close par l'intervention du conseiller exécutif.

Je mets aux voix ce rapport.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité.

Rapport suivant :

Rapport n° 2018/E4/152 : Délégation de crédits européens en subvention globale à l'Agence de développement économique de la Corse (ADEC) pour la mise en œuvre des instruments financiers du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020

Le Président TALAMONI

Vous avez la parole.

M. Jean-Christophe ANGELINI

Merci, M. le Président.

Tout d'abord, nous excuser puisque, pour des raisons de toute nature, ce rapport est parvenu tardivement aux commissaires de l'Assemblée de Corse.

En fait, c'est un rapport qui, intrinsèquement, induisait un parcours juridique très complexe mais dont nous pouvons dire, au moment où il s'achève officiellement, qu'il est de nature à sécuriser nos outils financiers et, par là même, notre économie dans leur volonté de mieux développer nos TPE avec, donc, la mise en œuvre d'un certain nombre de moyens nouveaux qui, dès lors que ce vote sera intervenu, pourront être libérés.

Ce rapport, je le disais, met un terme à un parcours complexe et il permet surtout de tordre le cou à trois idées qui ont été jusqu'ici véhiculées et sur lesquelles je m'attarderai très, très simplement :

Premier point : les crédits du PEI issus du plan PINVILLE. Nous avons ici-même (Mme PINVILLE alors ministre des TPE ou secrétaire d'Etat était assise dans cet hémicycle) voté, validé un certain nombre de mesures dont on a entendu, ici ou là, qu'elles tardaient à être mises en œuvre.

Là aussi, les choses sont claires, les 20 M€ du PEI se décomposent de la manière suivante : 5 M€ à PROSSIMA dont vous avez voté à l'unanimité le principe de mise en œuvre il y a peu ; auxquels s'ajoutent 2 M€ plus particulièrement dédiés à la constitution de cellules commerciales ; 3 M€ qui sont dédiés à la structuration de filières lesquels donnent lieu aujourd'hui à un débat conjoint puisqu'il s'agit de crédits PEI entre l'État et la Collectivité de Corse.

Les 10 autres millions d'euros ont été pour l'essentiel déjà attribués, mais non encore notifiés, à un certain nombre d'outils financiers, via la Commission d'appel d'offres de l'ADEC, dans l'attente de ce rapport.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de donner à nos entreprises, à nos TPE, les moyens d'un développement avec des fonds de diverses natures : innovation, prêts d'honneur, fonds de garantie, etc., qui vont asseoir la dynamique économique qui est à l'œuvre dans le domaine des TPE.

Ces fonds PEI sont abondés par des fonds communautaires. Donc, première idée, les fonds PEI sont désormais, ou sur le point d'être, disponibles et il n'est plus vrai de penser ou de dire qu'ils sont dans la nature.

Une chose est vrai, c'est que nous avons voulu privilégier, et quand bien même aurions-nous voulu l'inverse nous n'aurions pas pu, la logique de l'avance remboursable et pas celle de la subvention parce qu'elle est, d'une part, plus conforme à l'esprit et à la lettre des réglementations en vigueur, qu'elles soient françaises ou communautaires et, d'autre part, elle nous paraît plus vertueuse d'un point de vue économique parce que l'on sait être sorti globalement d'un monde régi, en matière de financement, d'ingénierie du financement, par la subvention pour rentrer dans un monde de diversification des sources et, notamment donc, d'accès à des fonds, à des ressources qui soient remboursables.

Donc, premièrement, le PEI.

Deuxièmement, la sécurisation du parcours. Vous l'avez compris, il y a un certain nombre de moyens qui sont aujourd'hui mis bout à bout et en déléguant à l'ADEC la capacité de gérer les dits fonds communautaires, vous nous permettez d'être un point d'entrée, non pas uniquement pour les lignes du FSE ou du FEDER que nous instruisons déjà, mais aussi pour des fonds qui, par délégation de la Collectivité via son assemblée délibérante, vont nous donner les moyens d'être plus rapides et plus fluides à l'endroit de nos TPE.

Troisièmement, nous le faisons via les outils financiers et par voie de marchés publics, pas de gré à gré, pas dans le secret d'une discussion entre les uns et les autres (ce qui serait d'ailleurs, juridiquement, très tendancieux). Nous le faisons au travers d'appels d'offres ouverts qui permettent à tout un chacun de se positionner. Et aujourd'hui, sans les citer tous, ni citer les fonds dont ils seront prochainement attributaires, la CADEC, la BPI, FEMU QUI, la CAPI, et tant d'autres, vont être appelés à mieux financer l'économie de la Corse.

Dernier point : on a un débat souvent sur le montant des sommes allouées. Vous le savez, quand vous donnez 10 à 15 M€ de force de percussion à l'investissement dans l'entreprise, il y a un effet levier qui est raisonnablement évalué de l'ordre de 1 à 4, voire de 1 à 5. Vous avez les

concours bancaires, vous avez les financements croisés. Donc, quand nous injectons collectivement 10 à 15 M€ dans l'économie de la Corse, c'est 40, 50, 60 M€ que nous mettons en mouvement en introduisant un principe de sécurisation, vous l'avez compris, mais également de retour à la Collectivité à l'horizon 2023, me semble-t-il, puisque ces fonds sont prévus pour retourner à « l'envoyeur » et donc pour revenir dans les caisses de la Collectivité.

Donc, nous ne voyons qu'avantages à proposer cette délégation de crédits européens et nous espérons que le vote de votre assemblée permettra très rapidement d'engager les fonds, d'attribuer ceux qui sont dans l'attente, de notifier très vite et donc dans le courant du mois de juin ou, au plus tard, du mois de juillet, d'abonder nos outils financiers qui, de manière très prosaïque, attendent ces sommes pour poursuivre l'effort de financement de notre économie.

Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Merci. Il y a un **rapport d'une réunion conjointe de la Commission des affaires européennes et de la Commission des finances et de la fiscalité**. Cette réunion a eu lieu ce matin. Il va être présenté par Paola MOSCA.

Ce qu'il faudrait aussi c'est, considérant que ce rapport a été remis nettement hors délais, faire voter préalablement notre assemblée sur le principe de la procédure d'urgence. Sur le plan procédural, cela paraît une précaution nécessaire.

Donc, on va peut-être entendre le rapport des deux commissions et ensuite, on votera quand même la procédure d'urgence.

Mme Paola MOSCA

La Commission européenne et la Commission des finances, exceptionnellement réunies en une même commission, ont émis un avis favorable sur ces rapports (non-participation du groupe « Andà per dumane »).

Le Président TALAMONI

Très bien. Donc, je sou mets au vote de l'Assemblée de Corse le principe de la procédure d'urgence. Encore une fois, c'est exceptionnel.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La procédure d'urgence est adoptée.

La parole est à qui la demande. Personne ne souhaite intervenir, donc nous allons mettre aux voix ce rapport.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE

Rapport suivant :

AMENAGEMENT NUMERIQUE / ACCUNCIAMENTU NUMERICU**Rapport n° 2018/E4/140 : Lancement d'une étude de couverture relative à la téléphonie mobile en Corse****Le Président TALAMONI**

C'est un sujet important. Je crois que chacune et chacun d'entre nous sera en mesure d'apprécier la qualité de la couverture dont nous bénéficions aujourd'hui, y compris de la part de l'opérateur partenaire.

Je crois que la couverture, par exemple Bastia-Ajaccio est pire qu'il y a vingt ans. Il y a vingt ans, au moins on pouvait parler entre Bastia et Ajaccio. On ne peut plus aujourd'hui.

J'espère que ce rapport est de nature à ce que les choses s'améliorent.

Vous avez la parole, M. le Président.

Le Président SIMEONI

Un mot. La téléphonie mobile s'inscrit bien sûr dans la stratégie globale du numérique. On a parlé hier de la DSP pour l'accès au très haut débit qui est en voie de finalisation.

En ce qui concerne la téléphonie mobile, je pense que chacune et chacun d'entre nous, par exemple quand on est sur la route pour venir aux sessions de l'Assemblée ou ailleurs, a fait l'expérience des difficultés pour avoir des échanges téléphoniques soutenus. Ça coupe systématiquement, on passe dans des zones non couvertes, etc.

Donc l'idée, dans un contexte où, je vous le rappelle, au plan français, a été actée en janvier 2018, en accord avec l'ensemble des opérateurs, pour travailler à un redéploiement, sur tout le territoire, de la 4G.

L'enjeu pour la Corse est de se positionner comme un territoire pilote. Mais pour cela, il faut qu'on ait nos propres données, puisqu'actuellement, nous sommes dépendants des données que veulent bien nous communiquer les opérateurs.

Donc, l'idée de ce rapport c'est de solliciter l'approbation de l'Assemblée de Corse sur la réalisation d'une étude qui permettra de définir la couverture réelle de la Corse en matière de téléphonie mobile.

C'est un marché donc, qui sera un MAPA, qui sera lancé pour un montant estimé de 200 000 € H.T. et qui nous mettra ensuite en position de force pour négocier avec notamment les différents opérateurs.

Le Président TALAMONI

Nous avons **deux rapports : Commission de développement et Commission des finances.**

Mme Nadine NIVAGGIONI

La présidente Nadine NIVAGGIONI a fait part de ses réserves sur l'étude proposée.

D'une part, elle a fait part de son étonnement sur l'incapacité des opérateurs à proposer un état des lieux des zones non couvertes par la téléphonie mobile.

D'autre part, elle a souligné le constat de fracture téléphonique que chacun peut faire à l'occasion de ses différents déplacements sur le territoire insulaire et qui permet d'avoir une connaissance précise des zones non couvertes.

Aussi, elle a estimé aberrant de procéder au paiement d'une étude pour confirmer ce que chacun sait déjà et éprouve au quotidien.

M. François PIETRI (*Direction de l'aménagement numérique*) a apporté un certain nombre de précisions.

S'agissant des données communiquées par les opérateurs, il a précisé que ces derniers travaillaient sur la base de simulations à partir desquelles la couverture du territoire est estimée ; cela donnant lieu à la réalisation d'une cartographie de la couverture et de la qualité du service mobile qui ne correspond pas aux réalités observées sur le terrain.

Sur la base de ce constat, l'objectif poursuivi consiste précisément, au travers de l'étude proposée, à pouvoir disposer d'une cartographie réelle et mesurée du territoire pour engager des discussions avec les différents opérateurs.

Rejoignant les propos de la présidente NIVAGGIONI quant aux nombreuses interruptions de couverture réseau dont tout un chacun pâtit, à la fois, à titre personnel et professionnel, **Mme Christelle COMBETTE** s'est interrogée sur la pertinence de réaliser une étude payante, dont le coût est relativement important, alors qu'au niveau national, c'est l'ARCEP (Autorité de régulation des communications et des postes) qui en a la charge.

Enfin, elle a relevé l'absence de certitude quant aux possibilités de cofinancement.

Sur la question d'un cofinancement éventuel, **M. PIETRI** a précisé que son obtention était subordonnée à l'examen du dossier au sein de la Commission de financement compétente et, qu'à l'évidence, il ne pouvait être présumé du résultat.

Enfin, sur les études menées par l'ARCEP, il a indiqué qu'au niveau national, sur la base des cartographies produites, ladite autorité procédait à la mise en œuvre de mesures ponctuelles sur certains axes autoroutiers et routiers à très fort passage ou sur les axes ferroviaires.

S'agissant de la Corse, il a précisé que les seules données disponibles concernaient la qualité de service sur l'axe ferroviaire Ajaccio/Bastia.

Il a indiqué enfin que l'objectif poursuivi par l'étude consistait à disposer de moyens pour faire la démonstration, tant au niveau de l'ARCEP que des opérateurs, de la défaillance du service et engager des discussions avec ces derniers.

L'objectif de l'étude consistant à apporter la preuve de la défaillance de couverture du service, **M. Julien PAOLINI** s'est interrogé sur la pertinence de relancer d'autres campagnes de mesures telles que mentionnées dans la délibération (article 7).

M. PIETRI a fait valoir, en effet, la possibilité de recourir à de nouvelles études, dans l'avenir, pour tenir compte des effets produits sur la couverture des zones et sur les niveaux de services par l'évolution des technologies des réseaux mobiles (2G, 3G, 4G, 5G).

Outre l'intérêt de l'étude à pouvoir disposer d'un diagnostic du territoire et entrer en négociation avec les opérateurs, **M. PAOLINI** voit dans l'étude proposée le moyen de cibler également les investissements qui devront être réalisés dans les zones qui posent problème.

M. PIETRI a fait observer que l'étude poursuivait un objectif double consistant, d'une part, à s'assurer d'une qualité satisfaisante du service sur une grande partie du territoire insulaire, d'autre part, de la nécessaire réalisation d'investissements, par les opérateurs, dans les zones défaillantes.

Pour compléter son propos, **M. PIETRI** a précisé que, sur la base d'indications relayées par la collectivité, en 2017, sur l'absence de couverture de certains secteurs, les opérateurs et les services de l'État s'étaient engagés à résorber les coupures de téléphonie mobile sur 11 sites (vallées de la Restonica et du Cavo, axe routier Ghisoni / col de Verde, notamment).

Mme Véronique ARRIGHI a fait observer, pour sa part, que la cartographie de l'ARCEP mentionnait clairement l'absence de garantie de couverture dans certaines zones rurales insulaires. Aussi, elle s'est dite favorable à un renforcement des infrastructures existantes dans ces zones.

La Commission de développement a émis un avis favorable sur ce rapport.

(**Ont voté « pour »** les groupes « Femu a Corsica », « Corsica libera » ; **non-participation** des groupes « Per l'avvene », « La Corse dans la République » et « Andà per dumane »).

Mme Anne TOMASI

M. Jean-Martin MONDOLONI s'est dit favorable sur la nature du rapport mais a émis des réserves sur le principe de cette étude puisqu'il s'agit, pour notre collectivité, de faire le travail de l'État en la matière.

Il a rappelé que l'ARCEP (l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) a pour mission de définir le niveau des couvertures et ce qui fait défaut, à savoir les zones blanches. Il a fait observer que le discours du président de la République sur ce sujet, manifestement non suivi d'effet, tendait à dire que cette question devait être une des priorités.

Il a estimé que la puissance publique doit être à l'origine de cette initiative sans toutefois demander à la Collectivité de Corse de compenser cette absence d'initiative et que par une étude, relativement coûteuse, on lui demande de faire le travail de l'ARCEP.

Le président Guy ARMANET a relayé les propos de M. Jean Martin MONDOLONI consistant à dire que les engagements de l'État

doivent être tenus sur l'intégralité du territoire et qu'il doit s'attacher à réaliser ce genre d'étude.

M. François ORLANDI a fait observer que les engagements de l'État prévoient, d'ici 2020, que si tous les opérateurs ne couvraient pas la totalité du territoire, c'est l'État qui se substituerait.

Il a par ailleurs rappelé les engagements qui ont été pris, par le passé, par les différentes collectivités, notamment par les conseils départementaux.

La Commission des finances et de la fiscalité a émis un avis favorable sur ce rapport (non-participation de MM. François ORLANDI et Antoine POLI).

Le Président TALAMONI

Merci. La parole est à qui la demande.

Mme Marie-Thérèse MARIOTTI

Merci, M. le Président.

On peut déjà se rendre compte, à la lecture des commentaires dans le cadre des deux commissions, qu'il y a quand même un certain nombre de doutes et de questions sur l'opportunité de notre Collectivité à supporter le coût de cette étude qui n'est pas négligeable puisqu'on l'estime, à ce stade, à 200 000 €, avec un financement qui est incertain.

Donc, on est tous d'accord sur le constat : on vit tous, au quotidien, des problèmes de couverture, de disparité territoriale, avec tout ce que cela engendre en termes de fracture sociale et d'isolement de certaines microrégions.

Ce rapport, je le rappelle, s'inscrit dans la perspective de la constitution d'un observatoire des réseaux. Or, comme certains d'entre nous l'ont rappelé à l'occasion des commentaires :

Premièrement, le président de la République, lors de sa venue en Corse en février 2018, devant nous tous d'ailleurs, en tout cas une partie d'entre nous à l'Alb'Oru, a confirmé l'engagement de l'État dans ce domaine et le fait que la Corse soit éligible au plan négocié avec le Gouvernement. Donc déjà, je pense, effectivement, que l'État devrait prendre ses responsabilités en la matière.

Deuxièmement, au sein de l'ARCEP, donc l'autorité de régulation, on en a parlé, il existe un observatoire sur la couverture et la qualité des réseaux, et cet observatoire s'inscrit clairement dans le cadre des actions que mène l'ARCEP pour améliorer l'information des utilisateurs. Il existe d'ailleurs une carte interactive, en tout cas une couverture très précise, commune par commune : *monréseaumobile.fr*.

Donc, pour faire preuve d'un peu de pragmatisme je vous pose, et je nous pose à tous, la question : est-il opportun de lancer cette étude au coût de 200 000 € minimum sans certitude de financement derrière, avec des conclusions qui sont, somme toute, déjà connues alors que les opérateurs devraient d'ailleurs, en complément des dispositifs existants, être en mesure de fournir ces informations ?

Et enfin, nous pensons, notre groupe pense que ce n'est pas à notre collectivité, qui doit déjà quand même faire des choix en termes budgétaires, à supporter, effectivement, le coût d'une telle étude. Merci.

Le Président TALAMONI

Merci. François ORLANDI.

M. François ORLANDI

Merci, M. le Président.

MM. les Présidents, chers collègues,

Pas grand-chose à rajouter. Je crois que les différentes interventions ont bien situé l'intérêt du débat. La couverture est un outil absolument nécessaire et nous en souffrons tous, chacun dans nos territoires, de ces déficiences.

Tout a été dit, je me pose juste une question : est-ce que nous nous sommes rapprochés de l'ARCEP, dont tout le monde a bien compris qu'il est l'acteur principal à travers les différents outils dont il dispose, pour savoir dans quelles conditions il compte mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes, sur une fiabilité des données qui nous sont transmises, sur le suivi à travers l'observatoire ? Ce n'est quand même pas un État dans l'État. Je pense qu'on doit pouvoir l'interroger, si cela n'a déjà été fait, et l'enjoindre de prendre ses responsabilités, faute de quoi, bien sûr, l'urgence et l'importance

du sujet nous amènera à prendre, à la place de l'État, les dispositions financières nécessaires et la conduite de cette étude.

Est-ce qu'au moins on a interrogé l'ARCEP ? Merci.

Le Président TALAMONI

Merci. Y a-t-il d'autres prises de parole ? Non.

Sans doute la réponse ?

Le Président SIMEONI

Comme me le disait et me le répétait Eric FERRARI, le directeur du numérique de la Collectivité de Corse, vous vous doutez bien qu'on ne fait pas une étude pour le plaisir. Le problème c'est qu'on n'arrive pas à avoir des éléments qui concordent entre les données qui sont fournies par les opérateurs, les données qui sont fournies par l'ARCEP et la réalité qui est constatée sur le terrain.

La raison, c'est que l'ARCEP fonctionne par des modèles mathématiques, théoriques et qu'il n'y a pas d'études de terrain. On a un décalage fort, en gros, où on nous dit « il n'y a pas de problèmes chez vous ! ». Or, nous, sur le terrain, on constate que le téléphone ne passe pas.

Donc, à un moment donné, il faut objectiver nos affirmations pour dire aux opérateurs « regardez, là vous ne couvrez pas ». Et il faut se donner les moyens de couvrir. Et si on n'a pas cette étude, on n'aura pas les moyens de le démontrer.

Ça, c'est la première chose.

Donc, une fois encore, ce n'est que parce que nous n'avons pas réussi à avoir des éléments fiables, qui corroborent le vécu sur le terrain, que nous allons vers l'étude. Premièrement.

Deuxièmement, en ce qui concerne les 200 000 €, il y aura un cofinancement, environ à concurrence de 50 % certainement, mais dans tous les cas, j'allais dire que même s'il n'y en avait pas, c'est quelque chose qu'il faudrait faire parce que c'est un passage obligé et indispensable.

Le Président TALAMONI

Nous allons mettre ce rapport aux voix.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité des votants
(Abstention : groupe « Per l'avvene »)

Rapport suivant :

JEUNESSE ET SPORT / GHJUVENTU E ATTIVITA SPURTIVE

Rapport n° 2018/E4/137 : Adoption du règlement des aides « Sport »

Le Président TALAMONI

Mme Lauda GUIDICELLI, vous avez la parole.

Mme Lauda GUIDICELLI

Je vous remercie, M. le Président.

Le rapport qui vous est présenté concerne l'adoption d'un règlement des aides « Sport » qui aura vocation à s'appliquer pour la saison sportive 2018-2019.

Il s'agit d'un règlement transitoire, je reviendrai d'ailleurs sur ce point particulier.

Quels sont les objectifs d'un tel règlement ?

Quelles logiques ont présidé à son élaboration ?

Suite à la fusion des trois collectivités, laquelle a engendré bon nombre d'inquiétudes légitimes au sein du mouvement sportif associatif, mais également chez des élus, puisque Cathy COGNETTI nous avait alertés lors d'une question orale en début de mandature, les services de la nouvelle Collectivité ont travaillé au recensement de ce qui préexistait en matière de possibles attributions d'aides dans le domaine des activités physiques et sportives.

Ces données collectées ont donc conduit à une harmonisation des règlements antérieurement en vigueur et, au final, le présent règlement n'est pas la somme des trois précédents mais bel et bien un règlement enrichi.

Ce règlement doit permettre au mouvement sportif associatif, et également aux bénéficiaires publics potentiels, de formuler des demandes de soutien, pas exclusivement financier d'ailleurs, selon une certaine forme de continuité tout en s'inscrivant progressivement dans les nouvelles orientations

souhaitées par la Collectivité de Corse en matière d'actions publiques sportives.

Ces orientations feront l'objet d'une large concertation dès l'automne 2018, ce qui permettra de les enrichir des points de vue et des propositions des acteurs insulaires du sport.

Dès lors, pourquoi un règlement transitoire pour 2018-2019 ?

Comme je viens de le signifier, un large processus de concertation débutera à l'automne 2018. Pour que ce dernier soit des plus efficaces, il conviendra, à l'issue de ces rencontres territoriales du sport, de retranscrire l'esprit des orientations partagées et arrêtées dans un règlement des aides.

Une telle ambition nécessite du temps, ce qui ne permettra pas l'élaboration d'un règlement des aides issu de ces rencontres, applicable dès 2018-2019.

En effet, il ne vous aura pas échappé que ce processus de concertation se tiendra concomitamment à la période classique de dépôt de demandes de subventions, donc courant de l'automne. Aussi, pour que les acteurs du monde sportif puissent formuler leurs demandes à la période habituelle en connaissant les régimes d'aides proposées et leurs critères d'éligibilité et, qu'en conséquence, ils puissent percevoir les aides octroyées dans une temporalité qui ne les place pas économiquement en danger, il a été décidé d'élaborer ce présent règlement.

Nous aurions, certes, pu nous contenter d'appliquer encore une année supplémentaire le règlement en cours pour la saison 2017-2018, mais notre détermination est d'engager une dynamique et d'insuffler un renouveau et de l'innovation.

Donc, ce présent règlement est un document transitoire amorçant une volonté de changement qui se veut progressive et concertée dans le but de définir une nouvelle politique publique sportive ambitieuse pour la Corse et les Corses, dans un cadre institutionnel renouvelé, une politique dans laquelle le sport devient un enjeu stratégique partagé de notre projet de société.

Donc, ce présent règlement se structure autour de trois titres : les aides financières qui se déclinent autour de la pratique sportive, de la pratique compétitive et du fonctionnement et de l'emploi, par le biais du CNDS. Il se

structure aussi autour des outils et services de la Collectivité et, aussi, autour des modalités d'instruction des dossiers et des demandes d'aides.

Le présent règlement esquisse une approche plus transversale de l'action publique relative au sport, approche qui sera prolongée et proposée comme un des axes centraux de la future politique sportive de la Collectivité. Un travail d'articulation et d'harmonisation avec les autres dispositifs d'aides des directions, agences et offices de la Collectivité va être engagé.

En effet, eu égard à la pluralité des enjeux relatifs au sport dans la société, cette approche transversale, tout comme la mise en œuvre d'une logique de projet, apparaissent comme les gages d'une efficacité renforcée de l'action publique et, par conséquent, d'un meilleur soutien aux acteurs sportifs.

Donc, pour conclure, ce rapport a vocation à encadrer l'attribution des aides relatives à la saison sportive 2018–2019 en créant un cadre réglementaire équitable et transparent pour l'ensemble des acteurs du sport participant à la promotion et au développement des activités physiques et sportives dans l'île. Il entend réaffirmer l'engagement de la Collectivité en la matière et garantir le soutien apporté aux acteurs, tout en tenant compte de la réalité des contraintes budgétaires.

Aussi, pour répondre aux inquiétudes soulevées par certains d'entre vous, lors des différentes commissions, ce règlement a vocation à fixer un cadre auquel notre Collectivité doit se tenir et va également permettre de responsabiliser l'ensemble des acteurs.

Enfin, deux fondamentaux guident ce règlement, à savoir les notions de transparence et d'équité, équité sociale, avec l'accès au sport au plus grand nombre, et équité territoriale, notamment avec le soutien aux petites structures. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Merci Mme la Conseillère exécutive. Donc, il y a un **rapport de la Commission culture**, Anne-Laure SANTUCCI, vous avez la parole.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

M. BENEDETTI a signalé qu'un club de handball de la région ajaccienne a lancé une politique pour l'intégration des handicapés, psychiques

et psychiatriques, et a souhaité savoir si la Collectivité de Corse pourrait examiner le dossier de ce club.

LES SERVICES ont répondu que ce dossier est en effet à l'étude, qu'il fait partie des orientations suivies, en l'occurrence celle de développer l'accessibilité pour tous. Il s'agit, cependant, d'un projet qui est en cours de maturation.

Mme PEDINIELLI a rappelé que dans le rural il y a des petits clubs qui sont confrontés à de grandes difficultés et qui ont peu de licenciés. Il serait souhaitable de traiter au mieux leurs problèmes.

Mme GUIDICELLI a indiqué que l'action en faveur du sport pour tous, et donc même dans le monde rural, fait effectivement partie des priorités de la Collectivité de Corse. Dans le cadre d'un budget contraint, on tâchera de prendre en compte cet objectif pour tous les sports et toutes les microrégions.

J'ai **MOI-MEME** rappelé que nous avons effectivement insisté sur cette problématique lors de la précédente mandature car il y a une vie associative à soutenir dans le monde rural, cette vie est extrêmement importante car elle crée du lien social et du lien intergénérationnel.

Le sport de compétition, l'activité des clubs professionnels, sont d'autres éléments importants et en complémentarité de ce qui doit être fait pour le sport amateur, notamment en milieu rural. Ce rééquilibrage entre les deux est extrêmement positif.

Mme RIERA a signalé que M. Pierre SANTONI, président du CROS Corse, s'est plaint qu'il n'avait pas obtenu d'aide aux transports pour le « jeu des îles » et a souhaité obtenir des précisions à ce sujet.

Mme GUIDICELLI a précisé que les « jeux des îles » sont pourtant soutenus financièrement, de façon conséquente.

LES SERVICES ont précisé, s'agissant des « jeux des îles », qu'on est sur des budgets qui varient entre 160 000 et 200 000 euros, en fonction de la destination de l'île concernée. S'agissant des fonds d'intervention, il y a habituellement 40 000 euros dans le cadre du CDNS.

Il y a eu également 60 000 euros, l'an dernier, au titre du soutien à l'organisation de manifestations sportives par l'ex-CTC, ainsi que 50 000 euros par l'ex Conseil départemental de la Corse-du-Sud. La quote-part de

participation provient essentiellement des comités régionaux sportifs, lesquels sont également soutenus par des fonds publics, via le CNDS, et d'autres crédits d'intervention, ce qui signifie que les « jeux des îles » sont financés par des fonds publics à un niveau extrêmement important. On peut aussi se poser la question de savoir si on doit rester sur un système de subventions ou passer par un marché public.

Mme POLI a demandé si on était bien dans un règlement transitoire.

Mme GUIDICELLI a répondu que c'était effectivement le cas. Il fallait établir rapidement un règlement après la fusion des trois collectivités. Cependant, la version définitive du nouveau règlement des aides ne pourra être adoptée qu'à l'issue d'un débat de fond qui permettra de valider la nouvelle politique du sport et des sports dont doit se doter la nouvelle Collectivité de Corse. Dans cette perspective, le Conseil exécutif se propose de mener, à partir du deuxième semestre 2018, un processus de concertation auprès de l'ensemble des acteurs du monde sportif. Ce processus aura pour objectif d'élaborer une démarche de construction de la politique sportive de la Collectivité de Corse, à la hauteur des enjeux qui caractérisent ce domaine, c'est-à-dire la cohésion sociale, la santé, l'éducation, la citoyenneté, le développement durable, la jeunesse, le lien intergénérationnel, le développement économique et la formation.

Mme COGNETTI-TURCHINI a apprécié favorablement ce règlement intermédiaire que son groupe avait précédemment sollicité en question orale. Ce règlement va faciliter l'action du monde associatif par la précision, notamment, des montants de subventions auxquels il pourra avoir droit en fonction des critères définis par le règlement.

Mis aux voix, **le rapport a fait l'objet d'un avis favorable à l'unanimité.**

Le Président TALAMONI.

Merci. Donc il y a également un rapport de la Commission des finances.

Mme Anne TOMASI

Merci, M. le Président.

M. LACOMBE, rappelant qu'il s'agit d'un règlement des aides transitoires, a estimé qu'il ne serait pas opportun que des demandes de subventions dites exceptionnelles ou dérogatoires soient déposées par des clubs sportifs ou pour l'organisation de manifestations sportives comme cela a déjà été le cas par le passé.

Il a fait observer que ce règlement transitoire devrait devenir définitif après toutes les concertations et la tenue des assises du sport prévues en septembre ou octobre prochain.

Mme Lauda GUIDICELLI a précisé que ce règlement des aides est avant tout établi pour sortir des logiques des subventions dites « exceptionnelles » et pour responsabiliser l'ensemble des acteurs du secteur sportif. Cette responsabilisation doit leur permettre d'établir leurs budgets prévisionnels sur la base du règlement des aides adopté par notre Collectivité.

Elle a rappelé également que les contraintes budgétaires sont réelles, non seulement au niveau de la Collectivité de Corse, mais également au niveau de l'État où des coupes budgétaires, de l'ordre de 20 %, ont été faites, notamment pour les crédits du CNDS.

M. Jean-Martin MONDOLONI a fait observer que les principes qui doivent prévaloir dans les règlements des aides « culture », « sport » et même celui des aides aux communes, sont l'équité et la transparence.

Il a souligné qu'un dirigeant souhaite avant tout savoir si la Collectivité va le subventionner et, surtout, quand la subvention va lui être versée. Il a estimé, par ailleurs, que l'équité se situe aussi dans les aides accordées à des petites structures et à des manifestations sportives se déroulant dans de petits territoires et non pas uniquement pour des clubs professionnels ou des manifestations d'ampleur nationale, voire internationale.

Sur le plan de la consultation de tous les acteurs, il a souhaité que celle-ci se fasse assez rapidement pour qu'enfin, on puisse acter un règlement des aides qui puisse apporter des réponses claires à tout le monde.

Il a regretté que les crédits du CNDS aient été revus à la baisse. De ce fait la Collectivité de Corse est devenue le seul donneur d'ordre après la

disparition des conseils départementaux, par conséquent les clubs sportifs et autres associations sont en attente de ce règlement des aides.

Mme Lauda GUIDICELLI a précisé que l'équité et la transparence sont les deux fondamentaux qui guident l'élaboration de ce règlement des aides. L'esprit du règlement est de venir en aide aux petits clubs qui ne peuvent bénéficier que des subventions publiques et pas de sponsoring, mais aussi de trouver un développement économique pour les clubs dits professionnels leur permettant de sortir de cette logique des subventions publiques.

Concernant la consultation envisagée, elle a répondu qu'à la rentrée sportive 2019 ce nouveau règlement doit être adopté et mis en œuvre afin qu'il s'impose à tout le monde.

M. Petr'Antone TOMASI a fait observer que ce règlement d'aides transitoire amorce déjà un certain nombre d'évolutions positives, notamment en distinguant ce qui relève de la pratique sportive pour les clubs de haut niveau et du monde amateur d'une part, et ce qui relève du monde professionnel, de la sphère marchande, voire de l'évènementiel d'autre part. Dans l'approche qui est faite dans ce règlement, cet élément doit être central sans quoi on aurait une vision imparfaite du soutien apporté au monde sportif.

Il a rappelé que l'idée est de soutenir, par des financements publics, prioritairement les petites structures, la formation, plutôt que des entreprises ou des événements qui, par leur dimension, ont plus de facilité à sortir de la dépendance aux aides publiques, comme le sponsoring.

Concernant la logique d'équité, M. Petr'Antone TOMASI a précisé qu'elle est à la fois d'ordre social et d'ordre territorial afin de ne plus exclure les petites structures, notamment en zone rurale.

Concernant le rayonnement euro-méditerranéen du monde sportif corse, il a relevé que les clubs sportifs, voire les ligues, ont des difficultés pour leurs déplacements. Il est prévu, dans ce règlement, que les déplacements sur le bord-à-bord soient subventionnés et que les relations transfrontalières soient favorisées.

Mme Lauda GUIDICELLI a précisé que le prochain règlement des aides s'inscrira dans une logique d'équité territoriale. Quant à l'aide pour les déplacements Corse-Continent, elle a souligné qu'un travail était en cours avec la présidente de l'Office des transports, afin de répondre favorablement aux nombreuses sollicitations.

La Commission des finances a émis un avis favorable sur ce rapport.

Le Président TALAMONI

Merci chère collègue. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Vous avez la parole, Mme BOZZI.

Mme Valérie BOZZI

Merci M. le Président. Je vais parler du club de volley GFCA. Au regard du règlement, c'est la mort de ce club que vous proposez. J'aimerais que vous en ayez conscience parce qu'ils m'ont transmis leurs subventions qui étaient, pour 2015-2016, de 380 000 € entre CTC et Département de Corse-du-Sud, et à peu près la même chose en 2016-2017. Ça a fortement baissé en 2017-2018 : la CTC donnait 120 000 € et le CD 2A : 120 000 € également, donc ça leur faisait 240 000 €.

Le volley, ça ne brasse pas autant d'argent que le foot. C'est un club qui a une activité sociale très importante. Aujourd'hui, les priver brutalement, sans qu'ils aient le temps de se retourner et de trouver des sponsors privés, les priver de cette subvention de fonctionnement, c'est la mort inévitable de ce sport en Corse.

Voilà, je pense qu'aujourd'hui, il faut qu'on ait conscience de cela, même s'ils sont en première division, le volley, aujourd'hui en Corse, s'était développé. Ils utilisaient très fortement le Palatinu qui, aussi du coup, perd de son utilité. Cette infrastructure perdra forcément de son utilité.

Je pense qu'on pourrait, pour cette année, proposer un système transitoire, leur permettre de trouver d'autres moyens de financement, des sponsors privés par exemple, et puis étudier cette question pour l'année prochaine. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Merci chère collègue. Jean-Martin MONDOLONI, vous avez la parole.

M. Jean-Martin MONDOLONI

Merci M. le Président. C'est un dossier important. J'ai dit très souvent, et je le revendique, que la politique des sports en général, ça ne peut

pas être seulement le supplément d'âme des interventions de la puissance publique parce que le sport, d'une façon générale, il se trouve aux confluent de plusieurs enjeux, des enjeux économiques, des enjeux d'intégration sociale et, parfois même, des enjeux de santé publique.

Vous proposez, Mme la Conseillère exécutive, un règlement d'aides et nous allons vous accompagner dans cet effort, sans la moindre réserve, parce que ce règlement d'aides est nécessaire, comme d'autres, et j'y reviendrai parce que tout se tient.

Le règlement d'aides, les règlements d'aides, ils ont été bâtis, essentiellement, dans le temps, dans l'histoire pour garantir une vertu essentielle, hors la transparence, qui est l'équité.

Moi j'entends qu'il y ait des exceptions, mais on n'en finit plus d'alimenter des exceptions depuis trop longtemps. Donc, à un moment donné, il faut, bien entendu pour faire suite aux propos de Valérie, aménager les mesures exceptionnelles pour ce qui relève de l'exception, mais on ne peut pas continuer à rester dans l'exception.

Je vais sortir du cas qu'évoquait ma collègue. Vous l'avez connu dans le fait majoritaire, depuis le début de vos prises de fonctions, je parle de 2015, mais nous avons connu, avant, ces sujets. C'était le tour de Corse, c'était le volley, c'était le Sporting. Tout autant, et dans le temps, nous avons dit, à l'époque, l'urgence qu'il y avait à se tourner vers l'initiative privée parce qu'on ne peut pas avoir des outils qui rayonnent, des outils sportifs qui rayonnent, qui ont donc accès à la manne privée par leur visibilité et, en même temps, faire appel, dans des conditions proportionnelles, et je m'entends, à la mesure de leur rayonnement, à la mesure de leurs adhérents, à la mesure du succès que remportent ces clubs qui participent au rayonnement de la Corse, et avoir accès dans les mêmes conditions que les petits clubs.

Et donc, l'équité pour nous, elle est double, c'est l'équité territoriale. Est-ce que l'on veille, à travers les signaux que vous envoyez dans ce règlement transitoire dont on espère, j'ouvre une parenthèse, que la consultation que vous amorcez va être courte parce qu'on sait à peu près ce qu'il faut faire et depuis le temps qu'on réclame un règlement... Consultons, très bien, c'est toujours bien d'entendre les intelligences locales, mais comme elles se sont déjà manifestées de façon ascendante, pardon de le dire, mais on peut gagner du temps là-dessus... Donc veiller, encore une fois, à garantir l'équité territoriale, c'est très important, c'est un enjeu territorial.

Et là, pardon M. le Président, mais je reviens, non pas de façon pernicieuse, mais de façon très directe, sur ce qu'on disait hier. Vous comprenez bien que le règlement d'aides aux communes se rattache à ça, parce qu'à un moment donné, on ne peut pas dire : « on va donner un signal à travers le règlement d'aides » et ne pas, par parallélisme des formes, donner les mêmes signaux en termes d'équipements sportifs, parce que là où vous avez des clubs, là où vous avez des adhérents, là où vous avez des pratiquants, vous avez, évidemment pour le coup, des équipements ou pas.

Donc, il faut veiller à cette équité territoriale et veiller à une équité sociale en distinguant les deux pratiques. Il y a deux pratiques qui ne doivent pas s'exclure, qui ne doivent pas rentrer en opposition, ce sont les pratiques courantes et les pratiques de compétition.

Donc, j'allais dire, pour solde de tout compte, veillons à répondre, pas seulement au GFCA, mais de façon très significative, envoyer l'ultime message aux clubs qui ont besoin encore de notre soutien, du soutien de la puissance publique. D'ailleurs nous avons proposé une initiative qui n'a jamais été suivie d'effets. Je ne sais pas pour quelles raisons, je ne pense pas que ce soit un manque de volonté de votre part. L'idée était de dire : plutôt que de faire du sponsoring isolé pour chacun des clubs, est-ce qu'il n'y a pas moyen que la Collectivité organise une collecte sponsoring et qu'elle redistribue, qu'elle redirige elle-même, en vertu de la lisibilité des uns et des autres, la manne privée ? C'est une piste que je soumetts au débat naturellement.

Mais veuillez à tenir bon sur ce sujet et veuillez à faire en sorte, qu'encore une fois, l'intégration sociale soit au cœur des enjeux du sport parce que dans un pays, d'aucuns diraient dans une nation, d'autres un territoire, peu importe la terminologie, même si certains s'y attachent, vous comprenez bien que dans une région pauvre, le sport a d'autant plus d'incidences qu'il ne peut en avoir dans une région riche. Faites en sorte qu'il ne pleuve pas là où c'est déjà mouillé.

Le Président TALAMONI

Merci, cher collègue. M. PAOLINI avait demandé la parole, vous l'avez.

M. Julien PAOLINI

Merci, M. le Président. Chers collègues, tout d'abord réagir à l'intervention de Mme BOZZI, en disant que je pense qu'aucun conseiller, ici dans cette Assemblée, ne veut voir mourir le volley en Corse et, ce faisant, mourir le GFCA. Je pense que ce constat est partagé.

Ensuite, pour répondre à Jean-Martin MONDOLONI, je crois que cette concertation avec les acteurs du terrain, notamment dans le domaine du sport, elle est indispensable et on ne peut pas la minorer ou abaisser la valeur d'une telle concertation.

Bien sûr aussi, je souhaite, au nom de notre groupe, souligner le travail considérable réalisé par la conseillère exécutive, en charge du sport et de la jeunesse. En premier lieu, il faut rappeler que cette refonte du règlement a été guidée par la nécessité d'harmoniser les dispositifs, suite à l'intégration des compétences anciennement dévolues aux conseils généraux et qui se limitaient, il me semble, d'un point de vue réglementaire, au secteur de la pleine-nature, essentiellement.

Comme vous le savez, aucun jeu ne peut se jouer sans règles, et par cela je partage le constat de Jean-Martin. Il faut définir des règles et limiter, au maximum, les dispositifs exceptionnels en fonction des situations diverses que peuvent rencontrer les acteurs du monde sportif. Aussi, par l'adoption de ce rapport, notre Assemblée permettra au monde sportif insulaire de disposer d'un nouveau règlement cohérent, lisible et surtout transparent. Je pense que c'est l'une des valeurs, et ça a été rappelé par l'ensemble des intervenants, en ce qui concerne les aides existantes et surtout leurs critères d'attribution.

À court terme, le règlement apportera des éléments de réponse aux multiples problématiques auxquelles sont confrontés les acteurs de terrain, les professionnels et les bénévoles qui s'impliquent, il faut le rappeler, avec passion et abnégation au quotidien dans les comités, les clubs et les associations sportives de Corse.

À plus long terme, ce règlement transitoire contribue également à poser les jalons de la nouvelle politique sportive qui sera menée par la Collectivité de Corse en préfigurant, notamment, le futur programme d'accompagnement du mouvement sportif. Ce dernier devra placer l'ensemble des clubs sportifs sur un pied d'égalité pour une attribution des aides réglementaires, je le rappelle, en totale transparence, conforme à nos engagements et surtout à nos priorités, priorités qui ont été rappelées,

d'ailleurs, dans l'avis du CESEC : l'aide aux filières amateurs, bien entendu, l'aide aux déplacements et aux transports et un nouveau modèle économique pour le haut niveau qui a été évoqué, lors de l'examen du budget, par le président du Conseil exécutif.

Sur ce point, il apparaît que la démarche, privilégiée par la conseillère exécutive, reste l'esprit d'équipe, l'esprit d'équipe valeur essentielle des sports collectifs. En effet, la concertation et la co-construction avec l'ensemble des acteurs de terrain, dans le cadre des assises du sport, doit permettre de mieux répondre à leurs attentes par la mise en œuvre d'une approche depuis l'observation du terrain jusqu'à la déclinaison des actions publiques.

Ce faisant, le sport corse se doit notamment d'être un vecteur efficace de l'éducation citoyenne et de la mixité sociale dans notre pays, mais aussi un outil pour prévenir et lutter contre toutes les formes de discrimination dans le sport, discrimination et racisme que les Corses ont eu à subir, encore récemment, sur les réseaux sociaux. Ça été rappelé dans les discours introductifs du président de l'Assemblée et du président du Conseil exécutif, point sur lequel je pense que nous reviendrons lors de l'examen des motions. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Merci cher collègue. Petr'Antone TOMASI a la parole.

M. Petr'Antone TOMASI

Merci, M. le Président. Quelques mots parce que je tiens à souligner la qualité du rapport de la Commission des finances, saluer le travail des services et de la rapporteure qui ont rapporté fidèlement les propos que j'ai tenus en commission. Donc, je ne reviendrai pas dans le détail à cet égard. Simplement, souligner à mon tour, bien sûr, le travail effectué, la méthode qui va se prolonger au plan des éléments qui nous semblent fondamentaux dans ce règlement des aides et qui ont déjà des commencements de mise en œuvre avec celui-ci et qu'il faudra consolider avec le règlement définitif. Je crois qu'il y a, effectivement, la notion d'équité et de réduction des fractures, à la fois sociales et territoriales.

Sur l'équité sociale, vous avez une mesure qui est proposée dans le dispositif, le « SportiPass ». Je pense qu'il faut, effectivement, continuer à porter l'effort de ce point de vue-là pour que le sport soit accessible à

l'ensemble des publics, indépendamment des capacités contributives des ménages. Ça c'est le premier point.

Le second, sur l'équité territoriale. Il y a une motion qui va être présentée, notamment sur le CNDS. Je crois qu'il y a un vrai enjeu aussi, peut-être même de redéfinition, au niveau politique, des critères d'attribution. On voit qu'aujourd'hui, y compris, puisque nous avons étudié et dans l'état, l'attribution des sommes CNDS en Commission territoriale de développement du sport, quand vous êtes, sur la base des critères actuels, dans la situation d'écarter des clubs qui ont 15 ou 20 licenciés dans des régions rurales, ce sont des décisions aujourd'hui, encore une fois, contraintes par les règles préétablies qui ne sont pas neutres. Et je crois que si le CNDS ne permet pas, en l'état actuel, d'aider à la pratique sportive dans ces régions de l'intérieur, de la montagne et du rural, il faut que l'on réfléchisse, dans le cadre du règlement des aides, à pallier ce manquement. Ça, c'est le premier élément.

Je note quand même, y compris dans le rapport qui nous est présenté, une philosophie générale qui va en ce sens et qui va dans le sens de dire, ça été rappelé par d'autres, aujourd'hui ceux qu'il faut aider, ce sont ceux qui ont le moins de capacité à sortir de la dépendance du financement public et à aller capter du sponsoring par la visibilité qui est la leur.

Moi, j'insiste sur ce point. On note des inflexions qui sont extrêmement intéressantes dans le rapport : il faut que, collectivement, sur le rapport définitif, on continue à mettre au cœur ces notions d'équité sociale et d'équité territoriale.

Et j'en aurai terminé en disant que, sur la question du rayonnement euro-méditerranéen du sport Corse, il y a une vraie demande des acteurs et il y a une volonté politique, il faut qu'on les fasse concorder.

Le Président TALAMONI.

Merci. Pierre GHIONGA, vous avez la parole.

M. Pierre GHIONGA

Président, puisque nous parlons de sport, j'aimerais rendre hommage à Etienne SANSONETTI, un des plus grands footballeurs corses de tous les temps qui est décédé aujourd'hui.

Le Président TALAMONI

Merci. Donc la parole à l'Exécutif pour répondre, et puis ensuite on vote.

Mme Lauda GUIDICELLI

D'abord, me joindre à la prise de parole de Pierre GHIONGA, pour présenter nos condoléances à la famille d'Etienne SANSONETTI, figure du sport insulaire.

Après, pour reprendre les différentes interventions, donc le volley, je sais qu'hier il y a également eu une intervention de Pierre-Jean LUCIANI à ce sujet. Il est hors de question, et ça mon collègue Julien PAOLINI l'a rappelé, que l'on soit responsable de la mort d'un quelconque club.

A ce titre, j'ai quand même reçu, ce jour, Antoine EXIGA que j'avais déjà reçu, je crois courant mars, pour lui expliquer ce qu'était le règlement des aides. Il avait déjà été informé l'an passé, et il y a même deux ans, de la fin des subventions exceptionnelles puisque, comme le disait Jean Martin, on a quand même vécu ces subventions exceptionnelles et que l'on a prévenu les clubs, notamment professionnels, au sujet d'une non possibilité pour la Collectivité d'être dans ses clous. J'avais déjà dit à M. EXIGA qu'au niveau de la ligne budgétaire des sports, ça allait être contraint à 180 000 € et, là, l'harmonisation tient compte du département 2A et de la Collectivité. Donc on ne pouvait pas être sur un cumulé total.

Donc là, on est dans l'attente notamment de voir ce que l'on peut lui donner au budget sport, mais par rapport à ce qu'il demande dans son budget total et ce qu'on veut lui donner, c'est quasiment plus de 50 % de son budget prévisionnel et on approche le million d'euros.

On ne veut pas tuer le club, mais il y a quand même une logique de responsabilisation des acteurs sportifs et notamment du club pro et, comme le disait Jean-Martin par rapport au sponsoring, on a demandé notamment à M. EXIGA de se rapprocher d'un sponsoring, qui est très, très faible dans son prévisionnel.

Je pense qu'au niveau du travail de la Collectivité, on est quand même prévenants, bienveillants, à l'écoute et on essaye d'accompagner au mieux les clubs.

Par rapport à Jean-Martin, j'avais fait la réponse, notamment dans ma présentation suite aux observations à la Commission des finances. La consultation sera courte, Jean-Martin je vous rassure, parce qu'il faut qu'en janvier 2019, on ait un document qui soit bouclé et qui ait vocation à être appliqué de manière la plus efficiente possible.

Pour votre piste de réflexion, ça peut être un axe de travail de ces rencontres, parce que je pense que c'est intéressant. Et évidemment, l'intégration sociale, cela dicte aussi le contenu de la politique sportive que l'on veut mettre en place.

Pour Julien PAOLINI et Petr'Antone TOMASI avec qui j'ai le plaisir de travailler, notamment au CSJC en tant que président et vice-président, on essaye de mener une politique cohérente, en matière sportive, avec les différents organes de la Collectivité que sont les SCJC. On essaye d'être dans cette logique de transparence, d'équité, pour permettre l'accès du sport à tous et pour développer le sport, notamment au travers de jeunes qui sont une pépite pour nous. Et je pense qu'on y arrive petit à petit. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Effectivement, la nouvelle est tombée, il y a quelques minutes pour Etienne SANSONETTI. Notre Assemblée et le Conseil exécutif présentent leurs condoléances à sa famille et rendent hommage à la mémoire d'Etienne SANSONETTI qui a été un grand du football et du sport corse, et pas seulement du sport corse d'ailleurs.

M. le Président, vous avez la parole.

Le Président SIMEONI

Merci. Bien sûr, hommage à Etienne SANSONETTI et une pensée affectueuse pour sa famille.

Je voudrais reprendre, parce que c'est vrai que ça a quand même un retentissement social, humain et politique important, les décisions et le débat qu'on a.

D'abord, rendre hommage au travail qui est mené, depuis le début de la mandature, par Lauda GUIDICELLI, conseillère exécutive en charge notamment des sports. Dire aussi que ce travail de fond, notamment Petr'Antone TOMASI, Julien PAOLINI et d'autres élus nous ont aidé à

réfléchir ensemble à une véritable politique de la nouvelle Collectivité de Corse, et le plus vite possible.

Mais je voudrais rebondir un instant sur la question particulière du GFCA volley pour globaliser le propos et donner quelques chiffres complémentaires.

Sur la question du GFCA volley, tout le monde sait ce que représente Antoine EXIGA, la famille EXIGA, au plan humain, au plan sportif, au plan de la passion, de l'engagement. Je pense que nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'exprimer notre soutien, notre solidarité, notre admiration pour ce qui est fait. Ça c'est la première chose.

La deuxième chose, c'est que dès que j'ai accédé aux responsabilités qui sont les miennes aujourd'hui, j'ai essayé de comprendre exactement, et dès 2016, j'ai réuni les clubs professionnels notamment, en leur disant que la trajectoire budgétaire sur laquelle ils étaient, notamment en ce qui concerne les concours financiers apportés, à l'époque, par la Collectivité territoriale de Corse ne pouvaient pas tenir, que je ne doutais pas des efforts qu'ils faisaient, etc., mais que l'on ne pourrait pas continuer. Et je leur ai demandé de réfléchir avec nous à la construction d'un nouveau modèle économique du sport professionnel.

Ces appels ont été sans suite et sans effet, aggravé aussi par le fait, je vous l'ai dit mais je vous le répète, qu'il y a un décalage entre l'adoption de notre budget et la construction du budget par les clubs, par rapport à leur saison sportive. C'est-à-dire que quand je les ai reçus, par exemple en 2016, je leur ai dit : « il y a, comme d'habitude même si ça lasse, les coûts partis. On va maintenir l'engagement, mais pour l'année prochaine, attention, je vous préviens, diminuez ». Tous les clubs pro ont présenté à la DNCG, avant le début de la saison, des projections budgétaires dans lesquelles non seulement ils maintenaient le même niveau d'aides mais, quelquefois même, ils l'augmentaient, plaçant ainsi la Collectivité territoriale de Corse devant le fait accompli, alors même qu'ils étaient dûment informés.

Alors, je ne doute pas de la sincérité de leur démarche par rapport à la nécessité de préserver les intérêts de leurs clubs, mais on ne peut pas nous mettre en permanence devant le fait accompli au nom de l'intérêt des clubs et nous demander, à nous, de ne pas tenir compte de l'intérêt public que nous représentons.

Sur l'affaire, on a eu une discussion budgétaire hier. Pour moi, il ne s'agit pas de stigmatiser le GFCA volley, encore une fois je redis toute mon admiration. Je dis simplement, le budget global communiqué par le GFCA volley : en 2015-2016, c'était 1 670 000 €, en 2016-2017 : 1 800 000 € et cette année (2017-2018) on est revenu à 1 643 000 €. Si on prend les aides publiques : mairie d'Ajaccio : 192 500 € ; Collectivité territoriale de Corse, à l'époque avant la fusion : 120 000 € (le maximum du règlement), 250 000 € hors taxes de marché de communication ; le Département de Corse-du-Sud : 120 000 € d'aides directes et 407 000 € de communication.

L'année dernière, dans la perspective de la fusion, j'ai dit au président EXIGA : « Président, on ne va pas pouvoir maintenir un taux d'aide qui passerait $120\,000 \times 2 = 240\,000$ € (aide directe) + 600 000 € hors taxes de com., sans compter, c'est epsilon, mais dans la billetterie (25 000 €), il y a des achats groupés par les collectivités pour encourager le club ».

Si on maintient un niveau de communication comme cela pour le GFCA volley, plus la communication pour les autres clubs de sport, avec un budget global de com. qui est 1 600 000 €/1 700 000 €, il n'y a plus de logique budgétaire, il n'y a plus de logique économique.

Donc, j'entends les difficultés, je sais combien c'est douloureux pour lui, et c'est pour cela aussi que nous le recevons chaque fois qu'il le sollicite, mais à un moment donné il faut dire que ça s'arrête.

Après, je vais même parler du foot, c'est important (l'ACA, le GFCA, le Sporting). On le sait, j'ai discuté cinquante fois, c'est l'histoire des centres de formation, on va y revenir un instant. Chaque club qui a son centre de formation avec un cofinancement de plusieurs collectivités, on ne peut pas continuer comme ça. Les missions d'intérêt général, la loi prévoit qu'il y a un plafond de 1,6 M€. Les clubs, quand ils sont en ligue 1, dans leur budget, ils ne nous demandent pas ce que nous voulons faire comme mission d'intérêt général. Ils disent : « on inscrit 1,6 M€ et puis on verra après quelle mission d'intérêt général il y a à faire, et puis de toute façon il faut que vous mettiez 1,6 M€ ». Mais ce n'est pas ça l'esprit, normalement.

Et ce qu'il y a de terrible, c'est que lorsque vous respectez, où vous mettez en œuvre, je parle de l'ACA, il y avait eu des engagements, qui remontaient à l'ancienne mandature, dont l'exécution avait été suspendue parce qu'il y avait eu un recours du préfet, etc. et finalement, le recours n'a pas prospéré, il y avait un décalage. Malgré les difficultés, vous vous en rappelez, on avait eu un débat, on avait payé cette antériorité. Les clubs pro qui viennent

après, cette fois-ci le Gaz dit : « attendez, à l'époque vous avez donné 1,2 M€ à l'ACA, il faut nous donner la même chose aujourd'hui ».

Donc, on est dans une fuite en avant permanente. Vous ne pouvez pas, d'un côté, dire à l'Exécutif : « il faut faire des choix, il faut décider, etc. » et puis quand on essaye ensemble de construire des systèmes vertueux, ne pas nous aider.

Moi, je le dis encore une fois très clairement, je souhaite que le GFCA volley vive et je suis reconnaissant au président Antoine EXIGA de ce qu'il a fait et de ce qu'il continue à faire. Mais à un moment donné, s'il n'y a pas de place pour le modèle économique, si vous n'avez pas la place pour faire vivre un club où il y a 800 000 € de masse salariale et que vous ne les avez pas, je ne doute pas qu'il a essayé de chercher du sponsoring. Le sponsoring il est au même stade en 2015, en 2016, en 2017, c'est-à-dire qu'à un moment donné, il y a plafond de verre et on n'arrive pas à aller plus loin. Et moi, je vous dis qu'on ne pourra pas continuer à aider tout le monde parce qu'en aidant tout le monde comme ça, c'est légitime, sauf que quand on élargit le focus, il y a : « qu'est-ce qu'on veut faire comme politique sportive » ?

Donc, on a besoin d'un sport professionnel ? Oui. Dans un certain nombre de secteurs ? Sans doute. Lesquels ? Est-ce que l'on peut les faire tous ? Est-ce que l'on peut aider tout le monde ? Est-ce que l'on peut rationaliser ? Est-ce que l'on peut mutualiser, parce que de planches à billets, on n'en a pas ? Voilà.

Le Président TALAMONI

Nous allons donc mettre aux voix ce rapport.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à la majorité des votants

(Abstentions : le groupe « la Corse dans la République »).

Nous allons donc suspendre la séance. Je vous rappelle que vous avez peut-être encore une demi-heure pour donner votre sang dans le salon vert, je vous encourage vivement à la faire.

Nous nous retrouvons à 15 h dans l'hémicycle, si vous voulez bien.

La séance est suspendue à 13 h 20 et reprise à 15 h 50.

La séance est reprise

Le Président TALAMONI

J'attends le secrétariat général. Il va arriver. En général le secrétariat général n'est jamais loin, il n'y a pas de problème.

J'interroge l'Exécutif : par quoi voulez-vous que nous commençons ?

M. Jean-François CASALTA

Pour meubler ces quelques minutes d'attente, concernant le problème des horaires, est-ce qu'il ne serait pas possible peut-être, je pose la question de manière très naïve, de faire débiter, quoi qu'il en coûte, la séance à l'heure ?

Le Président TALAMONI

Il y a une question de quorum.

M. Jean-François CASALTA

Le quorum au début de la séance ?

Le Président TALAMONI

Et oui, malheureusement cher collègue.

M. Jean BIANCUCCI

Le problème du quorum se pose en début et en cours de séance, on ne peut pas délibérer s'il n'y a pas le quorum.

Le Président TALAMONI

A 10 h du matin, on pourrait peut-être servir du café et des croissants dans l'hémicycle, ça ne ferait pas très sérieux. Je ne sais pas comment on va faire, on a réussi à résoudre pas mal de problèmes, mais celui-là, j'ai peur qu'il soit insoluble. Ghjè cusì, si lu falla Ghjesu Cristu, d'appressu à me sarete u solu à fà qualcosa, è ancu ne sò mancu sicuru.

Bon, nous allons donc commencer par les dossiers de Bianca FAZI.

SANTE – SOCIAL / SALUTE - SUCIALE

Rapport n° 2018/E4/117 : Représentation de l'Assemblée de Corse au sein de la Commission d'information et de sélection d'appels à projets sociaux ou médico-sociaux

Vous avez la parole, Mme la Conseillère exécutive.

Mme Bianca FAZI

Merci, M. le Président. La Commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social est une instance consultative. Elle émet des avis auprès de l'autorité ou des autorités compétentes en matière d'autorisation de projet d'établissement ou de service social ou médico-social.

Dans la mesure où la commission est une instance indivisible, nous sommes appelés à désigner deux représentants.

L'Assemblée de Corse est donc appelée à désigner deux représentants pour représenter la CDC lorsque la commission est réunie et pour autorisation qui relève de la compétence exclusive ou quand elle est réunie en compétence partagée avec l'ARS.

Comme titulaires nous avons : Danielle ANTONINI et Mattea CASALTA, Paul LEONETTI et Vannina ANGELINI-BURESI en suppléants. Il nous reste deux titulaires et deux suppléants à nommer.

Donc, je me tourne vers l'Assemblée pour savoir s'il y a des candidats.

Le Président TALAMONI

Donc, il faut désigner deux titulaires et deux suppléants ?

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Où se passent les réunions ?

Mme Bianca FAZI

Plutôt en Corse-du-Sud.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Alors, Véronique ARRIGHI titulaire et Muriel FAGNI suppléante.

Le Président TALAMONI

D'accord et après ?

Mme Bianca FAZI

Il me faut une deuxième titulaire et un deuxième suppléant.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Toujours sur Ajaccio ?

Mme Bianca FAZI

Ce sont des représentants de l'Assemblée, donc peu importe.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Mais c'est proportionnel par rapport aux groupes ?

Mme Bianca FAZI

Normalement oui.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

C'est encore à nous, M. le Président ?

Le Président TALAMONI

A priori oui, sauf si vous laissez votre place. On peut aussi laisser à l'opposition une place. Mme la Conseillère exécutive, vous êtes favorable à ce que l'opposition soit représentée ?

Mme Bianca FAZI

Bien sûr.

Le Président TALAMONI

Moi-même je suis assez favorable à ce que l'opposition soit représentée, mais je ne peux pas décider pour le groupe « Femu a Corsica ».

Mme Anne-Laure SANTUCCI

On va se demander si nous sommes favorables pour que vous soyez représentés.

Mme Chantal PEDINIELLI

Donc, je me propose.

Le Président TALAMONI

Mme PEDINIELLI, titulaire. Est-ce que nous sommes bien d'accord sur les bancs de « Femu a Corsica » ? Je ne veux pas que nous donnions l'impression de vous forcer la main, Bianca FAZI et moi-même.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

C'est un peu l'impression qu'on a eue !

Le Président TALAMONI

Mais non, la parole définitive vous appartient.

Mme Bianca FAZI

Moi, ça ne me gêne absolument pas, il faut qu'il y ait des représentants.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Il vous faut un suppléant ? Christelle COMBETTE.

Le Président TALAMONI

Merci au groupe « Femu a Corsica » pour cet élan spontané.

Alors, on me dit que Mme ARRIGHI ne peut pas être titulaire de par sa profession. Donc, il faut encore désigner quelqu'un et le choix revient à nouveau à « Femu a Corsica ».

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Alors François BERNARDI à la place de Véronique ARRIGHI.

Le Président TALAMONI

C'est très bien, nous avons avancé.

Nous allons voter pour le rapport, de façon formelle.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité.

Rapport suivant.

Rapport n° 2018/E4/133 : Caducité des conventions tripartites d'EHPAD/Passation d'avenants

Le Président TALAMONI

Vous avez la parole, Mme FAZI.

Mme Bianca FAZI

Merci, M. le Président. Cette caducité est sur des conventions tripartites concernant des EHPAD : Maria de Peretti de Livia, Villa Verde de Sarrula è Carcupinu et l'hôpital Eugénie d'Aiacciu.

Le rappel de la réglementation issue de la loi du 2 janvier 2002 sur rénovation de l'action sociale et médicosociale. Le conventionnement des EHPAD prend la forme d'une convention tripartite pluriannuelle qui fixe des obligations respectives des parties signataires et prévoit les moyens nécessaires à la réalisation d'objectifs sur une durée maximale de cinq ans.

Les nouvelles obligations de la loi du 8 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'ASV. Depuis le 1^{er} janvier 2017, les gestionnaires d'EHPAD doivent obligatoirement conclure un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, (CPOM), avec les autorités ayant délivré leur autorisation, le président du Conseil exécutif de Corse et le directeur général de l'ARS. La période de montée en charge devant s'effectuer sur cinq ans, jusqu'en 2021, en fonction de la date d'échéance de la dernière convention tripartite conclue.

Le CPOM définit, de façon pluriannuelle, les objectifs fixés, la passation d'avenant aux conventions tripartites.

Le calendrier de négociation des CPOM prévus en 2017 avait pris du retard, de ce fait cette situation oblige nos deux autorités compétentes à repousser la programmation de 2018, en 2019. C'est pourquoi, il convient de procéder à la prorogation, par avenant pour un an, des conventions tripartites des EHPAD de Levie, Sarrola-Carcopino et de l'hôpital Eugénie in Aiacciu qui sont arrivés à leur terme le 31/12/2017.

Je vous propose d'en délibérer.

Le Président TALAMONI

Merci, il y a un **avis oral de la Commission de la culture**.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Avis favorable à l'unanimité.

Le Président TALAMONI

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas.
Donc, je mets ce rapport aux voix.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité.

Rapport suivant.

Rapport n° 2018/E4/134 : Habilitation à l'aide sociale de la Sarl « Aiutu in casa »

Le Président TALAMONI

Vous avez la parole, Mme FAZI.

Mme Bianca FAZI

Merci, M. le Président. L'article 47 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, (encore l'ASV) prévoit le basculement des organismes agréés, qui relevaient anciennement du droit d'option, vers l'autorisation.

Dans ce contexte, la Sarl « Aiutu in casa » qui est titulaire d'un agrément en date du 22/01/2015, bascule automatiquement vers l'autorisation des organismes agréés et devient de facto, autorisé pour quinze ans, à compter du 22/01/2015.

Il convient de compléter cette autorisation par les dispositions prévues dans la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

En conséquence, je vous propose de m'autoriser à signer la convention y afférente, ci-annexée.

Le Président TALAMONI

Merci. Donc il y a un **rapport écrit de la Commission culture**.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Mme RIERA a souhaité savoir quel est le rayon d'action géographique de la Sarl « Aiutu in casa »

LES SERVICES ont précisé que le rayon d'intervention de son personnel est limité à 30 km. Il comprend Aiacciu et diverses communes à proximité.

Mme FAGNI a considéré qu'il serait souhaitable que le rayon d'action soit plus important.

LES SERVICES ont indiqué que les services d'aide à domicile qui sont autorisés en Corse du Sud sont habilités à l'aide sociale. Ce qui signifie qu'ils peuvent tous intervenir auprès de bénéficiaires.

Il convient de rappeler que la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement a prévu une période transitoire. À partir de 2022, les promoteurs ne pourront plus venir vers la Collectivité en disant qu'ils souhaitent créer un service d'aide à domicile, mais ils passeront par des appels à projets. Nous allons donc passer d'une logique de demandes à une logique de besoins pour l'ensemble du territoire. Entre aujourd'hui et 2022, il y a une période transitoire qu'il va falloir gérer.

Mme RIERA a souhaité savoir qui donnait ces habilitations en Corse.

LES SERVICES ont répondu que l'autorisation est de la compétence de l'autorité de tarification, en l'occurrence pour nous, la Collectivité de Corse, anciennement les conseils départementaux. L'habilitation à l'aide sociale est un supplément sur l'autorisation. Lorsqu'on accorde une autorisation, après instruction du dossier, selon un cahier des charges, il convient de préciser dans le projet de service qui est présenté, si celui-ci est autorisé et habilité à l'aide sociale.

Mme RIERA a demandé s'il y a un contrôle pour s'assurer que les prestations requises ont été convenablement exécutées.

LES SERVICES ont précisé qu'il y a, en effet, un contrôle qualité qui est effectué. On va au domicile des personnes, par exemple, pour l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), le contrôle prend pour base un plan d'aide détaillé établi préalablement. Il y a un contrôle généralisé de l'effectivité ainsi qu'un contrôle qualitatif qui, lui, n'est pas exhaustif.

Mme PONZEVERA a précisé qu'en Haute-Corse, mais pas en Corse du Sud, on utilise le système du domiphone, système qui n'est pas utilisé en Corse-du-Sud. Il s'agit d'un système de télégestion qui permet de contrôler l'effectivité des aides attribuées aux bénéficiaires de l'APA, la PCH et de l'aide sociale légale.

LES SERVICES ont répondu qu'on est en train de mettre en place ce système également en Corse du Sud.

Mme ANTONINI a souhaité savoir combien il y a de structures d'aide à domicile en Haute-Corse et en Corse du Sud, et si elles sont indépendantes.

LES SERVICES ont répondu qu'il y en a cinq en Haute-Corse et dix en Corse-du-Sud et qu'elles sont indépendantes.

Mme RIERA a demandé si elles appliquent les mêmes tarifs.

Ce, à quoi il a été répondu que les tarifs sont différenciés. On fait une étude au cas par cas en fonction du budget de la structure, du nombre d'heures qu'elle réalise, etc.

Mme PONZEVERA a jugé souhaitable de fixer un objectif d'harmonisation des tarifs qui vont de 16 à 23 euros, en soulignant aussi qu'il conviendrait d'éviter des dérives financières comme celles qu'il y en a eu à l'ADMR et à la CORSSAD.

LES SERVICES ont répondu qu'il y a divers contrôles, y compris sur le plan financier, mais malheureusement parfois il y a des choses qui sont extrêmement bien dissimulées, et qu'il faudrait des audits approfondis pour détecter ce qui se cache vraiment derrière certains comptes.

Les tarifs, anciennement agréés, sont ceux de l'aide à domicile qui est calculée par rapport à la moyenne des tarifs autorisés et habilités et le tarif de la prestation de compensation du handicap est calculé sur un pourcentage donné au niveau ministériel. Par exemple, pour « E Cinque Pieve » on a un tarif à 20,84 euros en allocation personnalisée d'autonomie et à 17,77 euros en prestation de compensation du handicap (PCH).

Mme PONZEVERA a souhaité savoir quels étaient les taux les plus bas et les plus hauts pour l'APA.

LES SERVICES ont répondu que pour la Haute-Corse le taux le plus bas est celui d'AMAPA qui est à 19,73 euros, le plus haut est celui de l'ADMR qui est à 21,75 euros.

Les volumes d'heures, suivant les structures, vont de 200 000 heures à 600 000 heures.

Alors qu'il y a des secteurs qui sont sur-desservis, il y a aussi en Corse, et il faudra s'efforcer d'y remédier, des secteurs qui sont très insuffisamment desservis parce que les routes sont mauvaises et que ça a un

coût en carburant. Ce qui explique aussi les écarts de tarifs en plus des particularités propres à chaque structure.

J'ai **MOI-MEME** souligné que c'était aussi le rôle de l'action politique de favoriser le rééquilibrage nécessaire et une prise en compte des besoins sur la totalité du territoire.

Mis aux voix, **le rapport a fait l'objet d'un avis favorable à l'unanimité.**

Le Président TALAMONI

Merci, est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ?
Oui, Pierre GHIONGA vous avez la parole.

M. Pierre GHIONGA

M. le Président, c'est un rapport très important. Je voudrais avoir quelques précisions auprès de Bianca. Je voudrais savoir si la grille AGGIR a été uniformisée entre la Corse-du-Sud et la Haute-Corse parce qu'elle n'était pas la même.

Mme Bianca FAZI

C'est la même grille AGGIR.

M. Pierre GHIONCA

Non, ce n'était pas la même.

Mme Bianca FAZI

Ce sont les pratiques qui sont différentes, mais la grille c'est la même.

M. Pierre GHIONCA

Elle était plus précise celle de Corse-du-Sud que celle de Haute-Corse.

Mme Bianca FAZI

Sur les pratiques, pas sur la grille. La grille, elle est nationale.

M. Pierre GHIONCA

Sur les pratiques, il y a plus de précisions en Corse-du-Sud. Est-ce que l'on a uniformisé ou non ?

Mme Bianca FAZI

On est en train d'uniformiser.

M. Pierre GHIONCA

Deuxième point, est-ce que l'on pourrait imposer un tarif kilométrique dans toutes les associations, ou Sarl, pour tous les gens qui travaillent parce qu'il y a vraiment des disparités. Je connais des gens qui travaillent, c'est 33 centimes le kilomètre, d'autres rien du tout. Donc, est-ce que l'on ne pourrait pas travailler sur une uniformisation du prix du kilomètre effectué par les gens qui ne sont pas très bien payés en général et qui font un travail très difficile.

Mme Bianca FAZI

Cela fait partie d'un tarif journalier. On va essayer de voir un petit peu et d'affiner mais, en principe, c'est compris dans leur tarif journalier. Tout dépend des associations, c'est là où il faut uniformiser. On va voir avec les CPOM, on travaillera un peu différemment maintenant.

Le Président TALAMONI

Il n'y a pas d'autres prises de parole ? Donc, je vais mettre ce rapport aux voix.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité.

Rapport suivant.

Rapport n° 2018/E4/147 : Conventions d'objectifs pluriannuelles 2018-2020 et de programmation annuelle au titre de 2018 entre la Collectivité de Corse et l'Observatoire régional de la santé en Corse

Le Président TALAMONI

Vous avez la parole, Mme la conseillère exécutive.

Mme Bianca FAZI

Il s'agit du rapport sur l'observatoire que nous allons maintenant appeler « territorial de santé », ce qui était anciennement « l'observatoire régional de la santé en Corse ».

Il s'agit d'adopter une nouvelle convention pluriannuelle 2018-2020, qui a pour objectif de déterminer les activités poursuivies sur trois ans par l'observatoire, soutenue par la Collectivité de Corse, conformément aux orientations de sa politique régionale en matière sanitaire, sociale et médicosociale.

Deux volets : le volet social, alimentation et participation à la mission d'animation, de coordination des acteurs sociaux sur la précarité et l'exclusion sociale. Cette action a pour vocation l'accompagnement technique, expertises scientifiques et actions en faveur de la lutte contre la précarité et l'exclusion sociale. Tout cela, ce sont des travaux qui sont livrables au cours de l'année 2018.

Sur le volet santé, nous avons à travers le volet registre des cancers, la poursuite du recueil des données relatives aux patients diagnostiqués en 2017, début de recueil des données relatives aux patients diagnostiqués au premier semestre 2018, enregistrement des tumeurs 2017-2018 pour lesquels l'ensemble des informations a été recueillies. Composition d'un comité scientifique.

L'aspect financier maintenant. Le budget prévisionnel 2018-2020 : la Collectivité demeurera à budget constant sur la période 2018-2020. Chaque année, les produits concerneront l'activité ARS : 90 000 €, la part CDC : 360 000 €, dont 99 000 € au titre des volets sociaux, médicosociaux et sanitaires et 261 000 € au titre du registre des cancers.

Pour 2018, il vous est donc proposé d'adopter ce budget prévisionnel global, dont la structure est de 450 000 €. Merci.

Le Président TALAMONI

Merci, il y a un **rapport de la Commission des finances**.

M. Guy ARMANET

Avis favorable, (non-participation de MM. LACOMBE, MONDOLONI, ORLANDI, POLI, ROCCA SERRA ; **abstention** de Mmes BOZZI et FELICIAGGI).

Le Président TALAMONI

Merci. Est-ce qu'il y a des demandes de prises de parole ? Oui. Fabienne GIOVANNINI.

Mme Fabienne GIOVANNINI

Merci, Président. Mme la Conseillère exécutive, moi je voudrais souligner l'importance et le partenariat très fort qui nous lie avec l'ORS, partenariat que notre majorité a contribué à amplifier.

J'attire l'attention de notre Assemblée sur l'importance de cet outil et de ses indicateurs, de ses analyses indispensables à la bonne connaissance des problématiques que nous traitons.

Ce partenariat donc, il est revalorisé, il est surtout constant, permettant à l'outil de réagir à toutes nos commandes dans le domaine social et médicosocial, vous l'avez dit. Mais la convention ne peut refléter toutes ces interventions. C'est pourquoi je voulais quand même insister, particulièrement, sur un domaine qui intéresse notre conseillère exécutive en charge de la jeunesse, c'est l'étude et la valorisation des données portant sur la jeunesse, particulièrement les jeunes en situation de handicaps, addictions de toutes natures, hausse de la consommation de drogues, d'alcools ou de médicaments, parfois conjugaison de toutes ces consommations, problème d'obésité, décrochage scolaire, comportements à risque, violences routières, IVG répétées, suicides.

Donc, on voit bien que c'est un public qu'il faut vraiment suivre de près.

Dans notre « Pattu di a ghjuventù », nous voulons accompagner et rendre plus heureuse notre jeunesse pour lui éviter ces pièges. La connaissance

du terrain nous est permise aussi par les enquêtes et analyses sociologiques fournies par l'ORS.

C'est par l'éclairage et l'expertise que nous fournit cette petite équipe, que je veux saluer ici, que j'ai eu l'honneur de présider pendant trois ans, que nous pouvons tirer nos analyses politiques et adopter les mesures qui s'imposent : prévenir l'aggravation des problèmes, travailler sur les facteurs à risques, accompagner les publics concernés, jeunes ou moins jeunes d'ailleurs, comprendre leurs difficultés à la lumière, aussi, de données multiples comme l'accessibilité aux politiques, le fait que l'on réside dans le rural ou dans l'urbain, les phénomènes de précarité, vous avez insisté là-dessus. Sans parler bien sûr d'autres missions, comme celle du registre des cancers, bien évidemment, qui me tient à cœur, qui est une avancée dont peut s'enorgueillir notre majorité, vous le savez, ce qui n'enlève bien sûr rien aux interventions d'autres élus ici, ou hors de cet hémicycle, qui nous ont accompagnés dans cette volonté que nous avons affichée depuis la catastrophe de Tchernobyl.

Juste une remarque peut-être dans les annexes du rapport, probablement dues aux difficultés, aux allers-retours au moment de son élaboration. Le passage devant le comité national d'évaluation des registres, il est programmé, sauf erreur de ma part bien sûr, pour la fin 2019 et non pour la fin 2018.

Le registre doit se baser sur un fond statistique pour exploiter des données de manière comparative. Il faut donc un certain recul, c'est frustrant, et je suis la première frustrée, mais nous sommes dans le domaine de l'épidémiologie, donc il faut se donner un maximum de retours pour pouvoir tirer les premières analyses.

Donc, il eut fallu bénéficier, bien sûr, d'un registre depuis longtemps. Hélas, il nous a fallu trente ans pour ce combat et pour obtenir ce registre. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Merci. Pierre GHIONGA, vous avez la parole.

M. Pierre GHIONGA

Président, je me félicite, bien entendu, de notre collaboration avec l'ORS. Je pense que le registre des cancers est un outil très important, au moment, je vais rebondir sur la politique, où certains reparlent d'incinérateur.

Donc, je pense que c'est important d'avoir des données statistiques, parce qu'on parle toujours de Monaco. Je réponds vulgairement que le cancer est démocratique, il frappe aussi les riches, donc j'aimerais bien avoir des statistiques sur Monaco aussi en matière de retombées de l'incinération.

Un point de détail : est-ce que l'on a toujours la collaboration avec l'hôpital de Gènes, parce que je sais que ça avait été remis en question par les instances parisiennes. Je voudrais savoir où on en est de ce registre et qui s'occupe de récupérer nos données statistiques.

Le Président TALAMONI

Fabienne GIOVANNINI a demandé la parole.

Mme Fabienne GIOVANNINI

Juste pour répondre à Pierre, malheureusement non, je ne crois pas que l'on ait de contacts avec Ospedali Galliera di Genova qui nous avait aidés donc à l'élaboration de ce registre. Il faudrait, effectivement, renouer parce que nous avons réglé la facture auprès de l'Ospedali Galliera di Genova, mais nous n'avons pas eu tout ce que nous avions demandé, c'est-à-dire la publication de l'étude dans les revues scientifiques appropriées nous permettant après de poursuivre le débat pour l'avenir, surtout par rapport à des outils comme celui-là. Ce serait peut-être intéressant de le faire en son temps, le président du Conseil exécutif, dans la précédente mandature, je vous le dis Mme la Conseillère, avait écrit à ma demande et finalement on n'a jamais eu de suite, parce qu'en fait, je crois que l'équipe de l'Ospedali Galliera a été éclatée et la personne que nous avions en contact, notre épidémiologiste, travaille ailleurs désormais. Donc c'est ce qui a posé un problème.

Par contre, la commande avait été prise, il faudrait pouvoir faire en sorte qu'elle soit honorée jusqu'au bout. Il faudrait peut-être entrer en contact avec le professeur CREMONESI et faire en sorte, justement, de savoir où en est la publication de l'étude scientifique. Merci.

Le Président TALAMONI

Bien, peut-être un mot de réponse de l'Exécutif.

Mme Bianca FAZI

Nous allons prendre contact. Effectivement, nous notons ce qu'a dit Mme la conseillère, nous reprenons le contact avec le professeur CREMONESI. Mais c'est vrai, malheureusement, nous avons souffert d'un manque d'enquête épidémiologique, surtout après les retombées de Tchernobyl.

Le Président TALAMONI

Très bien, merci. Donc, nous allons mettre aux voix ce rapport.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité.

Rapport n° 2018/E4/149 : Fixation de l'objectif annuel d'évolution des dépenses (OED) des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) – Année 2018

Mme Bianca FAZI

Le présent rapport vise à fixer l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux autorisés par la Collectivité (article L 313-8 du Code de l'action sociale et des familles CASF).

L'OED repose sur l'application de l'article L.313-8 du Code de l'action sociale des familles qui prévoit la possibilité, pour la Collectivité, de définir l'objectif annuel d'évolution des dépenses qui se décline en dotations limitatives de crédits définies au regard des orientations retenues par l'autorité de tarification.

L'OED s'applique à la fixation du budget des structures du secteur des personnes âgées, en l'occurrence des EHPAD, des personnes adultes handicapées et de l'aide sociale à l'enfance l'ASE.

Il est proposé, pour l'exercice 2018, de fixer le principe d'un taux directeur d'évolution des dépenses après étude, je le précise, au cas par cas de plus 0,8 % par rapport à 2017. Il est à noter que pour l'ESSMS du département de Haute-Corse, l'augmentation sera de 1,93 %. Je vous explique pourquoi : en fait, cette augmentation avait été gelée pendant des années, apparemment il y a eu quelques soucis avec le Conseil départemental à l'époque, donc, si vous voulez, c'est pour une sorte de rattrapage.

Le rappel du principe de la tarification les OMS, c'est dans le cadre de la loi du 2 janvier 2002 en rénovant l'action sociale et médico-sociale. Je porte ce rapport à votre approbation.

Merci.

Le Président TALAMONI

Il y a deux **rapports**, un de la **Commission de la culture**, donc Mme SANTUCCI.

Mme Anne-Laure SANTUCCI

Mme Anne-Laure SANTUCCI a souhaité savoir quelle était la différence entre le privé lucratif et le privé non lucratif.

LES SERVICES ont indiqué que, dans le cas du privé non lucratif, les bénéfices ne peuvent pas être distribués. Ils sont réinvestis dans le cadre de diverses actions au bénéfice des patients. En revanche, le privé lucratif concerne des sociétés dont les dividendes peuvent être, effectivement, distribués à des ayants droit.

Concernant les EHPAD, jusqu'en octobre 2010, après présentation du projet du promoteur, une commission se réunissait pour donner un avis favorable ou défavorable au dit projet. Ce système est caduc depuis 2010 car nous sommes passés dans le système de l'appel à projets. Pour toute création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, il faut désormais qu'un appel à projet soit lancé par la Collectivité de Corse conjointement avec l'ARS. Dans son cahier des charges, la Collectivité de Corse précisera les éléments qu'elle considère comme important, notamment le mode de gestion.

Mme Catherine RIERA a souhaité savoir s'il y avait des différences entre le prix moyen de Haute-Corse et celui de Corse du Sud.

Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI a indiqué que, pour les EHPAD, les prix étaient nettement plus bas en Haute-Corse, comparativement à la Corse du Sud et que, donc, leur harmonisation est sans doute difficile.

LES SERVICES ont précisé qu'il y avait, effectivement, une variation assez importante entre les tarifs de la Haute-Corse et de la Corse du Sud qui devrait avoir tendance à être comblée partiellement sur 2018 par une augmentation du taux directeur global moyen à 1,93.

Dans ce taux de 1,93 global, il y a des variations car les dossiers ont été étudiés au cas par cas et les situations particulières des structures ont été prises en compte. On ne pourra pas, en une seule année, rattraper cet écart mais un effort très significatif est consenti.

Pour la Corse-du-Sud, il y avait aussi un déficit de lits que l'on a tenté de combler progressivement, à partir de 2009, avec des établissements

neufs dont les prestations peuvent avoir un coût plus élevé au départ, ce qui explique aussi l'écart moyen de prix par rapport à la Haute-Corse.

Pour la Haute-Corse, depuis 2013, il y a eu un gel des tarifs pendant quatre ans et on a constaté aussi un taux d'occupation qui est beaucoup moins élevé que celui de la Corse du Sud et des autres départements en règle générale. Les taux de remplissage y sont à peu près à 90% en moyenne alors que sur le continent, et sans doute aussi en Corse du Sud, on arrive à plus de 98%.

On retrouve des problèmes de remplissage pour les établissements qui sont éloignés des centres urbains comme Livia, Carghjese, même Prupia, ce qui a conduit à inclure dans le prix de journée des reprises de résultats négatifs pour ces établissements, ceci explique aussi la hausse des tarifs. En Haute-Corse, il y a eu à la fois le gel des tarifs et, parallèlement, des structures déficitaires, du fait d'un taux de remplissage insuffisant.

On hérite donc d'un état des lieux qui est un peu contrasté, où des politiques différentes pour les personnes âgées ont été menées par les anciens conseils départementaux. Dans le cadre du travail qui est mené depuis déjà six mois et dont ce rapport est une première illustration, on tente de faire converger l'accompagnement financier et la contractualisation qui va être réalisée avec les établissements, puisque que les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) ont pour vocation à être généralisés sur l'ensemble de la région.

Mme Catherine RIERA a souhaité savoir si on prenait en compte les résultats réalisés, notamment par les établissements privés lucratifs.

LES SERVICES ont précisé que dans l'étude des budgets entre 2014 et 2017, il y a eu le gel des tarifs pour les établissements de la Haute-Corse sans reprise des déficits. Lorsqu'il y a des résultats excédentaires, on en tient compte car pour fixer le tarif requis, pour admettre la personne dans un établissement, il faut bien évidemment étudier ses conditions d'exploitation.

Mme Laura Maria POLI a proposé que la Commission consacre une réunion spécifique sur les sujets concernant l'aide sociale, plus particulièrement en faveur des personnes âgées. Cette proposition a été approuvée par l'ensemble des commissaires présents.

Mis aux voix, **le rapport de la Commission de la culture a fait l'objet d'un avis favorable (non-participation** du groupe «Per l'avvene » ; « pour » : les autres conseillers).

Le Président TALAMONI

Très bien, merci. Donc, il y a également un **rapport** de la **Commission des finances**.

M. Guy ARMANET

Avis favorable Président. (**Non-participation** : Xavier LACOMBE, Jean-Martin ONDOLONI, François ORLANDI, Antoine POLI, Camille de ROCCA SERRA ; **Abstention** : Mmes Valérie BOZZI et Isabelle FELICIAGGI).

Le Président TALAMONI

Parfait. Pierre GHIONGA a demandé la parole.

M. Pierre GHIONGA

Président, je vais quitter la salle parce que je préside un EHPAD, donc je ne peux pas participer au vote.

Le Président TALAMONI

Très bien, nous ferons noter au procès-verbal que vous quittez la salle, et M. GIUIDICI également.

Pas d'autres problèmes déontologiques ? Non. Il n'y a pas d'observations ? Personne ne demande la parole ?

Donc, nous mettons aux voix ce rapport.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité des votants.

Alors, je crois que nous allons en finir avec les dossiers de Bianca FAZI, et nous en arrivons à ce dossier important, Jean BIANCUCCI, concernant l'aménagement du territoire.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ACCUNCIAMENTU DI U TERRITORIU

Rapport n° 2018/E4/151 : Une stratégie territoriale de régulation des surfaces commerciales en Corse, pour un urbanisme commercial et durable (rapport modifié)

Il s'agit d'un dossier tout à fait fondamental. Vous avez la parole, M. le Conseiller exécutif.

M. Jean BIANCUCCI

Merci.

Prima a spieqazione di stu raportu, vularia rammintà chì semi unipochi à essa impignati da anni è anni pà a difesa di u cumerciu è pà a difesa dinò di una certa forma di sucietà.

Ces idées d'ailleurs, on va les retrouver dans la délibération de 2012 concernant le PADDUC. Je vous ferai grâce de la lecture, mais je vous invite tout de même à lire l'article 2 et l'article 3 de cette délibération.

Si nous avions observé à la lettre ce que nous avons voté, nous n'en serions peut-être pas là, mais bien entendu, il s'agit aussi de savoir comment, avec le PADDUC, on peut intervenir dans ces décisions.

Premier constat et non des moindres, il s'agit à la fois et de visu, sans rentrer directement dans des chiffres extrêmement précis, comment on peut avoir sur un territoire aussi exigu que celui de la Corse, j'insiste, ce n'est pas un bout de continent, on ne vient pas d'ailleurs consommer, contrairement à d'autres endroits du territoire européen, en France et ailleurs. Donc, ça c'est une première dimension.

Deuxième dimension, c'est la population, il n'y a, en tout et pour tout de toute façon, que 320.000 habitants. Alors, je le sais bien sûr, il y a l'afflux touristique et la population doit être réévaluée en fonction, mais quand même !

On a vu l'évolution des grandes surfaces assorties généralement de galeries marchandes à partir des années 75. C'est d'ailleurs à ce moment-

là qu'ont commencé les premières mobilisations des commerçants, généralement de centres-villes, qui, sentant le danger, ont constitué des comités, ont essayé d'intervenir y compris pour l'annulation de permis de construire mais, le plus souvent, en vain.

M. le Président de l'Assemblée, j'étais responsable de la SCCA dans les années 87 (il ne m'écoute pas), 87/88 et je voudrais vous rappeler que vous étiez notre avocat. Donc, c'est pour dire que notre engagement est ancien. Mais, bien entendu, trente ans après, nous sommes là, nous tenons le même discours et nous allons, bien entendu, continuer à nous battre.

Donc, je le dis aujourd'hui, il y a quand même un certain nombre de questions qu'on devrait se poser, et pas uniquement à l'Assemblée de Corse, je le dis, dans les collectivités de base, dans les intercommunalités et du côté de la Préfecture, parce qu'il y a des décisions aberrantes qui ont été prises et qui ont, aujourd'hui, des conséquences incommensurables sur notre devenir.

Sur dix ans, on le dit dans le rapport, mais je pense que c'est une image tellement forte qu'il faut la répéter et il ne s'agit pas de notre passion foot, même si elle est vraie, elle est réelle et elle traverse toutes les couches de la société, il y a eu l'équivalent de trente stades de foot qui ont été construits en équivalent grandes surfaces. Ce chiffre devrait interpeller tout un chacun.

Pendant la même période, en France, il y a eu, au contraire, un mouvement inverse puisqu'il y a eu moins 23 % de grandes surfaces et, bien entendu, il y a eu aussi un nombre tout aussi considérable de grandes surfaces dont les demandes ont été rejetées.

Je voudrais ajouter qu'au moment où on parle de PDU, et je crois qu'on a raison de le faire, au moment où on engage des réunions de concertation, on devrait aussi s'interroger de la même manière sur l'étalement urbain d'asphyxie, on le voit, des axes routiers. La consommation outrancière de zones qui auraient pu être destinées au développement agricole, parce qu'on ne construit pas les grandes surfaces et des galeries commerciales dans nos montagnes, vous l'avez compris.

Je crois qu'il y a un certain nombre de conséquences sur lesquelles je voudrais aussi attirer votre attention.

D'une part, l'utilisation, et pour cause, excessive de l'auto, l'imperméabilisation des sols, la dégradation des sites et des paysages, et de l'environnement en général. Et puis bien entendu, et on le voit très bien pas très loin, quelques rues derrière, ici sur Ajaccio, comme on le ferait d'ailleurs sur Bastia, des commerces qui ferment, des commerçants que l'on doit aider. Et même s'il existe aujourd'hui, et l'Assemblée de Corse en est doté, des dispositifs du genre Prossima, imaginez bien que, il y a derrière ce désastre économique, un désastre social et un désastre culturel. Culturel pourquoi ? Parce que les modes de consommation d'aujourd'hui vont à l'encontre de nos habitudes, de nos traditions, de notre manière de vivre et de ses valeurs qu'on a essayé de défendre dans le PADDUC.

Donc, il est...

Le Président TALAMONI

S'il vous plait, là il y a un brouhaha insupportable, en plus c'est un dossier très important, je vous appelle à un peu d'attention.

M. Jean BIANCUCCI

Je vais parler plus fort.

Le Président TALAMONI

Pas nécessairement, mais je demande qu'on vous écoute.

M. Jean BIANCUCCI

Très bien. Donc, vous voyez très bien, il est nécessaire, aujourd'hui, de réfléchir à cette notion de régulation. Il ne s'agit pas de rentrer en guerre contre les grands surfaces, il s'agit simplement de nous doter d'outils adaptés pour faire échec à cette stratégie de développement outrancière des grandes surfaces.

Alors, bien entendu, à travers le PADDUC, un certain nombre de motions ont été validées, une urbanisation conforme au développement et à l'aménagement durable, conforme aussi à notre réalité insulaire, conforme aussi au fait qu'il y a des équilibres, au plan économique et social, qu'il faut préserver.

Donc, vous voyez très bien, les enjeux sont énormes.

Donc, premier constat, on l'a vu, les commissions départementales d'aménagement commercial sont inopérantes. Inopérantes pourquoi ? Vous l'avez vu, je l'ai dit tout à l'heure, en France, 64 % des projets qui sont présentés sont acceptés, ce qui veut dire qu'il y en a un quart qui sont refusés. Ici, c'est presque l'inverse, c'est-à-dire que presque tous les projets qui sont présentés sont acceptés, soit 90 %. Là aussi, je pense qu'il y a matière à s'interroger.

Deuxième constat, mais il y a aussi le fait qu'il y a une absence de planification infra territoriale. En France, ce sont les SCOT et les PLUI qui servent de référence dans ce domaine-là, et c'est une bonne chose, mais chez nous, il n'y a ni SCOT, ni PLUI. Alors, en passant je vois notre ami de Balagne, il y a un SCOT en gestation en Balagne mais, aujourd'hui, il n'y a pas de SCOT abouti, donc on ne peut pas s'appuyer sur ce type de démarche pour valider, ou pas, un schéma d'urbanisme commercial.

Normalement, suivant ce que l'on a voté une fois de plus, à la fois en 2012 et en 2015, il ne devrait pas y avoir de projets contraires à nos aspirations qui puissent être mis en œuvre. Eh bien, et là c'est quand même assez grave, des décisions, qui sont absolument contraires au PADDUC, à l'esprit et à la lettre, sont prises. Donc, vous voyez très bien que l'heure est grave.

Ces projets, en fait, sont validés parce qu'on applique, à travers les permis de construire, le droit des sols qui vient en opposition avec les résolutions qu'on a prises et notamment mises en œuvre. Je voudrais souligner que la Collectivité s'est opposée notamment au drive, Fabienne s'en souvient très bien. Il faut signaler aussi qu'en septembre 2017, je crois, nous avons, à travers les décrets des ordonnances, demandé à ce que les deux commissions, urbanisme commercial nord et sud, soient fusionnées. Il y avait une logique derrière tout cela, ceci d'autant plus qu'au plan de la consommation des espaces agricoles, ça a été le cas. Il y a eu fusion et il y a eu ce qu'on appelle, aujourd'hui, c'est un peu barbare, la CTPENAF, Commission territoriale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Donc, ce qui a été vrai d'un côté n'est plus vrai en matière commerciale. Il y a quand même quelque chose qui est difficile à comprendre d'abord et à admettre ensuite.

Donc je vais en venir, après ce constat, très vite aux mesures.

Il faut que, bien entendu du point de vue à la fois philosophique en termes de choix de société, en conformité, une fois de plus, avec le PADDUC, l'on se prononce pour des moyens qui permettent un développement durable intégré au territoire, mesuré à l'échelle de notre pays.

Aujourd'hui, on doit absolument combler ce vide. Il faut donc proposer des mesures concrètes qui peuvent, dans un premier temps au moins, répondre à la situation sachant par ailleurs que nous aurons à travailler de manière continue sur ce dossier.

Premier niveau, et c'est ce que nous proposons : pallier le manque de planification infra territoriale. Il s'agit soit (mais bien entendu je me rends compte du niveau, de la hauteur, de la complexité de la tâche) généraliser l'élaboration des SCOT, ce serait sans doute une excellente chose et bien entendu, beaucoup plus loin que la Balagne, donc à l'échelle de la Corse, et puis cela permettrait à la fois de répondre à la pression foncière et immobilière, et puis en même temps de trouver les règles d'équilibre dans les territoires.

Deuxième proposition : dans l'attente de l'élaboration éventuelle de ces SCOT, nous proposons, en partenariat avec les intercommunalités que la loi NOTRe a doté de capacité d'interventions au niveau économique, et puis via l'Agence de l'urbanisme, de mettre en œuvre ce que l'on appelle des programmations territoriales intégrées en déclinaison directe des décisions que nous avons prises au plan des choix et des orientations du PADDUC.

Au deuxième niveau, il faut bien entendu renforcer cette vision à l'échelle territoriale. Les conseils généraux ont vécu, les départements aussi, même si, du point de vue formel, ils y sont encore mais je pense que cela fait partie de quelque chose qui est en mouvement. La Corse est une, je dirais presque la Corse est une et indivisible (pour plagier certaines formules). Il s'agit de fusionner les deux commissions, il s'agit d'analyser les demandes d'autorisations à travers le PADDUC, il s'agit d'appliquer pleinement le principe d'urbanisation, limité par l'absence de SCOT.

Troisième niveau : il nous faudra élaborer un schémas territorial d'aménagement commercial étant donné qu'aujourd'hui il n'y a pas de

SCOT et, à fortiori, de PLUI, réaliser un document cadre pour l'aménagement commercial, ce qui nous permettrait à la fois d'avoir un réel état des lieux des surfaces commerciales que l'on a en Corse, et puis bien entendu aussi, d'anticiper sur les besoins et de coordonner les actions entre les différents acteurs.

Ce document nous le proposons, serait si vous en décidez, décliné en fiches de territoires et il serait un outil à disposition des intercommunalités. Donc, vous le voyez très bien, cette œuvre sera une œuvre portée par tous, il ne s'agit pas uniquement de l'Assemblée de Corse ou de l'Agence de l'urbanisme.

Il y aura forcément des choix qui seront faits, à la fois en matière d'implantation, de développement des fonctions commerciales, de maîtrise du rythme et de l'intensité du développement de ces surfaces, d'organisation des logiques d'évolution des différentes polarités commerciales d'urbanisme, en favorisant un développement commercial créateur d'urbanité, à travers des préconisations d'implantation et d'insertion dans le tissu urbain.

Je crois que ce sera un bel outil. Il permettra forcément à la Collectivité à la fois de poser un cadre général du développement, de faciliter le dialogue entre puissance publique et porteur de projets et puis, bien entendu, de doter la Corse de conditions et de critères clairs, partagés par tous, pour valider ces projets en CTAC (vous voyez, j'anticipe).

Il s'agit aussi, bien entendu, de produire ce schéma. Nous vous proposons les services de l'Agence pour ce faire. Nous aurons forcément, j'en ai parlé tout à l'heure, une programmation territoriale intégrée et puis nous souhaitons aussi, parce qu'il ne s'agit pas que d'urbanisme commercial, il s'agit aussi d'économie, d'associer étroitement les services de l'ADEC à ce travail.

Quatrième niveau : Nous proposons des mesures transitoires.

La première mesure : Je sais qu'il y a eu une interprétation là-dessus parce que, effectivement, nous avons été amenés à proposer une autre formulation. La formulation que nous proposons aujourd'hui est celle-ci : articuler la programmation et la mise en œuvre des investissements, notamment routiers, dans le tissu périurbain avec le document cadre et les projets d'ensemble visés dans les secteurs d'enjeux régionaux, les SER, définis au PADDUC.

Deuxième point : demander au Préfet de refuser, en l'absence de documents applicables de type SCOT, les autorisations notamment de permis de construire lorsque les projets sont clairement en opposition avec nos propres dispositions définies par le PADDUC.

Troisième point : s'opposer, par toutes voies de droit, aux demandes de création de nouvelles grandes surfaces lorsque celles-ci contreviennent au principe du PADDUC.

Je vous demande donc en fonction d'approuver le rapport que je viens de présenter.

Le Président TALAMONI

Voilà un rapport particulièrement complet et très important. Jean est remonté très loin dans le temps, mais c'est vrai que le problème n'est pas d'hier et que si nous avons eu, c'est vrai, davantage d'écoute au moment où nous avons dénoncé ce qui était en train de commencer à se passer, si les juridictions avaient été respectueuses, y compris du droit, parce qu'il nous est arrivé d'avoir des rapports positifs par le commissaire du Gouvernement, des rapports du commissaire du Gouvernement qui allaient dans notre sens et des décisions du Tribunal administratif qui allaient dans un sens opposé pour des raisons... on ne commande pas les décisions de justice, mais enfin ! Voilà, parce que, des fois, on n'est pas vraiment dans le droit... On en a vu de toutes les couleurs à cet égard et voilà où nous en sommes aujourd'hui !

Donc, il y a un **rapport de la Commission développement.**

Mme Nadine NIVAGGIONI

Mme Mattea CASALTA, sans avoir de demande particulière à formuler, a souhaité rappeler qu'une question orale avait été posée, sous son égide, lors de la mandature précédente.

Réfutant toute animosité à l'égard des entrepreneurs, elle a souhaité mettre l'accent sur les caractéristiques propres à la Corse, (fortes traditions et population faible) qui sont de nature à détourner notre île de modèles déjà obsolètes sur le continent et plus largement en Europe.

Elle a fait part de son étonnement à voir se développer, de manière frénétique, des centres commerciaux démesurés au détriment des zones agricoles, estimant que cette tendance favorise la paupérisation de la société, par un recours fréquent à des emplois à temps partiel ne permettant pas de vivre correctement.

Pour sa part, **Mme Marie-Thérèse MARIOTTI** a regretté, compte tenu de l'importance du sujet abordé, que le rapport n'ait été transmis aux élus que le jour de la commission, empêchant toute réflexion de groupe.

Elle a souhaité alerter les commissaires sur l'existence d'autres projets qui, sans mettre en avant le caractère commercial de leur démarche, sont de même nature que le projet prévu dans la région bastiaise.

M. Jean-Charles ORSUCCI a rejoint Mme MARIOTTI pour souligner le caractère tardif de la transmission aux élus de ce rapport.

Il lui a semblé important de ne pas stigmatiser un projet en particulier, s'étonnant à ce sujet de la présence du président du Conseil exécutif de Corse à une inauguration récente du centre commercial dans la région ajaccienne.

A titre personnel, il a estimé ne pas être en mesure d'évaluer l'impact réel de ces centres commerciaux sur l'économie de l'île, mais s'est interrogé en termes d'urbanisation et a reconnu que la création d'une nouvelle entité de cette taille lui semble insupportable.

Enfin, il a fait part de sa perplexité à constater que l'interdiction de création de nouveaux centres aura pour conséquence d'interdire tout développement dans certaines microrégions alors que d'autres ont d'ores et déjà pu en bénéficier.

En réponse à M. ORSUCCI, **Mme Mattea CASALTA** a indiqué que la seule présence à une inauguration ne valait pas approbation du projet.

Mme Rosa POSPERI a rappelé que le rapport présente un constat et prévoit des mesures transitoires qui consistent à interdire toute nouvelle création en attendant l'élaboration d'un schéma d'aménagement.

A ce titre, elle a souhaité savoir si de cette élaboration découlerait une compétence exclusive de la Collectivité de Corse en la matière.

Elle a cependant alerté les commissaires sur l'efficacité limitée du refus systématique en Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) en raison de l'existence de diverses voies de recours jusqu'en Conseil d'État. Seule une compétence exclusive de la Collectivité en la matière pourrait faire preuve de son efficacité.

Enfin, elle a rappelé que, dès 1992, le programme de Corsica Nazione demandait la suppression des CDAC.

M. Jean BIANCUCCI a souhaité indiquer que le délai resserré de transmission du rapport était principalement dû au caractère urgent de la problématique qui a consisté à l'élaboration de propositions concrètes en réaction à un problème d'actualité.

En réponse à l'interrogation de Mme PROSPERI, il ne s'est pas opposé à des mesures plus radicales que celles proposées, tout en relevant qu'une certaine mesure devrait être de rigueur.

En appui au propos du président de l'Agence de l'urbanisme et de l'environnement, **Mme Antonia LUCIANI** a rappelé les règles de fonctionnement de la CDAC qui, en l'espèce sur notre île, ne sont pas en mesure d'appuyer leur avis sur les SCOT et les PLUI inexistantes en Corse, sans pour autant que la loi ait prévu une référence automatique au PADDUC.

L'idée avancée est bien de proposer une réflexion à l'échelle des bassins de vie, de produire un document infra-territorial, un schéma d'aménagement commercial par grands territoires, en concertation avec l'ensemble des élus, l'ensemble des professionnels et les porteurs de projets pour un meilleur aménagement possible.

Elle a souhaité rappeler que l'idée n'est pas de réduire l'entrepreneuriat mais de favoriser le développement économiquement sur des zones ciblées dont on sait qu'elles seront profitables en termes de développement économique, d'aménagement du territoire et d'emplois non précaires.

Pour Mme Marie-Thérèse MARIOTTI, il manque à ce stade une référence à l'échelon intercommunal, alors même que les nouvelles dispositions de la loi NOTRe renforcent le rôle des communautés de communes en termes de développement économique.

Bien que favorable au développement des SCOT, elle a souhaité faire part de ses doutes quant au délai de leur élaboration. Le rôle accru par la loi NOTRe des intercommunalités en la matière lui semble plus réaliste.

En réponse, **le président Jean BIANCUCCI** a reconnu leur pertinence en termes économiques, mais a estimé que le rôle des intercommunalités est plus limité que le PADDUC qui s'impose comme un large document de cadrage sur l'ensemble de l'île.

Dans le même esprit, **Mme Rosa PROSPERI** a fait état de sa préférence à considérer l'échelon territorial comme étant l'échelon pertinent, afin d'éviter toute contradiction qui pourrait se faire jour entre les différentes intercommunalités.

C'est pourquoi, elle a insisté sur la nécessité d'une compétence absolue assumée par la Collectivité de Corse, même si les mesures transitoires lui semblent également revêtir une utilité certaine.

La Commission développement a émis un avis favorable sur ce rapport. (Ont voté « pour » les groupes «Femu a Corsica», «Corsica libera » ; **non-participation** des groupes «Per l'avvene», «La Corse dans la République» et «Andà per dumane»).

Le Président TALAMONI

Très bien, la parole est à qui la demande sur ce...Oui, Mme MOSCA, Fabienne GIOVANNINI, on va noter... Vous vous partagez 10 minutes, c'est-à-dire 5 minutes chacune.

Le rapport de Commission conjointe n'a pas été lu, qui va le lire ? Donc, le rapport ... Mme NIVAGGIONI va le lire.

Mme Nadine NIVAGGIONI

Le Conseil exécutif ayant proposé une version consolidée du rapport après la réunion de la commission initiale, il a été décidé de réunir les commissaires une nouvelle fois, le mercredi 30 mai, afin de rendre un avis sur les modifications présentées.

Ainsi, la suppression de l'ancien article 4 du projet de délibération mentionnant le refus systématique dans l'attente de l'élaboration de SCOT ou de documents cadre d'aménagement commercial, ayant été remplacé par une opposition, par toute voie de droit, aux demandes de création de nouvelles grandes surfaces clairement en opposition avec le PADDUC, les commissaires ont émis les observations suivantes :

M. Jean-Charles ORSUCCI a regretté, dans un premier temps, ce retrait, estimant qu'un refus systématique était de nature à garantir un traitement équitable de toutes les demandes, avant de se ranger à cet avis en raison du risque juridique qu'il présente.

Pour leur part, **Mme Stéphanie GRIMALDI et M. Camille de ROCCA SERRA** ont approuvé ce retrait en raison du risque juridique important qu'un refus systématique aurait engendré.

Mme Fabienne GIOVANNINI a attiré l'attention des commissaires sur la nécessité de créer les conditions pour que, dans l'attente de l'élaboration des SCOT, les communes concernées par des projets éventuels et la Collectivité de Corse puissent accroître leur poids dans le processus de décision au sein des commissions départementales d'aménagement commercial.

M. Jean-Martin MONDOLONI a fait observer que le cas particulier du projet de LUCCIANA avait conduit l'exécutif à proposer, dans la précipitation, un projet de rapport qui généralise une position à l'ensemble du territoire, venant accroître la dimension confiscatoire qu'il reproche, par ailleurs, au PADDUC.

C'est pourquoi, afin d'identifier les points de désaccord et, à la fois, les points de convergence, il a souhaité qu'un vote, article par article, soit possible.

Enfin, concernant le PADDUC, l'opposition s'est exprimée de manière unanime pour qu'il n'y soit pas fait référence, mais pour des raisons diamétralement opposées :

Ainsi, **M. Jean-Charles ORSUCCI** a considéré que le PADDUC étant applicable, il n'était pas utile de demander qu'il s'applique, cela étant selon lui une vérité absolue, alors que **M. Camille de ROCCA SERRA**, après avoir rappelé que le PADDUC est un document d'orientation de portée inférieure à la loi, a estimé risqué de l'exposer en voulant combler ses lacunes par des ajouts successifs.

AVIS des commissions conjointes

Avis favorable sur ce rapport (ont voté « **pour** » les groupes «Femu a Corsica», «Corsica libera» ; **non-participation** des groupes «Per l'avvene », « La Corse dans la République » et «Andà per dumanu»).

Le Président TALAMONI

Merci, alors la parole est à Paola MOSCA et ensuite Fabienne GIOVANNINI ? Vous avez la parole.

Mme Paola MOSCA

Merci.

M. le Président, oui il y a une stratégie de régulation et une maîtrise de l'urbanisme commercial.

De manière cyclique, tantôt au sud, tantôt au nord, les projets, voire les réalisations démesurées viennent déséquilibrer, de manière considérable, le tissu commercial. Il en résulte de graves conséquences économiques et provoque des ondes de choc à la fois sociales et culturelles.

L'activité récente a vu se mobiliser à l'hôtel La Madrague à Lucciana, plus de trois cent personnes pour protester contre un vaste projet d'immobilier commercial. Tous les acteurs les plus représentatifs du tissu économique étaient là, les chambres consulaires, les présidents respectifs de la Chambre de commerce et celle des métiers, les organisations professionnelles, des syndicalistes, des représentants politiques représentant un panel diversifié d'opinions étaient là aussi.

Cette mobilisation a permis de créer un collectif de défense des intérêts économiques et sociaux de la ville. Qu'il me soit permis de souligner la réactivité de la population.

Par la même occasion, je remercie l'Exécutif de s'être saisi du problème et de nous proposer un rapport qui cerne l'ensemble de la problématique. En effet, la prolifération des grandes surfaces, en périphérie des agglomérations, ne peut être un modèle viable. La déstructuration du commerce en centre-ville ne peut en aucun cas être acceptée comme une fatalité. Mais au-delà de cette question importante d'actualité, il y a aussi un débat de fond.

M. le Président, il m'avait semblé comprendre que le PADDUC, dans sa sagesse, avait intégré une philosophie raisonnée de développement durable, mais aussi d'aménagement équilibré et de complémentarité des territoires. Au-delà du choix et des outils techniques composés, il est bon de rappeler et d'insister sur la centralité et la dimension du PADDUC, du point de vue d'un choix de société conforme à nos valeurs et à notre culture.

Ce document s'impose à tous car démocratiquement élaboré, car validé dans l'esprit à l'unanimité en 2012, car voté à une très large majorité en octobre 2015. Libre à certains de continuer de préconiser d'autres choix, pour autant qu'il me soit permis de dire qu'on ne peut à la fois se revendiquer de l'ultralibéralisme et de notre culture la plus profonde.

Certains choix économiques valent choix de société. Ce modèle économique est contraire aux intérêts collectifs les plus fondamentaux du peuple corse. C'est dans le respect de ces principes que vous faites un certain nombre de propositions. Comme vous le mentionnez dans le rapport, l'absence d'outils juridiques adaptés, de doctrine territoriale et de document cadre pour planifier l'ouverture des centres commerciaux à l'échelle de l'île sont les principales raisons qui ont conduit à la situation actuelle. Elles nécessitent que, pour la première fois, notre Collectivité se saisisse du sujet et propose des mesures concrètes pour apporter des alternatives durables et respectueuses des territoires et des hommes.

Vous proposez donc trois séries de mesures :

La première concerne des demandes d'adaptations législatives qui nous paraissent tout à fait adaptées ;

La seconde propose l'élaboration d'un document cadre d'aménagement commercial, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, qui aura vocation à aider les EPCI, à déterminer et à organiser les besoins en matière de surfaces commerciales, un document de déclinaison pré-opérationnelle du PADDUC qui sera le produit d'une coconstruction avec les intercommunalités, premières concernées, et la Chambre des territoires. En effet, nous l'avions dit lors de la précédente mandature, nous ferons de la Chambre des territoires ce que nous voulons en faire et nous en ferons un outil d'accompagnement des politiques publiques.

Et enfin, vous proposez des mesures transitoires en cohérence avec le PADDUC et les principes fondamentaux qu'ils portent. Au-delà des mesures que vous proposez, permettez-moi de rappeler que notre Assemblée a adopté, à l'unanimité, le projet Prossima présenté par le président de l'ADEC lors de la session du 29 mars 2018. Ce dispositif constitue un plan de plus de 7 M€ pour redynamiser les commerces des centres villes et des zones rurales.

Ce plan d'action doit trouver tout son sens uniquement s'il est couplé à un dispositif permettant d'agir en faveur d'un urbanisme commercial durable, mesuré et intégré au territoire tel qu'il est décliné dans le présent rapport. Si nous souhaitons collectivement changer notre modèle de développement, alors nous devons nous en donner les moyens et proposer des alternatives.

Nous ne pouvons donc que nous féliciter de la mise en chantier de ce document-cadre pour l'aménagement commercial associant les acteurs publics, parapublics et privés, et posant les principes du développement des surfaces commerciales tel qu'il est préconisé dans ce rapport, pour proposer une modèle durable en adéquation avec nos besoins réels et nos aspirations futures.

Votre proposition, et cela n'étonnera personne, nous agrée, votre méthode aussi, nous voterons donc avec enthousiasme vos rapports.

A ringrazià vi.

Le Président TALAMONI

Fabienne GIOVANNINI.

Mme Fabienne GIOVANNINI

Merci, Président.

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs, Chers collègues,

La course effrénée entre grandes enseignes entraîne un désastre au niveau économique et commercial mais aussi social, environnemental, sociétal.

Nous approuvons donc pleinement ce rapport, Paola l'a dit, et félicitons particulièrement les services qui y ont travaillé.

Nous sommes d'accord sur les constats : étalement urbain, anarchie voire écrasement des projets d'aménagement, asphyxie des axes routiers, fermeture des petits commerces et son corollaire, la mort économique des centres urbains, consommation illégale des espaces sensibles notamment les espaces agricoles dont nous avons impérativement besoin pour bâtir notre autonomie alimentaire, désordre foncier, incohérence entre les documents d'urbanisme et de planification, appauvrissement social, PLU, vous l'avez rappelé M. le Président, ou documents d'urbanisme locaux rendus inutiles ou désuets, étouffement de la puissance publique au profit de l'intérêt privé, orientations stratégiques de notre Collectivité, mais aussi des autres collectivités locales concernées, confisquées par cette puissance publique privée, concurrence tendue enfin, et même très tendue, entraînant des dérives de toutes sortes pouvant dégénérer en affrontements. C'est dire si c'est grave avec encore des déséquilibres lourds, notamment sur la régulation du marché passé.

Bref, c'est catastrophique, nous partageons le constat et nous devons réparer.

Les réponses, vous l'avez dit M. le Président, régulation, requalification urbaine, urbanisme intelligent, équilibre entre villes et campagnes, entre quartiers, entre populations, politique en faveur de l'emploi bien sûr, mais dans un équilibre cohérent, programme cœur de ville (par exemple), intégration paysagère, etc. Bref, de l'aménagement durable.

Très vite, trois points sur ce rapport.

Premièrement, c'est rappelé dans votre rapport mais j'insiste sur l'importance de porter au bout de sa logique notre délibération du 27 janvier 2017 sur la mise en place de politiques intégrées pour reconstruire notre paysage urbain, mettre de la cohérence entre les différents documents d'urbanisme, donner des règles aux acteurs privés pour qu'ils s'insèrent, comme vous l'avez dit M. le Président, en vrais partenaires, dans cette logique, et non pas qu'ils viennent la remettre en cause, comme c'est le cas actuellement, voire même pourquoi pas, qu'ils y participent financièrement, ce qui est tout à fait normal puisqu'ils bénéficient des plus-values foncières.

Deuxièmement, la responsabilité de l'Etat, majeure, en ce domaine comme dans bien d'autres parce qu'il est contrôle de légalité, parce que les lois et règlements ne sont pas appliqués, ou si mal, ou souvent de manière très différenciée en fonction des territoires, des projets, des acteurs, sans que l'on comprenne vraiment pourquoi, comment. Il faut sortir de ces confusions. Je rappelle au passage que sur ces deux points, M. le Président, l'Etat s'est engagé de manière concrète opérationnellement voire financièrement au travers de la signature avec notre Collectivité de deux protocoles de mise en œuvre.

Enfin, M. le Président, dans l'intervalle de l'adoption de ce document cadre pour l'aménagement commercial, pour réguler tous les phénomènes que j'ai cités, dans l'attente aussi de la refonte que nous demandons des CDAC en une CTAC pour plus de cohérence et d'efficacité dans notre politique, j'attire votre attention sur la proposition actuelle des CDAC avec l'expérience de la seule délibération à laquelle nous avons pu assister dans la dernière mandature, celle de la mise en route d'un drive sur la commune de Sarrola.

Il n'est pas tolérable que les principaux acteurs concernés, à savoir la Collectivité de Corse, anciennement CTC, et la ville d'Aiacciu aient été mis en minorité par des membres extérieurs au territoire concerné. Je cite : « CD 2B, Corti ». Ça n'est plus acceptable.

Pour conclure, tout à fait d'accord donc, pour le rappel à l'ordre, nécessaire, quant à l'application du PADDUC. Il est indispensable, c'est un outil que chaque élu ici, élu de la Corse, j'ai envie de dire élu de la nation ou élu hors de cet hémicycle, élu des Collectivités locales, doit s'approprier

dans ses grands principes et ses préconisations. Il est une directive territoriale d'aménagement. Il est, quelque part, notre loi que nous nous sommes donnée, nous avons même changé la loi votée au Parlement pour pouvoir, justement, qu'il soit adapté à notre politique locale. Donc, il s'impose maintenant à tous, quelle que soit la bataille à laquelle on ait pu se livrer au moment de son élaboration, c'est-à-dire « pour » ou « contre ».

Voilà, nous vous remercions, M. le Président, de prendre en compte toutes ces réflexions.

Le Président TALAMONI

Merci. Oui, Jean-Martin MONDOLONI.

M. Jean-Martin MONDOLONI

Merci. C'est une intervention à deux voix avec mon collègue Xavier LACOMBE.

Très rapidement, la précipitation de ce rapport nous a été expliquée hier, parce qu'elle fait suite à une manifestation populaire initiée, du reste, par les forces politiques dont on peut regretter qu'elles ne siègent plus sur les bancs de l'Assemblée et qui a conduit un certain nombre de professionnels, d'élus, à prendre position sur ce sujet.

Au nom de la sensibilité que je représente, je me suis rendu sur place et j'ai été un peu irrité hier d'une observation consistant à distiller l'idée selon laquelle j'aurais tenu des propos qui, trois semaines plus tard, auraient évolué. Ils n'ont évolué ni sur le fond, ni sur la forme, ni au plan des principes.

Au nom de la sensibilité que je représente, nous considérons que le projet de Lucciana est un contre sens économique, social et sociétal. Economique parce qu'il est à rebours de tout ce qui se passe ailleurs, social puisqu'on va vers des opérations blanches. Lorsque vous créez cent cinquante emplois et que, au nord du dit projet, on prévoit de détruire tout autant d'emplois et plus encore au sud, et sociétale parce que ce modèle de développement et d'urbanisation commerciale excessive contrevient à l'idée que l'on se fait, les uns, les autres, du développement commercial. Est-ce à dire qu'il faut charger ce type de développement et qu'il est responsable de tous les péchés du monde ?

Attention, et c'était très bien dit d'ailleurs du reste, par un professionnel, à l'occasion de cette réunion, les problématiques de centre ville ne peuvent pas être exclusivement dues au développement de ce type d'infrastructures. On sait très bien le poids du e-commerce dans ce type de difficultés. Donc, notre positionnement politique sur ce sujet reste clair. Pour autant, et ce que j'ai dit en commission, il faut comprendre que nous sommes sur un rapport qui fait une référence sinon ostentatoire, et c'est évidemment le choix de l'Exécutif que de le rappeler, au PADDUC.

Donc, vous savez que nous ne sommes pas des adversaires invétérés, mais que nous ne sommes pas non plus des aficionados. Donc, c'est ce qui nous gênait là-dessus et nous souhaitons, nous souhaitons, et nous continuons à souhaiter, trouver une unanimité sur ce sujet, pour autant que ce soit possible, afin de délivrer un message de portée politique.

Donc, de quoi s'agit-il ? Est-ce qu'on autorise l'Exécutif à produire un document cadre, en vertu des principes que nous avons en partage ? Oui. Est-ce qu'on respecte, pour autant, ce qui existe déjà, dans les communes, dans les intercommunalités ? C'est oui. Est-ce que, pour autant, dans des références exclusives ou assez souvent répétées au PADDUC, on doit aller vers un document confiscatoire ? Là, on est un peu gênés. C'est la raison pour laquelle nous déposerons des amendements dont nous souhaitons qu'ils soient acceptés de façon à ce qu'on puisse se rejoindre, à la fin de ce débat.

Enfin, et pour conclure sur une note d'humour, au moment où nous débattons de pratiques commerciales qui nous dépassent, je ne résiste pas au plaisir de vous indiquer que dans le distributeur de bonbons chocolatés ou de cacahuètes chocolatées, une édition spéciale bleu, blanc, rouge est à votre disposition de l'autre côté de cette enceinte.

Voilà, je vous remercie, si la France ne vient pas à vous...

Le Président TALAMONI

Merci, pour ce renseignement extrêmement utile. Il y a deux interventions, 5 minutes chacun, aucun problème. Donc, Mme BOZZI a la parole. Pardon, il y avait M. LACOMBE qui avait demandé la parole avant.

M. Xavier LACOMBE

Merci, M. le Président.

Très rapidement, donc nous, nous allons vous demander une suspension de séance pour vous proposer au moins un amendement, et je peux déjà dire qu'il concerne la compétence du développement économique des EPCI. Alors, j'ai entendu parler de la Haute-Corse notamment, puisque ce dossier, et nous regrettons encore, vu son importance, qu'il nous soit parvenu aussi tardivement avec une première mouture qui nous a choqués, qui nous paraissait très doctrinaire.

Aujourd'hui, il y a une nouvelle mouture un peu améliorée, un peu plus consensuelle, même si je pense qu'il y a encore des choses à affiner. Donc, je parlerais uniquement de la région ajaccienne et la Commune de Sarrola. Vous savez bien pourquoi, et tout le monde le comprends très bien, moi-même je ne suis pas favorable, je ne partage pas du tout cette stratégie d'urbanisme, d'aménagement et de développement de surfaces commerciales, bien au contraire, et j'en profite pour assurer que dans ma commune qui est limitrophe, il n'y aura aucune enseigne commerciale qui s'installera. Au contraire, je suis totalement, dans ce qui s'inscrit dans ce rapport, pour le développement du petit commerce.

Quant à la grande ville, Ajaccio, qui subit aujourd'hui, on doit le dire, une forme de désertification en terme commercial, sur les petits commerces individuels, il est vrai que cela a son importance mais, au vu du matin où le soir des cartons et des livraisons Amazone et autres... je ne sais quelle société ... je pense que la plus grande part pèse dans ce commerce Internet, pour que tout le monde me comprenne.

Voilà le premier point.

Deuxième point : A travers la lecture de ce rapport, il me semble que l'on rajoute, et je pense qu'il ne le faudrait pas à ce stade, peut-être la

discussion aura lieu dans le document-cadre qui sera élaboré, que l'on rajoute du document stratégique aux différentes échelles du territoire.

En matière d'aide économique, le SRDEII, M. le président de l'ADEC prévoit déjà des obligations de compatibilité des orientations et actions des EPCI. Le PADDUC impose, qu'on soit d'accord ou pas, ou en totalité, la compatibilité avec les PLU et les SCOT, à savoir qu'il n'y a pas de SCOT en Corse, l'ébauche en Balagne qui me semble, d'après mes derniers contacts, vraiment au ralenti et nous sommes loin du compte.

La CAPA aussi, l'initie de manière très prudente, nous n'en sommes qu'aux balbutiements. Donc vous voyez, sur la Corse, un qui démarre et un qui est prêt à démarrer. Donc, nous sommes loin du compte. Donc, il ne faudrait pas que l'on tente d'imposer une compatibilité supplémentaire : urbanisme, aménagement et développement économique parce qu'à force de trop de contraintes, on finit par être trop contraints et nous n'avancons plus.

Donc je voulais, en ce sens, vous interpellier, interpellier le président de l'AUE et surtout, peut-être, de prévoir justement, et d'initier immédiatement, un échange plutôt que de le dénoncer, un échange avec les EPCI de Corse pour inciter... on parle d'ingénierie, de territorialisation des politiques publiques, ça a un coût mais, puisque c'est la volonté de la majorité territoriale, pourquoi dès à présent, ne pas prendre contact et faire de la pédagogie en ce sens ? Cela aurait pu déjà être fait après le vote du PADDUC.

Nous demandons donc une suspension de séance et nous proposerons un amendement. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Je pense qu'on va poursuivre la discussion générale, à moins que vous n'exigiez la suspension à ce stade ?

M. Xavier LACOMBE

Non.

Le Président TALAMONI

Très bien. Mme BOZZI a la parole.

Mme Valérie BOZZI

Merci, M. le Président.

Quelques observations pour rejoindre les propos de Xavier sur ce rapport.

Dans le principe de vouloir réguler l'installation des grandes surfaces démesurée, bien sûr que nous vous rejoignons et nous sommes favorables. Mais le moyen proposé me semble exorbitant et surtout contraire à la répartition des compétences entre cette Assemblée, les communes, les intercommunalités.

Vous voulez finalement rajouter une couche au PADDUC, c'est presque un aveu de son inefficacité, et se substituer aux communes et intercommunalités.

Qu'on aide les communes et intercommunalités à réaliser leur document d'urbanisme, SCOT, PLU et PLUI, j'y suis très, très favorable et je pense que c'est aujourd'hui ce qui manque beaucoup à la Corse. On sait les difficultés financières, Xavier l'a dit, le manque d'ingénierie, souvent, des communes et intercommunalités et là, que nous soyons le rôle pour faciliter la réalisation de ces documents, j'y suis favorable. Mais qu'elle soit co-construite, là je ne vous rejoins pas. Parce que je vais vous dire, ne faites pas aux autres, ce que vous ne voudriez pas que l'on vous fasse. Auriez-vous aimé que l'Etat coconstruise le PADDUC avec l'Assemblée de Corse ? Non. Aimeriez-vous que, parce que la crise des déchets n'ait pas réussie et qu'elle existe encore en Corse, l'Etat se substitue encore à cette Assemblée pour la régler à votre place ? Non plus. Il faut aider les communes et les intercommunalités mais il ne faut pas essayer de se substituer à elles, chacun doit garder ses compétences.

Aujourd'hui, le risque dans le projet que vous nous proposez, c'est celui-ci.

Vous avez expliqué que ce rapport a dû être passé aujourd'hui de manière précipitée au regard du projet de Lucciana, mais la Chambre des territoires, elle aurait dû être consultée sur ce genre de document, elle est là pour ça, et les EPCI également, les intercommunalités. Elles ont leur mot à dire dans ce genre de propositions.

Je regrette cela. Peut-être que ce document peut être reporté, justement pour obtenir cet avis de la Chambre des territoires. Nous proposerons également au moins un amendement.

Le Président TALAMONI

Merci. Pierre GHIONGA avait demandé la parole, il l'a.

Mme Valérie BOZZI

Excusez-moi, Président, j'ai oublié un autre point mais ce sera l'objet d'un amendement parce qu'il y a aussi dans le projet proposé, une grosse problématique. Vous proposez de limiter les investissements de la Collectivité de Corse dans le périurbain, sous prétexte de ne pas favoriser ce genre de zone commerciale. Mais ça reviendrait à vouloir supprimer le projet de rocade sur Ajaccio parce que ça favoriserait effectivement... Alors voilà, je poserai la question et vous m'y répondrez parce que si c'est cela, ça porterait préjudice, évidemment, à la population périurbaine ajaccienne. Merci.

M. Pierre GHIONGA

M. le Président, Chers collègues, très rapide.

Philosophiquement opposé aux centres commerciaux périurbains, je ne peux que me réjouir de la tentative de régulation, mais je suis très circonspect sur les 2 propositions (la 3^{ème} et la 4^{ème}) parce qu'à mon avis, la 3^{ème} va renforcer les monopoles existants puisque pendant dix ans, il n'y aura pas de concurrence possible. Donc, ça va renforcer les monopoles existants de fait. Et le 4^{ème} point, justement je rebondis sur ce que dit Valérie, on ne fera plus d'équipements. Qu'est-ce qu'il en sera de la rocade d'Ajaccio et d'Ile-Rousse ? Jean, je suis d'accord avec toi, mais précisez-le parce que la formulation, à mon avis, n'est pas claire.

Donc, l'amendement qu'on fait, c'est la suppression de la proposition n°3 ou n°4, ou sa réécriture. Ah, bon ? Pardon, excusez-moi.

Je finis par une note d'humour : le dimanche, je vois plus de Corses à l'Atrium qu'au lac de Melo.

Le Président TALAMONI

Merci. Rosa PROSPERI.

Mme Rosa PROSPERI

Ce dossier, ou ce rapport, dont on nous explique qu'il a été présenté dans la précipitation, en ce qui me concerne c'est une précipitation de 30 ans. On peut considérer qu'on se précipite lentement du côté des nationalistes.

Ce rapport donc, sur certains points, fait l'unanimité. Il fait l'unanimité manifestement sur le constat et pourtant, on ne va pas au bout du constat. Si tout le monde... et je n'ai pas indiqué que Jean-Martin MONDOLONI avait changé d'avis depuis la réunion de Lucciana, et je le répète. En revanche, nous n'avons pas changé d'avis non plus, depuis la réunion de Lucciana. Ce n'est pas la réunion de Lucciana et l'imminence de ce projet qui est uniquement à l'origine du rapport présenté.

Je rappelais à l'occasion de cette réunion, Jean BIANCUCCI est allé plus loin que moi ou plutôt plus avant moi, je rappelais que, dès 1992, cette problématique figurait dans le programme territorial de « Corsica nazione ». C'est ce que j'appelais tout à l'heure la précipitation lente.

Donc, ce dossier fait l'unanimité en ce que chacun s'accorde à dire quels sont les dangers et les problématiques de ce modèle. Mais précisément, il s'agit d'autre chose que d'un dossier d'urbanisme commercial. Il s'agit d'un dossier qui est fondé, ancré sur un choix de société. C'est un modèle, pas seulement économique mais sociétal et il faut se positionner de façon sans doute un peu péremptoire (tout à l'heure, M. LACOMBE a parlé d'orthodoxie, je ne sais plus, en parlant de la première mouture du rapport). Le positionnement ne peut être qu'en quelque sorte radical : « pour » ou « contre » ce type de modèle. C'est en tous les cas, ce que je soutiens.

Nous savons tous que ces grandes structures sont directement importées du modèle américain des années 50. Ce modèle américain a été basé sur une transformation de la société dans l'après-guerre, avec une dissociation croissante et presque totale dans les pratiques sociales. On assistait à ce moment-là, à une dissociation entre l'espace domestique, l'espace professionnel et l'espace des achats. Cela, c'est tout simplement le contraire de nos valeurs,

de notre culture et de notre mode de vie. Nous, nous souhaitons que ces valeurs, cette culture et ce mode de vie perdurent.

Ce modèle a créé aussi, on l'a dit, un paysage urbain ou périurbain, un tantinet sinistre, qui ressemble notamment à certaines banlieues de grandes villes françaises. Il a participé, même si ce n'est sans doute pas le seul facteur, et je rejoins là aussi Jean-Martin, à la ruine ou, en tous les cas, aux difficultés que connaissent les centres villes et le commerce de proximité. C'est pour toutes ces raisons-là, parce qu'il est indispensable de respecter nos valeurs, notre culture et notre mode de vie, que le mouvement national s'est, depuis plus de trente ans, intéressé à cette question.

J'ajoute, pour finir de répondre à l'argument de la précipitation, que lors de la réunion de Lucciana, il ne s'est jamais agi, en ce qui nous concernait, de ne réagir qu'à ce projet-là, tout simplement parce que lors de cette réunion, on a annoncé, en les localisant géographiquement, trois autres projets.

Plus qu'un dossier d'aménagement commercial, c'est un dossier de société et je vous rappelle que dans les années 70, certains rapports, notamment de la DATAR, avaient décidé de faire de la Corse une simple zone de consommation ou plutôt de chalandise, pour employer le vocabulaire dédié à la grande distribution.

Pourtant, ces modèles reculent partout, en tous les cas sur le territoire français. Les modes de consommation ont changé, la composition de la société a changé. Aujourd'hui, on n'a plus de familles nombreuses mais beaucoup plus de personnes qui vivent seules, de familles monoparentales, d'une population vieillissante qui n'a plus les mêmes réflexes de consommation, des consommateurs qui veulent donner plus de sens à leur consommation. Ce modèle recule partout. Pour une fois, le retard que la Corse connaît dans certains progrès, ou qualifiés de tels, aurait pu être bénéfique. Nous aurions pu profiter de la disparition, ou en tous les cas des difficultés rencontrées par ce modèle, pour ne pas commencer à rentrer dans un système dont tout le monde essaie de sortir. Et pourtant, et ce sont les propos de M. MACRON, alors ministre de l'Economie, à l'occasion des débats parlementaires qui ont abouti à la loi dite « MACRON », il disait : « les zones de surconcentration sont connues. Elles se trouvent surtout en région parisienne et en Corse. Elles aboutissent à des pratiques de prix et de marge injustifiées ». Région parisienne et Corse, modèle américain et Corse. Qu'est qui nous rassemble ?

Aujourd'hui, il faut trouver des solutions. Moi, je peux vous dire que pour notre groupe, la solution c'est la demande d'adaptation législative qui aboutirait à une compétence exclusive de la Collectivité de Corse en ce domaine, disons-le tout net parce qu'il faut dire les choses.

Sur le fondement du PADDUC, parce que ce sont nos règles, parce que nous avons défini des axes et parce que c'est aussi des axes qui peuvent permettre de déterminer des critères d'analyse, des demandes d'autorisation, qui pourraient fonder une demande de compétence exclusive.

On nous a expliqué que le PADDUC était une mesure infra législative, qu'il ne pouvait pas tout régler, qu'il ne devait pas tout régler. Je rappelle, ce sont les termes de la délibération de 2012 votée à l'unanimité par l'Assemblée de Corse, qui approuvait le modèle de développement tel qu'exposé dans le rapport et dont les principales caractéristiques sont notamment, je cite : « de ne pas compromettre les ressources naturelles du territoire et être respectueux de grands équilibres humains comme territoriaux. En ce sens, le modèle à promouvoir proposera une alternative durable au modèle productiviste largement utilisé durant les dernières décennies ». Voilà ce que dit le PADDUC. Le PADDUC dit ce que, sur les bancs de cette Assemblée, on a dit partout, lors de la discussion qui vient de se dérouler. Cette délibération approuvait également 13 grandes orientations dont, je n'en citerai qu'une : « réinventer une réelle mixité d'usage des espaces urbanisés ». C'est précisément, aussi, ce que tout le monde a dit.

Mais que le PADDUC soit infra ou supra législatif importe peu. La loi du 4 août 2008, celle qui traite de l'aménagement commercial, celle qui est dans le code, précise dans son article L 750-1 : « les implantations, extensions, transferts d'activités existantes et changement de secteur d'activités, d'entreprises commerciales et artisanales, doivent répondre aux exigences d'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme. Ils doivent en particulier contribuer au maintien des activités dans les zones rurales et de montagne, ainsi qu'au rééquilibrage des agglomérations par le développement des activités en centre-ville et dans les zones de dynamisation urbaines ».

Eh bien, le PADDUC, infra ou supra législatif, est en parfaite cohérence avec la loi qui précise les critères de l'aménagement commercial, lesquels critères ne sont appliqués souvent, ni par les

commissions départementales actuelles, ni par la commission nationale qui est la voie de recours aux décisions des commissions départementales.

On peut essayer d'être plus royalistes que le roi. On a une unanimité sur le modèle de développement, on a une unanimité sur ce que l'on veut en matière de paysage, en matière de mixité, en matière de rééquilibrage, on a des dispositions légales qui, sur ce sujet, sont en parfaite conformité avec le PADDUC et avec la délibération de 2012 votée par l'Assemblée. Je ne vois pas où une polémique peut exister ou naître.

Faisons en sorte de réunir tous ces critères et que la Collectivité de Corse, parce elle est cohérente avec ses valeurs, avec son mode de vie, avec sa culture et qu'elle est, de surcroît sur ce sujet-là, en cohérence totale avec la loi, ce que ne sont pas les organismes dont on demande la modification, faisons en sorte que la Collectivité de Corse mette en synergie tout cela et demande cette compétence exclusive qui nous permettrait de créer ou de maintenir un modèle de développement social sur lequel, je le répète et je m'en félicite, tout le monde a donné une approbation absolue.

Le Président TALAMONI

Merci.

Mme Muriel FAGNI

M. le Président, je peux...

Le Président TALAMONI

C'est très important, mais là, je pense que votre groupe a épuisé son temps de parole. Vous pouvez dire quelque chose pendant 30 secondes, mais pas plus.

Mme Muriel FAGNI

Merci, M. le Président.

En écoutant les débats, m'est revenu à l'esprit un ouvrage de Marceddu Jureczech qui s'appelait « Caotidianu » et qui décrit vraiment, d'ailleurs je crois qu'il est originaire de Peri ou de Cuttuli, qui décrit exactement ce qui se passe aujourd'hui sur la plaine de Sarrola. Simplement, cet ouvrage qui est écrit c'est un essai bilingue, je conseille à toute personne de le lire. C'était vraiment un visionnaire puisque je crois que ce livre, il l'a écrit il y a plus de vingt ans. Tout simplement, en 30 secondes, M. le Président.

Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Un peu de littérature dans ce monde de brutes !

Mme PEDINIELLI a demandé la parole, mais votre groupe a épuisé également son temps de parole. Donc, 30 secondes également. Ah ! Vous, vous ne l'avez pas épuisé, j'en suis vraiment désolé à cette heure-ci... mais vous ne l'avez pas épuisé.

M. François ORLANDI

Est-ce qu'il est encore disponible, M. le Président, ce temps de parole ? Dans la mesure où on ne l'a pas épuisé ou on est hors délai ?

Le Président TALAMONI

Je me demande s'il n'y a pas une prescription !
Mme PEDINIELLI, 30 secondes.

Mme Chantal PEDINIELLI

Je vous remercie.

Juste pour évoquer, M. le Président, une information qui a été diffusée le 24 avril sur Via Stella qui a mis en avant une décision de justice du tribunal de Bastia, en date du 5 avril 2018, concernant le prochain établissement qui devrait ouvrir à Sarrola et qui dit que cet établissement ne disposerait pas d'autorisation commerciale. Vu

l'inquiétude des petits commerçants de la ville, je voudrais savoir si vous avez des informations parce que ça me semble bizarre. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

L'Exécutif aura quelques mots de réponse. François ORLANDI a la parole.

M. François ORLANDI

Merci, M. le Président. Rassurez moi, votre observation n'avait pas pour but de dire qu'éventuellement, vous auriez pu nous interdire de prendre la parole ?

Le Président TALAMONI

Je ne l'ai d'ailleurs jamais fait. Je ne suis pas un dictateur !

M. François ORLANDI

Je ne l'ai pas pensé !

Tout simplement, pour vous dire que dans les échanges qui se sont tenus, notre groupe avait fait part notamment d'une observation sur le caractère systématique qui était initialement prévu et sur lequel, la nouvelle proposition, notamment l'article 4, était revenue.

Je me pose une question. D'abord, en effet, nous partageons tous cette volonté de voir un système qui est éculé et qui n'est plus en vigueur à peu près partout : *fleurir et prospérer ici*. Nous y sommes, nous aussi, tout à fait opposés pour toutes les raisons qui ont été évoquées et qui ont été bien énoncées.

La Chambre des territoires a été installée et vous savez qu'on a, en effet, sur la Chambre des territoires, une attente et des résultats qui pourront être interprétés de manière différente selon l'audience, le poids qu'on voudra bien lui donner ou la simple figuration dans laquelle on pourrait la confiner.

Je ne sais pas s'il y a une urgence absolue au point que cette décision à laquelle tout le monde adhère et si on a attendu trente ans, je ne vais pas reprendre une phrase célèbre, on pourrait peut-être attendre encore quelques semaines pour nous prononcer définitivement, avec l'avis

d'un organe, d'une instance qui, à mon avis, a toute sa place dans ce genre de débat.

Le fond du débat, je pense qu'il est tranché. Pour notre groupe, nous adhérons totalement à la nouvelle formulation qui a été proposée même si, comme on l'a précisé, le PADDUC allant de soi, il est applicable mais quelquefois, quand ça va de soi, il vaut mieux le rappeler et le marteler. En effet, l'opportunité de la saisine de la Chambre des territoires, ça serait à la fois un moyen de considérer l'avis des acteurs du territoire qui sont véritablement au plus près, ça serait également le moyen de ne pas circonscrire le débat à 1, 2 ou 3 projets dont certains peuvent avoir le sentiment qu'ils sont dans le collimateur ou dans le propulseur. Je ne suis pas sûr, sauf si on démontre le contraire, que l'urgence soit absolue au point de ne pas attendre une prochaine session et un avis de la Chambre des territoires. Merci.

Le Président TALAMONI

Merci, cher collègue.

La liste des orateurs inscrits est épuisée. Est-ce que vous avez mis à profit ce temps pour rédiger votre amendement ? Non. Vous avez écouté les débats, vous avez raison. Il aurait été peut-être bon que l'on ait connaissance, avant que l'Exécutif ne réponde, de l'amendement.

Oui, vous avez la parole, M. le Président du Conseil exécutif.

Le Président SIMEONI

Sous votre contrôle, le Conseil exécutif présente le rapport, un débat, une réponse de l'Exécutif qui peut conduire éventuellement à retirer ou à modifier l'amendement et ensuite, on s'explique les uns et les autres sur notre position par rapport à l'amendement.

Le Président TALAMONI

L'amendement pouvait être présenté dans le cadre de cette discussion. Maintenant, si vous souhaitez intervenir avant...

Le Président SIMEONI

C'est la réponse de l'Exécutif, je peux la faire en quelques mots.

Le Président TALAMONI

Je pense que vous avez déjà convaincu une majorité des membres du jury. Donc, vous pouvez être synthétique. Je vous donne la parole, M. le Président du Conseil exécutif.

Le Président SIMEONI

Je vais essayer d'être très synthétique.

Premier point et vous l'avez souligné, M. le Président de l'Assemblée de Corse, qu'il semble qu'il y ait un accord de principe pour dire que la situation actuelle n'est pas tenable, n'est pas admissible et qu'elle est même dangereuse.

Deuxième point, est-ce que le système actuel est satisfaisant ? C'est-à-dire, est-ce que les dispositifs, qui ont été prévus par le législateur pour encadrer et pour réguler la délivrance d'autorisations pour des grandes surfaces, sont satisfaisants ? A l'évidence, la réponse est non.

Je voudrais vous dire que c'est une réponse que nous formulons de façon forte et, semble-t-il, unanime dans cette Assemblée, soutenue y compris par des forces politiques qui n'y sont pas représentées. Mais c'est un débat qui est porté aussi, actuellement même, devant le Parlement français puisqu'il y a notamment une discussion sur une PPL (projet de proposition de loi) qui est en cours de rédaction et qui pointe le constat d'un dysfonctionnement grave.

Je vous en dis quelques mots, j'ai le rapport sous les yeux : « les statistiques les plus récentes ont permis de constater que 82 % des demandes formulées devant les CDAC ont fait l'objet d'une autorisation ou d'un avis favorable ». Premier point. Donc, on est encore au-dessus des anciennes statistiques puisque dans le rapport, on pointait 75 % et ça a encore augmenté.

Les parlementaires qui rédigent ce rapport soulignent, premièrement, la responsabilité du législateur ; deuxièmement, la responsabilité des élus locaux qui sont souvent sous la proximité des porteurs de projets ; troisièmement, le rôle du juge administratif qui semble, au regard de sa jurisprudence, avoir institué un postulat selon lequel l'autorisation des projets est le principe, est le refus, une exception tout à fait marginale.

Autrement dit, aujourd'hui, quand il y a une décision de la CDAC qui est déferée, quand c'est une décision de rejet de façon quasi systématique, eh bien le juge annule et autorise la grande surface.

En sens inverse, lorsque c'est une décision de refus et qu'elle est déferée par le porteur de projets, une fois sur deux, le juge administratif donne raison au porteur de projets.

On arrive donc aujourd'hui à une situation totalement intenable. Le constat, il est fait ici et il est fait partout.

Troisième point, et je me rapproche pour essayer de répondre notamment à François ORLANDI et à d'autres : est-ce que nous arrivons ici avec une position doctrinaire ? Non. Nous avons une position politique qui est ancienne, ça a été rappelé, et qui n'a jamais varié. D'autres aussi l'ont eue.

Est-ce que nous arrivons avec une solution toute faite ? Non plus. Ce rapport, je vous demande de bien le lire dans sa version définitive. C'est un point de départ qui propose d'associer à la réflexion, l'ensemble des acteurs et notamment la Chambre des territoires. C'est très important que de le dire, mais directement dans le contenu.

Quatrième point, est-ce qu'on peut se contenter d'une réflexion uniquement sur l'urbanisme commercial ? A l'évidence non. Pourquoi ? Lors de la dernière session, on a présenté un dispositif de sauvegarde du centre-ville. On vient d'avoir la validation par le Gouvernement des candidatures de Bastia et d'Ajaccio pour les cœurs de villes. Si vous n'articulez pas les dispositifs économiques fiscaux en faveur des cœurs de villes avec les dispositifs que vous allez mettre pour réguler les grandes surfaces, vous allez avoir un jeu à somme nulle. Vous allez mettre de l'argent ou des moyens pour sauver les cœurs de villes et ce que vous allez faire de la main gauche, vous allez le défaire de la main droite. Donc, il faut une réflexion globale y compris sur la fiscalité.

Et là, on revient sur notre question d'un statut fiscal. Quelle fiscalité particulière, par exemple, pour les villes, certains quartiers défavorisés, les cœurs de villes ? Quelle fiscalité pour l'intérieur et la montagne ? Parce qu'ici, on a un particularisme, c'est que ces grandes surfaces vampirisent non seulement les cœurs de villes, mais aussi les petits commerces des villages.

Je lisais tout à l'heure, la taxe sur les surfaces commerciales, la taxe COM. Aujourd'hui, il y a la place pour la majorer, particulièrement en Corse, lorsqu'on sait les bénéfices qui sont faits par la grande distribution. Et puis il y a aussi la composition de la future commission territoriale.

Notre problématique, elle se retrouve partout mais, ici, elle est encore plus grave. Souvent, les espaces qui sont concernés, on le sait, ce sont des espaces agricoles. Aujourd'hui, les institutions, les chambres d'agriculture ne sont pas représentées. Les maires des communes limitrophes ne sont pas associés, ça a été rappelé tout à l'heure. Donc, à l'évidence, on a un système qu'il faut faire évoluer.

Ce qui s'est passé à Lucciana ou ailleurs, nous, on n'a pas d'animosité particulière envers les opérateurs X, Y ou Z. Nous, on est dans une logique politique.

Je rappelle à cet égard que nous sommes cohérents. Depuis que j'ai été élu et en situation de responsabilités, lorsque j'ai été maire à Bastia, lorsque j'ai été vice-président de la Communauté d'agglomération de Bastia, et lorsque j'ai été consulté comme président de Conseil exécutif, eh bien pour toutes les consultations, et notamment celle qui est visée, en décembre 2017 pour le drive, j'ai émis un avis négatif.

Sur la question des investissements routiers, elle a été retirée. Par contre, ce qu'on a constaté, vous le savez mieux que nous encore, ceux qui vivent à Ajaccio, c'est qu'on se retrouve dans des situations où il y a un cumul d'aberrations avec des autorisations qui sont implantées, y compris alors qu'il n'y a pas de desserte, y compris alors qu'on va encourager des flux de voitures qu'on n'a pas les moyens de gérer, etc.

Donc nous, qu'est-ce qu'on dit ? On dit qu'il faut remettre de l'ordre là-dedans et on donne un signal fort de départ. On sécurise la démarche. On ne dit pas « on prend des positions automatiques » qui risqueraient d'être illégales. Par contre, on dit clairement que nous, à ce stade-là, on souhaite mettre le pied sur le frein et dire qu'en attendant, eh bien, on ne va pas continuer comme ça. On engage une vaste consultation dans laquelle on réaffirme un certain nombre de principes dans lesquels on dit qu'il faut réfléchir à une demande d'adaptation législative et réglementaire, la plus large possible.

Dans ce cadre-là, et je réponds à Valérie BOZZI, il ne s'agit pas de se substituer aux intercommunalités, écoutez bien, nous vous demandons « d'approuver la réalisation d'un document cadre pour l'aménagement commercial, d'aller vers une territorialisation de la commission, de réfléchir à sa composition ».

Deuxièmement, « d'aider les établissements publics de coopération intercommunale à faire des choix en matière de », et on décline. Tout cela, on le fait dans le cadre d'un document qui est quand même un document cadre, mais il n'y a pas de volonté hégémonique du PADDUC. Ici, on n'a pas de SCOT. Le rôle qui est donné en France continentale aux SCOT, on dit chez nous, c'est le PADDUC qui est un document d'aménagement stratégique et on dit enfin, qu'on doit avoir une réflexion qui soit une réflexion à l'échelle territoriale d'abord, et à l'échelle infra territoriale. Exemple précis : une grande surface comme Lucciana (pour prendre l'exemple, un projet de grande surface), on ne peut pas considérer qu'il n'intéresse que la commune de Lucciana. Ça a été dit tout à l'heure et Jean-Martin MONDOLONI, lorsqu'il y est allé, il est allé dire que ça a un impact au nord et ça a un impact aussi vers le sud, vers la Casinca.

Donc, à un moment donné, il faut avoir des documents d'aménagement qui soient à l'échelle d'un territoire pertinent. C'est ce qu'on propose de construire, là.

Je crois vraiment que c'est un signal à la fois politique, ferme, une démarche qui est ouverte, qui est raisonnable, qui ne fige pas les choses, qui ouvre un certain nombre de pistes, et on avance le plus rapidement et de la façon la plus cohérente.

Le Président TALAMONI

Merci.

Nous allons donc suspendre cinq minutes. Le problème, c'est que nous avons encore un ordre du jour qui est très important, qu'un certain nombre de nos collègues doivent aller très loin ce soir. Je pense que cinq minutes devraient suffire. Si le travail avait été fait en commission, une fois de plus...

M. Xavier LACOMBE

M. le Président, il y a eu un premier rapport qui a été soumis avant la commission et un autre rapport entre temps. Donc, les amendements prévus sont tombés...

Le Président TALAMONI

Oui, oui, mais ce que je vous dis ne concerne pas que votre groupe, ça concerne l'ensemble du dispositif y compris le Conseil exécutif.

M. Xavier LACOMBE

Je vous donne l'explication. Nous avons prévu des amendements qui sont tombés au vu du deuxième rapport. Donc aujourd'hui, on réajuste le tir.

Le Président TALAMONI

Ce que je suis en train de vous dire, c'est que notre système de travail n'est pas satisfaisant.

M. Xavier LACOMBE

On ne demande qu'à l'améliorer.

La séance est suspendue à 17 h 45. Elle reprend à 18 h 10.

Le Président TALAMONI

La séance est reprise. Si vous voulez bien regagner vos places. Notre collègue Xavier LACOMBE va nous présenter...

M. Xavier LACOMBE

Président, j'attends qu'il vous soit distribué. Il y a juste une petite rédaction.

Le Président TALAMONI

Comment une rédaction ? Il n'est pas rédigé ?

M. Xavier LACOMBE

Il n'est pas distribué. C'est en cours, dans quelques minutes.

Le Président TALAMONI

Dans un cas comme celui-là, on le fait oralement parce que si maintenant on va commencer à distribuer, ò ghjente ne simu...

M. Xavier LACOMBE.

Je le présente oralement.

Le Président TALAMONI

C'est comme ça qu'on fait normalement. Il ne devrait pas y avoir d'amendements en séance mais quand il y en a, on les présente oralement.

Vous avez la parole, cher collègue, et ensuite il y a des amendements du groupe « Corsica libera ».

M. Xavier LACOMBE.

Peut-être, commencer par ces amendements-là ?

Le Président TALAMONI

Vous préférez que nous commençons par les amendements de « Corsica libera » ? Bien. Rosa PROSPERI a la parole. Rosa à la parole pour présenter les amendements de son groupe.

Mme Rosa PROSPERI

L'argumentaire, l'économie des amendements a été déjà évoquée lors de mon intervention. Donc, deux amendements.

Le premier amendement concerne le point 2-2 du rapport. Il est indiqué : point 2-2 : « renforcer le principe d'une vision territoriale de

l'aménagement du territoire ». Le 2^{ème} item indique dans son titre : « analyser les demandes d'autorisation à travers le PADDUC ». Je propose qu'on substitue aux termes « à travers le PADDUC » « en cohérence avec le PADDUC », ce qui donnerait : « analyser les demandes d'autorisation en cohérence avec le PADDUC ».

Deuxième amendement : il s'agit tant dans le corps du rapport, d'ajouter après les mots : « lorsque celles-ci contreviennent au principe du PADDUC » la phrase : « et au modèle de développement adopté à l'unanimité par l'Assemblée de Corse le 26 juillet 2012 ». Donc, on va trouver cette modification à 2 endroits. Dans le rapport, je le rappelle, au point 2-4 et dans la délibération, c'est l'article 3. Donc, l'article 3 « réaffirme solennellement son opposition aux demandes de création de nouvelles grandes surfaces lorsque celles-ci contreviennent au principe du PADDUC et au modèle de développement voté à l'unanimité par l'Assemblée de Corse en 2012 ».

Le Président TALAMONI

Parfait.

Sur cet amendement n° 1, l'avis de l'Exécutif ? Favorable. Parfait ! Est-ce qu'il y a une intervention « contre » ? Il n'y en a pas. Je mets aux voix l'amendement n°1 du groupe « Corsica libera ».

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité.

S'agissant de l'amendement n° 2 ? Quelle est la position de l'Exécutif ? Favorable. Pas d'interventions « contre » ? Vous voulez intervenir ? Vous avez la parole.

M. Jean-Martin MONDOLONI

Ce n'est pas forcément une intervention « contre », mais on fait référence à un document qui a été adopté à l'unanimité le 26 juillet 2012. Pour ceux qui ne siégeaient pas là, en 2012, qui n'ont pas forcément la mémoire collective de cette maison, c'est un peu précipité. Mais sur la base de la confiance qui anime nos rapports permanents, on va voter « pour ».

Le Président TALAMONI

La confiance est une chose importante, confiance que nous devons nous témoigner réciproquement pour avancer.

Nous allons mettre cet amendement aux voix.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité.

Les amendements de notre collègue Xavier LACOMBE. Vous avez la parole.

M. Xavier LACOMBE

Merci, M. le Président.

Il concerne l'article 4 : « confie à l'Agence d'aménagement durable et de l'énergie, en concertation avec les agences et offices concernés et particulièrement l'ADEC et l'ODARC, la co-construction de ce document-cadre pour l'aménagement commercial en y associant... » et il faudrait rajouter à ce niveau-là : « dans le respect des travaux existants » (je fais référence à la charte d'aménagement commercial de la CAPA) et poursuivre : « l'ensemble des acteurs concernés, notamment les intercommunalités... », ainsi de suite.

Le Président TALAMONI

Très bien. J'interroge l'Exécutif sur l'amendement proposé par notre collègue Xavier LACOMBE ? Favorable.

M. Xavier LACOMBE

M. le Président, tout simplement, cette charte d'aménagement commercial (précision), qui figure dans le rapport, avait été votée et réalisée entre 2014 et 2016 et votée unanimement au conseil communautaire au mois de juillet 2016.

Le Président TALAMONI

Je mets aux voix cet amendement qui bénéficie du soutien du Conseil exécutif.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Nous allons donc mettre aux voix le rapport ainsi amendé.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport ainsi amendé est ADOPTE à l'unanimité.

Je vous remercie. C'est une chose importante que nous venons de faire ensemble. Le vote a été effectué à l'unanimité. La discussion est terminée.

**RAPPORTS DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
RAPORTI DI U PRESIDENTE DI L'ASSEMBLEA DI CORSICA**

Rapport n° 2018/E4/148 : Habilitation du président de l'Assemblée de Corse et du président du Conseil exécutif à cosigner la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale

Nous passons au rapport que je présente qui concerne l'habilitation du président de l'Assemblée de Corse et du président du Conseil Exécutif à cosigner la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale.

C'est un sujet important. Malgré les luttes, les évolutions, l'affirmation des principes, y compris dans cette Assemblée, le préambule de la constitution de 46, l'article 1^{er} de la Constitution de 58, etc., le chemin de l'égalité entre les femmes et les hommes est inachevé, comme vous le savez.

La signature de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, annexée à ce rapport, traduit un engagement qui est un engagement ancien de l'Assemblée de Corse, avant l'accession aux responsabilités de notre majorité.

Cette charte européenne a été établie par le Conseil des communes et des régions d'Europe (CCRE). Elle rassemble les propositions de centaines de représentants locaux et régionaux européens. Cette Charte a été lancée en 2006 et correspond à l'«Engagement stratégique 2016-2019» de la commission européenne qui fixe les objectifs de l'Union européenne en la matière.

Les raisons de signer cette charte :

La première raison : la situation de l'égalité entre les femmes et les hommes en Corse est comparable à celle du reste de l'Europe. Beaucoup reste à faire, notamment s'agissant des différences de salaires qui s'établissent en moyenne à moins 14 % en défaveur des femmes, selon les calculs de l'INSEE.

Deuxième raison : l'engagement constant de l'Assemblée de Corse, j'y faisais allusion il y a quelques instants. Donc, je ne vais pas vous faire la liste des délibérations et des manifestations d'intérêt de notre Collectivité, de notre Assemblée en particulier, s'agissant de l'égalité femmes/hommes mais

vous avez un certain nombre d'éléments dans mon rapport auquel je vous demande respectueusement de vous reporter.

Troisième raison : la volonté de mener des actions concrètes. La signature de la Charte incitera la Collectivité de Corse à élaborer un plan d'action dans un délai maximum de deux ans. C'est effectivement une perspective importante.

Quatrième raison : l'opportunité de bénéficier d'une visibilité internationale. La signature de la Charte intégrera de fait la Collectivité de Corse dans un réseau européen de collectivités ;

Voilà les quatre bonnes raisons pour signer la charte.

Le contenu de la charte :

Je précise que cette charte n'est pas contraignante. C'est un engagement et un encouragement à mettre en œuvre des politiques et des actions.

La charte, vous l'avez devant les yeux. Je vous demande de vous reporter à mon rapport pour celles et ceux d'entre vous qui ne connaissent pas la charte.

La Charte reconnaît six principes fondamentaux qui se déclinent selon neuf axes.

Les principes fondamentaux :

1. L'égalité des femmes et des hommes constitue un droit fondamental.
2. Afin d'assurer l'égalité des femmes et des hommes, les discriminations multiples et les obstacles doivent être pris en compte.
3. La participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision est un préalable de la société démocratique.
4. L'élimination des stéréotypes sexués est indispensable pour l'instauration de l'égalité des femmes et des hommes.
5. Intégrer la dimension du genre dans toutes les activités des collectivités locales et régionales est nécessaire pour faire avancer l'égalité des femmes et des hommes.
6. Des plans d'actions et des programmes adéquatement financés sont des outils nécessaires.

Neuf axes.

1. La responsabilité démocratique.
2. Le rôle politique.
3. Le cadre général pour l'égalité.
4. Le rôle employeur.
5. La fourniture de biens et de services.
6. Le rôle de prestataire de service.
7. Le planning et développement durable.
8. Le rôle de régulation.
9. Jumelage et coopération.

La signature de la charte et ses conséquences.

La signature aura pour conséquences :

- 1/ L'élaboration d'un plan d'action.
- 2/ De lancer de larges consultations.
- 3/ De faire la promotion de la charte et la communication sur les engagements de la charte, en organisant notamment des événements.
- 4/ De répondre aux indicateurs de suivi du respect des engagements de la charte mis en place par l'observatoire

Je conclurai en vous disant que la signature de la charte n'est pas qu'un geste symbolique. Elle n'est pas non plus un simple engagement moral. Elle constitue un moment fort de la vie démocratique de notre île. Elle marque la volonté des élus et de l'institution, qui représentent l'ensemble des Corses, d'inscrire durablement l'égalité entre les femmes et les hommes dans leurs choix politiques et dans la société.

Voilà ce sur quoi je vous demande de délibérer.

Mme GUIDICELLI, pour l'Exécutif, va également intervenir au soutien de cette démarche.

La parole est à Lauda.

Mme Lauda GUIDICELLI

Merci, M. le Président.

Déjà hier, ma collègue Vanina BORROMEI qui me remplaçait, a évoqué ce rapport avec la signature de cette charte. C'est vrai que nous souhaitons mettre une politique ambitieuse en matière d'égalité femmes/hommes et d'ailleurs, le Président de l'Exécutif a nommé pour la première fois.....

Le Président TALAMONI

S'il vous plaît, il y a un brouhaha. Ce n'est pas normal, s'agissant en plus d'un sujet de cette importance. Lauda a la parole.

Mme Lauda GUIDICELLI

Merci, M. le Président.

Pour reprendre, pour donner justement consistance à cette compétence de l'égalité hommes/femmes, pour la première fois dans notre Assemblée, une conseillère exécutive est nommée à cette délégation. On avait d'ailleurs déjà prévu dans la DGA « modernisation et innovation », qu'il y ait du personnel qui puisse être rattaché à cette délégation.

Cette charte a quand même reçu un large consensus, notamment au niveau des collectivités locales européennes, un peu plus de 1 500. Vous l'avez dit, elle n'est pas contraignante, mais elle est engageante. C'est justement un signe fort pour notre Collectivité de se pencher sur certaines des pistes d'actions qui sont proposées par la charte.

Cette charte énonce des droits, un cadre juridique et politique, les principes, les outils nécessaires à une mise en œuvre concrète, notamment les principes de représentation et de participation équilibrés des femmes et des hommes, la lutte contre les facteurs de discrimination, l'élimination des stéréotypes, ce que vous avez cités tout à l'heure. Cela suppose un engagement important de notre part, nous l'avons annoncé avec le président de l'Exécutif le 8 mars dernier, un travail qui est en cours sur l'égalité salariale.

Cette charte donne une feuille d'actions pour mettre en place cette notion d'égalité salariale.

On est évidemment favorables à cette signature pour avancer en termes d'égalité. Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Merci, Mme la Conseillères exécutive.

Sur ce rapport, la parole est à Paula MOSCA.

Mme Paola MOSCA

Merci.

On pourrait peut-être inscrire dans le rapport que, pour la première fois, une conseillère exécutive est en charge de cette compétence égalité hommes/femmes.

Le Président TALAMONI

Très bien. On va ajouter un considérant pour rappeler ce progrès important, même s'il n'est pas évidemment suffisant, mais en tout cas, il est important. C'est une avancée.

C'est un amendement à ce rapport que je mets aux voix. Y a-t-il d'autres prises de parole sur cette question ? Il n'y en a pas.

Je vais mettre aux voix l'amendement proposé par Mme MOSCA. C'est un amendement sur les considérants. Ajouter un considérant pour faire observer que, pour la première fois, il y a une conseillère exécutive en charge de la question.

Qui est « pour » l'amendement ? Qui est « contre » ?
Qui s'abstient ? Non-participation ?

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Je mets aux voix le rapport.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est ADOPTE à l'unanimité.

Je vous remercie chaleureusement.

Il y a une délibération sur un mandat spécial. C'est un rapport de la présidence de l'Assemblée de Corse.

Rapport n° 2018/E4/156 : Actualisation du mandat spécial accordé à une délégation de conseillers de l'Assemblea di a ghjuventù

Lors de l'Assemblée du 29 mars 2018, votre Assemblée avait délivré un mandat spécial pour permettre à une délégation de conseillers de l'Assemblée des jeunes de se rendre à Bruxelles, dans le cadre d'un déplacement consacré à l'actualité des institutions européennes au cours duquel était prévue une réunion avec M. le député européen Renato SORU (que l'on connaît bien, qui est notre voisin sarde et ancien président de la Sardaigne). De façon à améliorer les modalités de cette réunion, celle-ci a été différée et se déroulera les 4 et 5 juin prochains.

Je vous propose d'actualiser ce mandat, sachant que ce mandat, vous l'avez déjà voté. C'est une actualisation. Je suppose que le Conseil exécutif est d'accord, qu'il n'y a pas d'interventions.

Je mets cette délibération aux voix.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Nous en arrivons aux motions.

MOTIONS / MUZIONE

Le Président TALAMONI

Si vous n'y voyez pas d'inconvénients, les motions sur lesquelles j'interviens, je voudrais qu'elles soient prises non pas en priorité mais chronologiquement, dans les premières, parce que je suis attendu très loin d'ici et en plus, j'ai un rendez-vous demain matin encore, très loin de là où je vais. Ça va me faire peu d'heures à dormir, en fait, puisque je vais à l'autre bout de la Corse, et ensuite je reviens.

Donc..... Nous n'avons pas d'hélicoptère !... Si ça ne vous dérange pas, vous poursuivrez et je vais demander à Hyacinthe VANNI de me remplacer pour la suite des motions.

Je voulais d'abord vous présenter brièvement une motion concernant l'aide financière exceptionnelle au bénéfice de l'ESAT victime d'un incendie criminel, sachant que les fonds ont été, entre-temps depuis le dépôt de cette motion, débloqués par le Conseil exécutif.

Motion n° 2018/E4/024 déposée par M. Jean-Guy TALAMONI, président de l'Assemblée de Corse : Mise en place d'une aide financière exceptionnelle au bénéfice de l'ESAT victime d'un incendie criminel

M. François ORLANDI

M. le Président, si vous permettez, pendant que vous cherchez la motion et pour gagner du temps, je voudrais, sur ces motions, vous livrer la position de notre groupe, si vous m'y autorisez.

Le Président TALAMONI

Je voudrais la présenter d'abord.

M. François ORLANDI

C'est une position de principe mais, libre à vous, vous présidez. C'était une explication de notre position sur les différentes motions, puisque vous ne resterez pas jusqu'au bout des motions. Si vous m'autorisez à vous donner cette explication, je le fais.

Le Président TALAMONI

C'est-à-dire, sur les motions en général ? Avant tout, si vous voulez évoquer cette question, puisque nous en avons parlé lors de la dernière réunion de l'Assemblée de Corse, je voudrais quand même informer l'Assemblée, sur ce point, de l'évolution de nos débats au sein de la Commission permanente, à la suite des propositions de modification de la procédure telle qu'elle a été fixée depuis des dizaines d'années.

Mais la demande de modification qui a été formulée par les groupes de l'opposition, lors de la dernière réunion de l'Assemblée de Corse, a, évidemment, retenu toute notre attention, même si ces difficultés auraient pu être soulevées lorsque vous étiez dans la majorité et non pas dans l'opposition. Cela dit, il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Ce qui a été dit par votre groupe, M. ORLANDI, et par le groupe de Jean-Martin MONDOLONI, c'était que certaines motions particulièrement importantes pourraient faire l'objet, non pas de deux interventions (une « pour », une « contre ») mais de plusieurs interventions.

Oui, j'ai dit et donc je répète que ça n'a jamais été le cas jusqu'ici à l'Assemblée de Corse, depuis qu'elle a été créée, mais c'est peut-être une bonne idée. De le faire systématiquement pour toutes les motions, je pense que ça nous ferait, effectivement, passer beaucoup de temps sur les motions.

En revanche, ce que j'ai proposé à la réunion suivante de la Commission permanente, c'est que la Commission permanente, au moment où elle dit si la priorité va être donnée ou pas à une motion, puisse prévoir que, compte tenu du caractère extrêmement important d'une motion, plusieurs interventions par groupe soient possibles de manière à ce que, quand même, nos travaux soient organisés en amont et que lorsque nous arrivons dans l'hémicycle, eh bien nous puissions savoir le temps que nous allons passer sur les motions, et notamment sur les plus importantes.

Cette modalité que j'ai proposée à la Commission permanente a fait l'objet d'un assentiment général, ça s'est passé il y a quelques semaines.

Je vous propose donc que l'on procède ainsi, au moins à titre expérimental, et ensuite on verra.

Il n'y a aucune de ces motions d'aujourd'hui qui a été considérée par la Commission permanente comme suffisamment importante pour justifier plusieurs... Non, mais la question n'a pas été posée alors que... Non, mais c'est vrai puisqu'on en avait parlé lors de la réunion de la Commission permanente précédente. Avant-hier, personne n'a proposé. Maintenant, ça ne nous empêche pas de le faire. Si vraiment vous estimez, en séance publique, qu'une motion nécessite une intervention par groupe, pourquoi pas ? Mais enfin, ça serait bien quand même que l'on puisse, pour la prochaine fois, organiser cela en Commission permanente.

Voilà où nous en sommes. Ça ne concerne peut-être pas la thématique de votre intervention, mais je pense qu'il était important d'informer l'Assemblée de Corse sur la façon dont la procédure pourrait évoluer, aujourd'hui, à votre demande, à la demande des groupes de l'opposition.

Vous avez néanmoins la parole pour exprimer une autre réclamation sans doute.

M. François ORLANDI

Merci, M. le Président.

Le Président TALAMONI

Il y a un bruit de fond qui empêche la sténotypie d'être prise correctement.

M. François ORLANDI

Vous avez longuement présenté une proposition qui a été évoquée mais qui n'est pas du tout celle sur laquelle je voulais revenir maintenant.

Le Président TALAMONI

Mais vous l'avez tout de même demandé la dernière fois....

M. François ORLANDI

Je vous ai demandé la parole sur un sujet que je voudrais essayer d'exposer en quelques secondes.

Ce que vous avez décliné il y a peu, ça n'est pas l'objet de mon intervention.

Le Président TALAMONI

J'ai déjà répondu à votre intervention de la dernière fois, il faut bien que je réponde.

M. François ORLANDI

D'accord. Moi, j'interviens différemment et toujours sur les motions, mais pas du tout dans le sens souhaité.

Vous faites également référence à la majorité à laquelle vous appartenez. Vous considérez quand même que dans le groupe « Andà per dumane », il n'y a aucun ancien conseiller à l'Assemblée de Corse.

Le Président TALAMONI

Je regrette, le président de votre groupe...

M. François ORLANDI

Non, je regrette, en 2015, Jean-Charles n'était pas...

Le Président TALAMONI

Ah oui, Jean-Charles était le président du groupe majoritaire.

M. François ORLANDI

M. le Président, jusqu'en 2015.

Le Président TALAMONI

Oui, mais à cette époque, il n'avait pas vu la difficulté.

M. François ORLANDI

Ça n'est pas le sujet.

La position que je voulais vous exposer au nom de notre groupe, concernant...

Le Président TALAMONI

Trop de bruit pour les sténotypistes, trop de bruit. Essayez d'écouter François ORLANDI.

M. François ORLANDI

Concernant donc les motions prioritaires, nous avons déposé deux motions en demandant qu'elles soient portées au débat. Nous dénonçons, nous n'hésitons pas à le faire, cette volonté souvent hégémonique de la majorité territoriale de faire passer, et le fait majoritaire vous y autorise tout à fait, mais simplement les principes évoqués sont quelquefois un tout petit peu différents, donc nous considérons que le groupe « Andà per dumane », comme tout groupe minoritaire, pouvait présenter des motions avec un caractère prioritaire. Ça n'a pas été retenu par la Commission permanente, dont acte. Nous considérons malgré tout, que ce n'est pas faire preuve d'un esprit véritablement ouvert. C'est la raison pour laquelle nous ne prendrons pas part aux votes des motions qui sont présentées lors de cette session.

Je vous remercie.

Le Président TALAMONI

Très bien, Cher collègue, c'est votre droit le plus strict de protester contre le fait majoritaire, mais ça n'efface pas le fait majoritaire.

Si on réunit la Commission permanente pour décider de la priorité ou pas, effectivement la Commission permanente peut décider qu'une motion n'est pas prioritaire. La démocratie, c'est le pire des systèmes, comme disait

l'autre, à l'exception de tous les autres. On a rien inventé de mieux que de voter et de compter les voix.

Donc, j'en reviens à la motion concernant l'incendie criminel contre l'ESAT. Je ne reviendrai pas sur les faits, vous les connaissez. Je ne reviendrai pas sur le caractère scandaleux de ces faits, extrêmement pénalisants pour une structure qui est tout à fait essentielle.

Cette motion va plus loin que la dénonciation de ce fait et que la demande d'aide financière puisque cette motion prend en compte, aussi, l'évolution des compétences de la Collectivité de Corse, et la compétence qui est désormais la nôtre en matière d'inclusion sociale depuis janvier dernier.

La situation de l'ESAT s'inscrit dans la problématique globale de la prise en charge des personnes en situation de handicap en Corse. C'est la raison pour laquelle la motion que je vous sou mets propose :

« L'ASSEMBLÉE DE CORSE

AFFIRME solennellement sa solidarité envers l'ADAPEI 2A, les personnes accueillies et les personnels de l'ESAT « U Licettu ».

S'ENGAGE à mettre en place une aide financière exceptionnelle, »
(mais comme je le disais, cela est déjà en cours du côté de l'Exécutif) « afin de permettre à l'ESAT de faire face dans les meilleurs délais
- d'une part, à la résorption des dégâts matériels majeurs,
- d'autre part, à la mise en sécurité du site dans l'attente d'une solution pérenne.

CREE, conformément à son règlement intérieur, une commission ad hoc chargée d'étudier l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la société corse. »

Donc, il s'agit d'un sujet nouveau pour l'Assemblée de Corse dans la mesure où il s'agit d'une compétence nouvelle. Ce n'est pas un sujet nouveau pour chacun d'entre nous, en tout cas c'est une compétence nouvelle sur laquelle il nous faut réfléchir, de façon approfondie, à travers la commission dont je vous propose la constitution.

Mme Bianca FAZI

M. le Président, est-ce que je peux dire un mot ?

Le Président TALAMONI

Bien entendu !

Mme Bianca FAZI

J'ai rencontré la directrice de l'ESAT. Pour l'instant, ils ont redéployé... Il s'agit d'handicapés qui cuisinaient en l'occurrence, ils les ont redéployés sur d'autres secteurs, qui sont la blanchisserie, la jardinerie.

Leur problème actuel, ça va être de retrouver des locaux. C'est pour cela qu'ils vont nous faire un retour. On leur débloque une aide d'urgence de 20 000 €, mais pour la suite on attend d'avoir un retour et voir comment on pourra s'organiser pour les aider un peu plus.

Mais pour l'instant, tous les personnels ont été redéployés, il n'y a pas de souci. Ils ont été vus parce qu'ils ont été énormément choqués par la situation, mais pour l'instant, il n'y a aucun souci au niveau des personnels. C'est ce que je voulais préciser. Merci.

Le Président TALAMONI

J'ai effectivement, moi-même, procédé à une visite sur les lieux qui m'a permis déjà de constater l'ampleur des dégâts, l'ampleur du désarroi aussi des personnes concernées. Et donc, il est tout à fait nécessaire, mais je ne doute pas que l'Exécutif soit dans cet état d'esprit, d'intervenir au plus tôt.

Et aussi, bien entendu, il est nécessaire de réfléchir, tous ensemble, à cette problématique de société.

Il y a un amendement que je pourrais éventuellement déposer à ce rapport : il s'agit de rajouter à la fin du dernier paragraphe, un alinéa relatif à la composition de la commission. C'est à la demande du Conseil exécutif et notamment de Lauda GUIDICELLI avec laquelle je me suis entretenu, tout à l'heure, de la question.

Donc, rajouter à la fin dernier paragraphe l'alinéa suivant, relatif à la composition de la commission :

« La Commission ad hoc sera composée des membres de droit, le président de l'Assemblée de Corse et les présidents des groupes, ou leurs représentants, auxquels seront associés le Conseil exécutif de Corse, le Conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse, l'Assemblea di a giuventù et tous les conseillers de l'Assemblée de Corse intéressés par le sujet. »

Mme Lauda GUIDICELLI

Nous avons une proposition d'amendement puisque, bien évidemment, il y a quand même la MDPH qui est en charge des personnes en situation de handicap et je pense qu'il y a également l'ORS, parce que, tout à l'heure ma collègue Fabienne, justement, parlait du recueil statistique, etc. Ça serait peut-être bien aussi, que l'ORS soit convié pour avoir une véritable étude statistique et c'est aussi un peu le rôle, on en discutait avec Pierre GHIONGA, de la COMEX qui est un peu là aussi... la COMEX, c'est, en gros, l'Assemblée générale de la MDPH qui travaille sur cette thématique-là.

C'est un amendement de l'Exécutif.

Le Président TALAMONI

Tout à fait. Nous allons donc, par voie d'un amendement de l'Exécutif à cette motion....

Déjà, est-ce qu'il y a une intervention « contre » ? Il n'y en a pas ? Très bien. Donc....Oui, Pierre GHIONGA.

M. Pierre GHIONGA

M. le Président, mon interrogation porte sur la Commission. C'est redondant avec la COMEX. La COMEX, c'est un public un peu particulier, il y a les représentants de tous les handicapés, et si on leur enlève les prérogatives de décisions sur le monde du handicap, ça risque d'être mal vécu.

Le Président TALAMONI

Cher collègue, il n'est pas du tout question d'enlever quoi que ce soit à qui que ce soit. Pas du tout.

M. Pierre GHIONGA

Je pense que la COMEX a quand même sa place, c'est elle qui décide...

Le Président TALAMONI

Je crois que le fait, pour une assemblée délibérante comme la nôtre, de travailler sur une question de société aussi fondamentale, ça n'enlève rien à personne. Au contraire, il est tout à fait nécessaire que nos collègues prennent cette problématique à bras-le-corps compte tenu du fait, notamment, que cette compétence n'existait pas pour la Collectivité territoriale de Corse (ancienne mouture) et donc, il est tout à fait nécessaire que nous y réfléchissions ensemble. Mais il est hors de question d'enlever quoi que ce soit à qui que ce soit. Il est simplement question de faire en sorte que l'ensemble de nos collègues soient parfaitement éclairés sur une problématique de cette importance.

Brouhaha.

Oui d'accord, mais en réalité nous nous réunissons dans cet hémicycle, comme vous le savez, et il y a un certain nombre de nos collègues qui n'ont pas eu, jusqu'à présent, comme responsable politique, l'occasion de travailler sur ces problématiques, sur ces questions, et ce sont des questions fondamentales.

Alors peut-être mettre aux voix l'amendement de l'Exécutif en premier, s'agissant de....

Mme Lauda GUIDICELLI

C'est-à-dire, peut-être accueillir la COMEX de la MDPH parce que, du coup, on aurait les élus, on aurait le personnel de la Maison des personnes handicapées et on aurait aussi les représentants d'associations. Et on couvrirait, je pense, aussi bien le handicap physique que le handicap psychique, et on ne lèserait pas les associations qui sont très investies en matière, notamment, d'inclusion. Et du coup, l'ORS pour avoir les statistiques.

Le Président TALAMONI

Très bien. Donc, Nous sommes d'accord ? OK.

Je mets aux voix la proposition d'**amendement du Conseil exécutif**.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

L'amendement est adopté à l'unanimité des votants.
(**Non-participation** du groupe « Andà per dumane »)

Il y avait également cet **amendement de la présidence de l'Assemblée à sa propre motion** que je vous ai lu tout à l'heure, je ne le relis pas.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

L'amendement est adopté à l'unanimité des votants.
(**Non-participation** du groupe « Andà per dumane »)

Je mets aux voix la motion.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion est adoptée à l'unanimité des votants.
(**Non-participation** du groupe « Andà per dumane »)

Motion suivante :

Motion n° 2018/E4/025 déposée par M. Jean-Guy TALAMONI, président de l'Assemblée de Corse et M. Petr'Antone TOMASI, président du groupe « Corsica libera » : Tenir compte de la volonté d'apaisement de la société et des élus corses dans les jugements à venir des militants nationalistes corses

Le Président TALAMONI

Question d'actualité puisqu'il y a un procès à venir.

C'est Petr'Antone TOMASI qui va la présenter ?

M. Petr'Antone TOMASI

Je vous laisse la présenter, M. le Président.

Le Président TALAMONI

OK, je vais la présenter.

Cette motion rappelle la situation d'apaisement que connaît la Corse depuis plusieurs années.

Cette motion rappelle que cette situation d'apaisement a été patiemment construite, notamment ici dans cet hémicycle, par notre Assemblée, depuis le début des années 2010.

Cette motion rappelle également que le mouvement national corse a pris sa part dans la démarche d'apaisement à laquelle je faisais référence, et notamment le FLNC qui, par une décision de juin 2014, a choisi de sortir de la clandestinité.

Depuis lors, aucun événement n'est venu contredire cette décision de portée historique et cette décision porteuse de paix.

L'Assemblée de Corse s'est prononcée, depuis des années, en faveur d'une amnistie, avant même, d'ailleurs, la prise de responsabilité de la majorité nationaliste. Cette amnistie étant, à notre sens, une mesure indissociable d'une véritable solution politique.

Cette motion relève cependant, que des procès sont prévus, dans les semaines et les mois à venir, contre des militants nationalistes, et elle conclut la série de « considérants » par une réflexion : ces procès concernent des faits relatifs à une période aujourd'hui révolue, et constituent de fait une sorte d'anachronisme.

Oui, ces procès sont anachroniques dans la mesure où ils concernent un certain nombre de faits qui relèvent d'une situation, aujourd'hui dépassée.

Donc, à travers cette motion, si l'Assemblée décide de l'adopter, nous souhaiterions que les jugements des procès à venir contre des militants nationalistes corses, participent de la volonté d'apaisement manifestée par la société corse et par les élus de la Corse, et encore une fois, par les élus de la Corse depuis des années, depuis au moins le début des années 2010.

Il s'agit simplement de souhaiter que l'apaisement soit renforcé par les décisions à venir, lors des procès qui vont se présenter très rapidement, y compris dans les tout prochains jours.

Je demande à l'Exécutif sa position sur cette motion.

Le Président SIMEONI

Ma position, M. le Président de l'Assemblée de Corse, est constante. C'est un sillon qui a été ouvert, il y a plusieurs années, dans des circonstances d'ensemble qui étaient beaucoup plus difficiles. Un sillon qui a été ouvert aussi grâce à la volonté d'apaisement partagée par l'ensemble des forces politiques de l'île et par l'ensemble des Corses. Et je pense que, il est non seulement normal et logique, mais j'allais même dire indispensable qu'aujourd'hui, nous disions que, précisément parce que cet état d'esprit a commencé, et plus que commencé, à porter ses fruits, parce qu'il nous a permis d'ouvrir et d'élargir le chemin de la paix, il est normal et indispensable que nous réaffirmions que cet état d'esprit est toujours le nôtre et que rien ne nous détournera de notre volonté partagée de construire, pour ce pays et pour son peuple, la paix bien sûr, la démocratie et un présent et un avenir qui soient heureux.

Le Président TALAMONI

Merci, M. le Président du Conseil exécutif.

La parole est à qui la demande sur cette motion.

Est-ce qu'il y a une intervention contre la motion ? Il n'y en a pas.

Dans ce cas, nous allons simplement la mettre aux voix.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion est adoptée à l'unanimité des votants.

M. Romain COLONNA

Président, peut-on avoir les résultats du vote ?

Le Président TALAMONI

Nous allons demander au service de faire le compte... Tous les groupes n'ont pas voté de manière homogène...

... Oui, il y a juste une difficulté d'interprétation que nous pouvons lever. S'agissant du vote de Mme FELICIAGGI, est-ce qu'il engage également la procuration ? Non, d'accord.

« **POUR** » (43) : les groupes « Femu a Corsica » et « Corsica libera » ; Mme Isabelle FELICIAGGI ; MM. François-Xavier CECCOLI et Pierre GHIONGA

NON-PARTICIPATION (20) : les groupes « Andà per dumane » ; « Per l'avvene » ; Mmes Valérie BOZZI et Stéphanie GRIMALDI, M. Pierre-Jean LUCIANI.

Merci pour ce vote.

En ce qui me concerne, et avant de céder la place à Hyacinthe VANNI, je voudrais vous présenter une motion que j'ai déposée concernant la biosécurité.

MOTION N° 2018/E4/023 déposée par Jean-Guy TALAMONI, président de l'Assemblée de Corse : Biosécurité.

Le Président TALAMONI

Comme vous le savez, notre Assemblée a déjà eu l'occasion de se pencher sur cette problématique.....

Je vais différer la présentation de cette motion, dont mon cabinet me précise qu'elle va être renvoyée en commission. Effectivement, même si c'est urgent, c'est une urgence qui permet, compte tenu de son aspect un peu technique, de passer en commission.

En fait, il y a **deux problématiques procédurales à lever, s'agissant de deux motions différentes.**

Motion n° 2018/E4/031 déposée par M. Jean-Jacques LUCCHINI, au nom du groupe « Femu a Corsica » : IGP « Ile de beauté » obtenue par un consortium d'une dizaine d'entreprises de salaisons industrielles en Corse

Le Président TALAMONI

J'appelle l'attention de M. LUCCHINI, qui est l'auteur de la motion. Donc, en fait, la priorité n'a pas été retenue par la Commission permanente s'agissant de cette motion mais, depuis, la priorité a été demandée.

Sur le plan procédural, il nous faut décider, ici, de la priorité et donc, il faut un vote de notre Assemblée sur la question de la priorité.

Oui, en fait, elle n'a pas été refusée. Elle n'a pas été demandée et, semble-t-il, l'évolution de la situation depuis, appelle et amène son auteur à demander cette priorité aujourd'hui.

C'est bien cela, M. LUCCHINI ?

M. Jean-Jacques LUCCHINI

Merci de me donner la parole, c'est exactement cela.

Hier, nous avons reçu le syndicat Salameria corsa, qui défend les intérêts de l'AOP et de la race porcine « nustrale ».

À partir de cette réunion, on a trouvé important et urgent de déposer cette motion en urgence, parce que, là, le syndicat Salameria corsa va intenter rapidement un recours en justice pour faire annuler cette décision et cette obtention de l'IGP par les industriels corses de salaison.

C'est pour cela qu'il était urgent, pour nous, de pouvoir soutenir la démarche du syndicat AOP Salameria corsa et c'est pour cela qu'on vous a demandé de procéder dans l'urgence au vote et au dépôt de cette motion.

Le Président TALAMONI

Parfait. S'agissant de cette motion, la priorité n'avait pas été demandée devant la Commission permanente, elle est demandée aujourd'hui.

Je vais vous demander, pour que la forme soit respectée, de voter sur la question de la priorité.

Qui est « pour » ? Qui est contre ?
Qui s'abstient ? Non-participation ?

La priorité est accordée à la majorité des votants.

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », «Corsica libera » et « La Corse dans la République »

« **Contre** » : Le groupe « Per l'avvene »

NPPV : Le groupe « Andà per dumane »

Cette motion sera donc examinée ce soir.

Le Président TALAMONI

Deuxième difficulté procédurale : Il s'agit d'une motion cette fois tout à fait nouvelle, qui n'a pas été examinée en Commission permanente et dont le dépôt est consécutif à une évolution rapide et récente de la situation.

Motion n° 2018/E4/038 déposée par le groupe « Femu a Corsica » : **Soutien aux employés du groupe LCL Corse**

Je précise, pour nos collègues, que ce type de procédure est tout à fait exceptionnel et que, par conséquent, il ne faut pas que nous assistions à une multiplication des motions de dernière minute, lors de nos réunions mensuelles.

Toutefois, compte tenu de l'urgence... Il s'agit donc d'un **soutien aux employés du groupe LCL Corse**.

C'est vrai qu'il s'agit d'une problématique importante puisqu'il est question d'une remise en cause, en fait de manière drastique, de la prime d'insularité. Ça n'est pas rien, c'est urgent, ce qui a conduit le groupe « Femu a Corsica » à déposer cette motion hors délais. Mais, évidemment, notre Assemblée a, en séance publique, la possibilité de valider cette procédure d'urgence.

La parole est à Jean-Martin MONDOLONI, sur la question procédurale.

Brouhaha.

Attendez, Jean-Martin avait demandé la parole avant, à moins qu'il ne la cède...

M. Jean-Martin MONDOLONI

Non, non, non, parce qu'on va arriver au fond, moi je suis sur la forme.

À un moment donné... on vient de nous demander d'examiner l'opportunité d'une urgence sur une situation de procédure.

Le temps procédural n'est pas le temps politique, pour faire référence à la raison pour laquelle vous nous avez demandé notre position sur l'urgence.

Là, maintenant, ce n'est plus du temps procédural, vous nous parlez d'un temps social. Il y a un temps social et il y a sûrement une urgence sociale. Je ne vais pas au fond des choses.

On ne peut pas caler, comme cela, sauf exception manifeste, et en l'occurrence il n'y a pas d'exception manifeste, le temps politique ni sur le temps social, ni sur le temps procédural. Le temps politique doit se caler sur le temps politique. On est ici pour faire de la politique. Il y a des urgences qui peuvent arriver, y compris dans les minutes qui viennent, et on serait, à ce moment-là, suffisamment armés pour faire la démonstration, acceptée ou pas, que ce qui traverse la vie sociétale corse arrive dans l'Assemblée dans une urgence qu'on ne peut pas interpréter comme-ça, en fin de mandature, sur des sujets, du reste, assez profonds.

J'en aurai fini lorsque je vous aurai dit qu'à ce moment-là, temps politique pour temps politique, pour notre compte, nous avons présenté une motion, et nous nous sommes évidemment inclinés devant le fait majoritaire, qui relève d'une urgence politique, au moins aussi prégnante que celle des déchets, et vous nous avez demandé, et c'est le fait majoritaire qui prédomine en l'espèce, de considérer que tout cela pouvait attendre.

Pardon, mais je considère que le temps réservé à l'examen de l'IGP pouvait attendre, de la même façon que le temps réservé à la situation sociale des employés du groupe LCL peut attendre.

Voilà pour l'explication de vote. Vous avez compris que nous voterons contre l'urgence.

Le Président TALAMONI

Cher collègue, votre position n'a rien d'absurde, la question n'a rien d'absurde. La seule chose qu'il faut apprécier, à ce stade, c'est le caractère exceptionnel, ou pas, de la situation.

Je crois comprendre que pour les auteurs de la motion...

M. Hyacinthe VANNI

Au-delà d'être « pour », juste un mot...

Le Président TALAMONI

Attendez ! Permettez-moi de terminer mon propos, d'aller au bout de mon idée.

Donc, nous en sommes au stade où il faut apprécier le caractère exceptionnel, ou pas, de la situation nouvellement créée et c'est en appréciant le caractère exceptionnel de la situation que nous allons répondre à la question « oui » ou « non » à la procédure d'urgence.

Je crois comprendre que Hyacinthe VANNI, qui est dans les starting-blocks, estime, lui, qu'il y a une situation d'urgence et une situation exceptionnelle, ce qu'il va sûrement plaider dans les instants qui viennent.

Vous avez la parole.

M. Hyacinthe VANNI

Au-delà de cela, j'allais plaider autre chose.

Moi, je ne vais pas récupérer une situation politique, et je voulais que cette motion soit la motion de l'Assemblée de Corse (aujourd'hui, ce n'est pas le groupe « Femu a Corsica »), j'ai envie de dire que ce soit la motion de l'Assemblée de Corse, vu l'urgence sociale.

Ce n'est pas une récupération politique, pas du tout ! C'est une situation sociale et je propose que ce soit, pas la motion de « Femu a Corsica » mais la motion de l'Assemblée de Corse. Et après, je pense que tout le monde peut nous rejoindre sur ces propos. S'il y en a qui ne veulent pas nous rejoindre, on restera sur la motion de « Femu a Corsica ». Mais, dans la démarche, je pense que ce doit être la motion de l'Assemblée de Corse, vu l'urgence sociale et vu l'attaque qui est faite à ces salariés, où on attaque quand même leur prime d'insularité.

Maintenant, que chacun s'exprime...

Le Président TALAMONI

Nous allons, dans un premier temps, voter sur l'urgence, sur la procédure exceptionnelle.

M. le Président du groupe « Femu a Corsica », sur le plan procédural, il nous faut d'abord voter sur la procédure d'urgence et, ensuite, j'interrogerai les groupes, pour savoir ceux qui veulent se joindre à votre initiative.

Nous avons enregistré la position de Jean-Martin MONDOLONI et de son groupe, défavorables à la procédure d'urgence.

Nous allons vérifier, par un vote, si la procédure d'urgence est souhaitée par une majorité de nos collègues.

Je mets aux voix, la question de la procédure d'urgence.

Qui est favorable à la procédure d'urgence ? Qui est défavorable ?
Qui s'abstient ? Non-participation ?

La procédure d'urgence a été adoptée à la majorité des votants.

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », « Corsica libera » et « La Corse dans la République » + M. François ORLANDI

« **Contre** » : Le groupe « Per l'avvene »

NPPV : M. Jean-Charles ORSUCCI

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI

J'interroge, à présent, les groupes sur la proposition qui vient d'être formulée par Hyacinthe VANNI, au nom de « Femu a Corsica ».

Quels sont les groupes qui souhaitent se joindre à l'initiative de Hyacinthe VANNI ?

Le groupe « Corsica libera » ?

Y a-t-il des collègues, à titre individuel, qui veulent se joindre à cette démarche ? Aucun.

Donc, c'est dorénavant une motion qui est portée par la majorité territoriale.

J'interroge l'Exécutif sur cette motion portée par les deux groupes de la majorité.

Le Président SIMEONI

L'Exécutif est, bien sûr, favorable. J'ai bien entendu l'argumentaire qui a été développé, non seulement il n'est pas absurde mais il est très cohérent.

Mais je me permets d'insister, pour avoir été en contact, y compris téléphonique, avec un certain nombre de salariés, il y a une forte attente comme toujours, vous le savez. C'est un combat qui est juste et c'est incompréhensible. Je pense vraiment, y compris pour les forces politiques que vous représentez, que vous ne devez pas, au nom d'un formalisme que je peux comprendre, rester à l'écart de cette prise de position. Ça sera bon pour eux, ça sera bon pour vous et ça sera bon pour nous tous.

Le Président TALAMONI

L'Exécutif est favorable à cette motion.

Sur le fond, puisque la question de l'urgence a été tranchée, Jean-Martin MONDOLONI ?

M. Jean-Martin MONDOLONI

Sur le fond, on ne va pas participer au vote. Pas simplement de façon corolaire, parce qu'on était contre l'urgence, c'est parce que, précisément dans l'urgence, on ne connaît pas le fond du dossier.

On comprend qu'il y a des salariés, on comprend qu'ils ont des exigences, on comprend qu'ils ont des revendications, on peut les entendre, mais le fonctionnement normal d'une délibération, c'est quand même qu'on écoute les gens, de façon contradictoire, qu'on les reçoive et qu'on prenne le temps d'apprécier les situations.

Vous ne pouvez pas nous demander, dans l'urgence, de nous positionner, ni « pour », ni « contre ». Et la raison de notre non-participation

découle du fait que, hélas, encore une fois, de façon précipitée, on est amené à délibérer sur des choses sinon graves, en tout cas très sérieuses.

Le Président TALAMONI

Vous avez la parole, bien que ce ne soit pas trop la procédure...

M. François Xavier CECCOLI

Je vois pour la procédure.... Écoutez, sans revenir sur la notion d'urgence que, bien évidemment, on ne partage et, encore une fois, il ne s'agit pas de faire de la politique là-dessus, mais d'avoir des éléments concrets.

On est un peu dans l'urgence, nous-aussi, pour réfléchir à cette situation. On va se fier donc au peu d'éléments que vous avez aussi, et à ce que l'on peut lire dans les journaux. Il est bien évident que, si j'ai bien compris, mais corrigez-nous au cas où, il s'agit d'une remise en cause du montant de la prime. Donc, sur ce sujet-là, nous nous joindrons. Nous regrettons la manière dont c'est fait, je le dis honnêtement, mais nous nous joindrons à la motion sur ce sujet-là. On espère simplement, pour la prochaine fois, avoir un peu plus de recul, tout simplement, pour pouvoir mieux analyser.

Voilà pour ce que nous ferons.

Le Président TALAMONI

Simplement un détail : vous vous joignez par votre vote, mais est-ce que vous êtes, également, partie prenante du dépôt de la motion ?

M. François Xavier CECCOLI

C'est le correctif que je voulais annoncer, tout à fait.

Le Président TALAMONI

Très bien. Donc, la motion n'est pas portée seulement par les deux groupes de la majorité mais, aussi, par votre groupe.

M. François ORLANDI

M. le Président, nous avons pris une position de principe, vous l'avez compris, sur l'ensemble des motions qui ont été proposées de manière, j'allais dire, officielle et prévue au débat.

Il s'agit là, d'un dossier particulier. J'ai envie de dire que j'ai été, quelque part un peu, partie prenante puisque confronté au même problème et heureux des soutiens extérieurs et, notamment, des soutiens politiques que l'on a pu obtenir lorsque des situations similaires nous étaient opposées.

Donc, à titre individuel, je n'engagerai pas mon groupe dont vous remarquerez qu'il s'est singulièrement réduit, je voterai pour le soutien à mes collègues (je dis bien mes collègues) du LCL.

Le Président TALAMONI

Est-ce que, à titre individuel, vous êtes aussi auteur de la motion ?

M. François ORLANDI

Je peux m'adosser à la motion qui a été présentée, être solidaire de la motion, il n'y a aucun problème.

Le Président TALAMONI

Très bien. Je crois qu'il ne reste plus qu'à mettre aux voix cette motion.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion est adoptée à l'unanimité des votants.

Ont voté :

« **Pour** » : les groupes « Femu a Corsica », « Corsica libera » et « La Corse dans la République + M. François ORLANDI

NPPV : Le groupe « Per l'avvene » et M. Jean-Charles ORSUCCI,

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

Je vous remercie.

Je vais demander à Hyacinthe VANNI, en sa qualité de vice-président, de venir à cette tribune.

Je vais vous souhaiter une bonne continuation dans vos travaux, dans nos travaux et je vais, pour ma part, aller assez loin.

Je vous remercie. À bientôt.

M. Hyacinthe VANNI préside la séance.

M. Hyacinthe VANNI

Nous allons passer à la motion suivante :

Motion n° 2018/O1/009 déposée par Mme Marie-Anne PIERI, au nom du groupe « Per l'avvene » : Assainissement cadastral et résorption du désordre de la propriété

M. Hyacinthe VANNI

Mme PIERI, vous avez la parole.

Mme Marie-Anne PIERI

Merci, M. le Président.

Avant de vous présenter la motion qui a trait, en fait, à l'article 2 de la loi du 6 mars 2017, je voudrais vous présenter les différents articles qui composent cette loi sur l'assainissement cadastral et le désordre foncier.

L'article 1er – Codification de la procédure de titrement.

Avant cette loi, les professionnels du notariat travaillaient sur une circulaire BADINTER de 1986 pour créer les titres de propriété. Donc, il y avait une méthodologie qui était la suivante : c'est-à-dire que des recherches étaient faites au cadastre actuel, à l'ancien cadastre et, avec l'appui du GIRTEC qui a été créé en 2006, des recherches plus approfondies, du point de vue du foncier et de la généalogie, sont venues en appui pour la procédure de titrement.

Donc, ces procédures de titrement, que les notaires de Corse font, depuis maintenant une vingtaine d'années, suivent une méthodologie particulières, à savoir : ces recherches du point de vue du foncier, du point de vue de la généalogie et ensuite, il y a des témoignages qui viennent adosser la procédure de titrement.

Une fois que ces recherches ont été effectuées, des publicités sont faites par voie de presse pendant un mois et un affichage en mairie du lieu de situation du bien. Donc, cette procédure-là n'était pas codifiée.

Dans le cadre de la loi du 6 mars 2017, elle a eu une codification, dans le cadre d'une loi dite « flottante », c'est-à-dire que c'est une loi qui n'est pas dans le code civil, qui a une durée de vie de dix ans, qui va permettre, aux professionnels du notariat et aux usagers, de pouvoir avoir un titre de propriété.

Cet article 1 reprend la méthodologie de la circulaire BADINTER, mais elle a étendu l'opposabilité de un mois à trois mois, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, la publicité est un peu plus longue dans la presse, l'affichage en mairie de situation du bien et, également, sur les différents sites de la Collectivité et du Conseil régional des notaires.

Cet article 1 a réduit, également, l'opposabilité générale qui, au départ, était de trente ans, c'est-à-dire que la propriété apparente, on prescrit pendant trente ans mais l'acte qui était créé par les notaires de Corse était attaquant trente ans. Cette opposabilité a été réduite, dans le cadre de la loi, à cinq ans, parce que nous avons estimé, quand cette loi a été écrite, que c'était en fait une double peine pour les personnes qui allaient vers cette prescription. On prescrit trente ans et l'acte est attaquant trente ans, ça faisait une prescription, finalement, de soixante ans. Donc, aujourd'hui, dans le cadre de cette loi, l'opposabilité est réduite à cinq ans.

Cet article 1 a fait l'objet d'un décret d'application du 28 décembre 2017.

Le corollaire de cet article 1 est l'article 2.

Article 2 (purement civil) – Sortie de l'indivision.

Aujourd'hui, le Code civil vous dit la chose suivante : « nul n'est censé rester dans l'indivision », mais il ne vous donne pas les moyens d'en sortir, c'est-à-dire que les articles 815 et suivants vous donnent des moyens, mais c'est une procédure contentieuse. C'est-à-dire qu'il faut aller au tribunal, et les usagers se trouvent devant le tribunal, souvent durant de nombreuses années, et quand ils reviennent dans les études de notaires, malgré la décision de justice, on a du mal à régler le problème.

Donc, cet article 2, qu'est-ce qu'il vous dit ? Il vous dit : « voilà, par le biais de l'article 1, on constate la création d'un titre mais, également, on constate une division ». Donc, c'est la possibilité par le biais de l'article 2, à la majorité des 50 %, de pouvoir faire des actes d'administration et de gestion. Un acte de gestion, c'est-à-dire pouvoir louer un bien.

La deuxième partie, c'est la majorité des 2/3 qui permet de faire des actes de disposition. L'acte de disposition, c'est permettre aux co-indivisaires de se partager et, éventuellement, de vendre. Vendre, c'est une licitation quand on sort de l'indivision.

Cet article-là n'a pas reçu, de la part du législateur, de décret d'application puisque, dans le cadre des discussions qui ont été menées au Parlement, le législateur a considéré que cet article-là se suffisait, en fait, à lui-même.

Je considère, avec d'autres, quand nous avons écrit cette loi, que nous avons besoin d'une méthodologie d'application de cet article 2. C'est la méthodologie que je vais vous proposer.

Mais avant de vous proposer la méthodologie, je voudrais vous parler des trois autres articles qui sont purement d'ordre fiscal et qui sont des articles qui sont liés à l'article 1 et l'article 2.

Article 3 : c'est en fait la possibilité, quand des usagers font une création de titres, de pouvoir faire une donation par la suite et de bénéficier d'un abattement de 50 % sur la valeur du bien. C'est-à-dire que demain, vous donnez à votre enfant un bien d'une valeur de 100 000 €, du point de vue fiscal, du point de vue des droits des donations, la fiscalité sera seulement sur 50 000 €. Donc, vous voyez l'importance de cet article 3.

Article 4 : c'est ce qu'on appelle, en fait, **l'Arrêté MIOT**.

C'est-à-dire que toutes les acquisitions faites avant 2002 sont taxables du point de vue du droit de succession à hauteur de 50 %.

Même exemple : vous avez un patrimoine de 100 000 €. Fiscalement, du point de vue des droits de succession, il est taxé à hauteur de 50 %.

Article 5 : c'est un article très important. Très important ! C'est la **taxation du droit de partage**.

Quand les usagers se partagent, il y a une taxe qui est perçue par l'État, qui est de 2,50 % sur la valeur des biens. Ce droit de partage est neutralisé en Corse pendant dix ans.

Tout cela pour vous expliquer que chaque article se tient. C'est-à-dire que, si un des articles ne peut pas fonctionner, le reste ne peut pas fonctionner non plus.

Si on ne peut pas faire un partage, on ne peut pas être exonéré du droit de partage (2,5 %), on ne peut pas faire de donation non plus et bénéficier de l'exonération de 50 % sur la valeur des biens.

J'en arrive à l'article 2 qui fait l'objet de ma motion.

En fait, la proposition est la suivante : calquer sur la méthodologie du titrement.

C'est-à-dire voilà, comment faisons-nous ?

Dès le départ de la procédure, quand il y a une création de titre qui est entamée, les usagers saisissent deux experts, auprès du tribunal, pour évaluer le bien et pour faire un projet d'allotissement. Avec ce projet d'allotissement, le notaire fait un projet de partage et notifie à l'ensemble des copartageants, ou à l'ensemble des indivisaires, ce projet de partage. Et cette notification est faite par acte extra-judiciaire et est faite, également, aux co-indivisaires qui seraient taisants. Vous comprenez bien que cet article 2 touche, en fait, aux héritiers qui ne bougent pas. Donc, dans le cadre de cet acte extra-judiciaire, en parallèle, une publicité est faite et elle est calquée sur la publicité de la procédure du titrement : c'est-à-dire insertion dans le journal du projet de partage avec l'évaluation, affichage en mairie du lieu de situation du bien et également sur le site de la Collectivité, et du Conseil régional des notaires.

Au bout de trois mois, si le notaire ne reçoit pas d'opposition dans les formes, par acte extrajudiciaire, le partage peut se faire.

Si une opposition survient, à ce moment-là, le notaire aura à dresser un procès-verbal de difficulté ou un procès-verbal de carence. Il constate la difficulté. Il dit « un des copartageants ne souhaite pas intervenir au partage » et, à ce moment-là, c'est l'ensemble des copartageants, qui représentent les 2/3 de l'indivision, qui saisissent le tribunal pour être autorisés à se partager.

Donc, moi je voudrais souligner, dans le cadre de cette motion, l'urgence parce que la loi est entrée en application depuis le 1^{er} janvier 2018 et qu'aujourd'hui, on est paralysé par l'application de cet article 2.

Je ne souhaiterais pas que les Corses, demain, se trouvent obligés d'aller au tribunal et faire des partages judiciaires alors qu'on a une loi qui est efficiente et qui peut s'appliquer.

Donc, je vous demande de prendre en considération, vraiment, l'urgence et l'importance de cet article 2, car il y a une souffrance en Corse et il y a une souffrance des petites gens, des gens qui, aujourd'hui, n'ont plus les moyens de transmettre parce qu'en fait, c'est la prime aux taisants. Celui qui ne dit rien, finalement, c'est le gagnant.

Et la Corse ce n'est pas ça ! En Corse, il faut que tout le monde ait un toit !

Regardez nos villages, regardez nos maisons. On a une possibilité, aujourd'hui, de pouvoir réhabiliter nos biens, mais encore faut-il donner les moyens aux usagers de sortir de l'indivision, et cette loi a été faite pour cela.

Merci.

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Il y a **deux rapports des commissions**.

On va commencer par la **Commission du développement**.

Mme Nadine NIVAGGIONI

La **présidente Nadine NIVAGGIONI** a souhaité évoquer deux aspects :

Un premier, politique, selon lequel la démarche de titrisation est envisagée comme un souhait partagé par le plus grand nombre de Corses. En revanche, elle a précisé ne pas souhaiter que ce titrement accélère le processus de vente, estimant que celui-ci est de nature à favoriser une spéculation effrénée et un appauvrissement de la société corse.

Un second aspect, plus technique, pour lequel elle a souhaité faire appel à un juriste, afin d'évaluer l'impact qu'aurait cette circulaire.

En réaction aux propos de la présidente, **Mme Marie-Thérèse MARIOTTI** a fait part de son étonnement, puisque le dispositif présenté ne consiste pas à faciliter la vente, mais plutôt les partages. À ce titre, elle a fait état de son expérience de maire, qui démontre que les citoyens souhaitent, dans leur très grande majorité, procéder au partage des biens indivis afin de pouvoir s'installer dans la commune.

Il ne convient pas, selon la commissaire, d'associer la création de titre à celle de spéculation foncière. Elle permet, au contraire, de sortir de l'état chronique d'indivision que connaît la Corse, bloquant le partage de biens anciens qui ne peuvent être qualifiés de biens sans maître, ni en état d'abandon manifeste, avec, pour conséquence, la mort des cœurs de village.

Mme Marie-Anne PIERI a précisé que, du point de vue de la Chancellerie, la loi se suffit à elle-même et qu'une circulaire peut satisfaire à l'application de ce dispositif.

Afin de lever toute ambiguïté, la présidente **Nadine NIVAGGIONI** a précisé qu'elle considère la sortie de l'indivision comme nécessaire. Pour autant, elle ne souhaite pas que certains processus permettent d'accélérer la vente des biens et la dépossession des Corses.

Elle a souhaité que les dispositifs soient calibrés pour répondre aux besoins de la population corse.

Mme Marie-Anne PIERI a indiqué que, dans le cadre des discussions qui ont abouti à la loi du 6 mars 2017, une proposition avait été faite afin de prévoir les garde-fous qui éviteraient les dérives prévisibles. Cette proposition consistait, dans le cadre d'un partage avec attribution du bien à l'un des co-indivisaires, de prévoir un engagement du co-indivisaire, de proposer le logement à la location « sociale » pendant un délai de dix ans. Dans ce cas, les co-indivisaires pouvaient bénéficier d'une exonération pleine et entière des droits de succession.

Mme Rosa PROSPERI, partageant l'avis de la présidente, a fait observer que la plupart des actions en partage ne sont pas destinées à réhabiliter les biens de famille, en raison des faibles revenus des foyers corses.

Pour rappel, la loi visait à aboutir à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de propriété. C'est la raison pour laquelle elle a émis quelques doutes sur la possibilité, pour une circulaire ministérielle, de remplacer la loi.

Invité par la présidente à présenter l'impact que pourrait avoir la motion dans la pratique, **M. François VIANGALI**, conseiller auprès du président du Conseil exécutif, a fait un bref rappel de la hiérarchie des normes.

À ce titre, il a indiqué que le ministre de la Justice est tout à fait habilité à prendre des circulaires, dans le champ de la loi, sans introduction de règles dérogatoires.

Ainsi, il s'est dit plus favorable à penser que ces dispositions relèvent du domaine de la loi.

En réponse, **Mme Marie-Anne PIERI** a expliqué la raison pour laquelle le Garde des Sceaux a proposé la solution d'une circulaire. La loi étant déjà entrée en vigueur, pour une durée de dix ans maximum, la circulaire permettrait de donner les moyens de pouvoir appliquer l'article 2, qui, aujourd'hui n'est pas applicable. Les procédures de titrement ne peuvent être efficaces que si les co-indivisaires sont en mesure de procéder au partage du bien.

Elle a insisté sur la nécessité de proposer une méthodologie et de ne pas tomber dans le mythe de la spéculation, sachant que la majeure partie des Corses souhaitent partager leurs biens et non les vendre.

La Commission a émis un avis défavorable sur cette motion.

Ont votés :

« **Pour** » : les groupes « Per l'avvene » et « La Corse dans la République »

« **Contre** » : les groupes « Femu a Corsica » et « Corsica libera »

NPPV : le groupe « Andà per dumane »

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Il y a un rapport de la Commission des compétences législatives et réglementaires, M. CASALTA.

M. Jean-François CASALTA

Merci, M. le Président.

Chers collègues,

Il y a un rapport qui a été rédigé par la Commission. C'est un rapport qui est assez important, qui fait neuf ou dix pages, donc je ne pense pas que je vais nommer le verbatim de tous les commissaires. Je vais essayer d'en faire une présentation, la plus synthétique possible, au vu de l'heure qui avance, et la plus thématique, également, possible.

Je ne rappellerai ni l'historique de la genèse de cette loi qui a été rappelée par Me PIERI, dans sa présentation.

Je ne rappellerai pas, non plus, la position des membres du groupe « Per l'avvene », parce que je pense que Mme PIERI l'a très bien fait avec une belle sincérité, devant cette assemblée ; belle sincérité dont elle a fait preuve aussi, devant la Commission.

Il est bien évident que l'indivision est un fléau pour la Corse, nous en sommes tous conscients. Et d'ailleurs, nous avons soutenu le principe de la loi du 6 mars 2017, il ne s'agit pas, aujourd'hui, de disputer des vertus ou des mérites de cette loi. Je rappelle que, par un vote dans cette assemblée du 24 novembre 2016, quarante trois, ou quarante huit même, conseillers, donc une écrasante majorité a soutenu le principe même de cette loi.

L'indivision, disais-je, nous le savons depuis des dizaines, voire même des centaines d'années, en Corse, crée des gros problèmes : vous avez des parcelles en friche, donc inexploitées ; vous avez des immeubles qui sont délabrés et qui présentent, parfois, un danger pour la sécurité des personnes ; vous avez des collectivités locales qui n'arrivent pas à recueillir normalement les perceptions et les taxes qu'elles devraient recueillir au titre des taxes, par exemple, foncières ; sans parler des conflits, parfois graves, qui s'enkystent dans les familles, de génération en génération.

Donc, nous partageons tous le souci, qui est partagé, en tout cas initié par cette motion, par Mme PIERI.

En revanche, il y a des points qui posent difficulté, et c'est le sens des observations qui ont été présentées par les membres des groupes de la majorité territoriale, lors de la Commission des compétences législatives et réglementaires. Je vais essayer de les exposer le plus rapidement possible et ensuite, j'exposerai la synthèse du propos de M. Jean-Charles ORSUCCI qui intervenait pour son groupe « Andà per dumane ».

Ce qui est un peu gênant, en quelque sorte, et Mme PIERI a toute légitimité pour déposer cette motion au nom de son groupe « Per l'avvene », mais elle la dépose à titre individuel. Il aurait été intéressant, au vu de l'importance du problème, parce que je sais que la passion du droit notarial n'est pas partagée par tous mais là, on touche quand même des enjeux cruciaux : on touche à l'indivision qui est un problème crucial pour la Corse ;

on touche aussi, quelque part, au statut de résident, qui est quelque chose d'extrêmement important pour nous ; on touche au droit de propriété.

Donc, cette motion est importante, c'est la raison pour laquelle j'entends insister dessus.

Il aurait été utile de connaître l'avis de l'ensemble de la profession des notaires de Corse qui nous auraient dit, ou pas, s'ils rencontrent des difficultés d'application de l'article 2 de la loi et qui nous auraient donné leur avis sur la motion qui est présentée. Nous ne l'avons pas et rien ne justifie, si vous voulez, même si votre parole n'est pas en doute, de toute façon, comme vous le savez, la bonne foi est toujours présumée, mais rien ne justifie de ces difficultés d'application de cet article 2. C'est un premier point.

Ensuite, excepté les points que vous soulevez dans votre motion, on a bien compris les avis de valeur, la publicité, la notification par acte extrajudiciaire, mais vous demandez au Gouvernement, en quelque sorte, de rédiger, de l'alpha à l'oméga, cette motion.

Vous le savez, nous avons une confiance mesurée, c'est l'art consommé de la litote, dans le Gouvernement et il est pour nous, je vous le dis tout net, inenvisageable de laisser le Gouvernement s'attacher et rédiger une circulaire sur des enjeux aussi cruciaux, que nous connaissons en Corse, sur la sortie de l'indivision. C'est pour nous, inenvisageable.

Il faut d'ailleurs rappeler que le Gouvernement a refusé le décret d'application, plus exactement la Chancellerie. J'ai mieux compris pourquoi, parce que si le président de l'Assemblée, par substitution, par intérim, le permet, j'interviendrai aussi en « contre » pour donner un point juridique.

Sur l'esprit de la loi du 6 mars 2017, c'est là qu'il y a une différence. L'esprit de la loi, c'est le titrement et, éventuellement, le partage. La conséquence ou la possibilité, éventuellement, d'une vente, ce n'est pas la vente. Et là, les modifications, les précisions que vous voulez apporter à ce texte nous conduiraient peut-être à aller vers une mise à l'encan de la terre de Corse. Et c'est, vous le savez, ce à quoi nous nous refusons.

Parce qu'encore une fois, il faut parler clair. Les gens ne peuvent pas découvrir, aujourd'hui, que nous soutenons le statut de résident, c'est une des matrices fondamentales de nos campagnes de 2015, de 2017 qui ont été validées par un vote massif des Corses à 56 % et qui a donné la constitution de

cette majorité absolue, aujourd'hui, sur les bancs de cette Assemblée. C'est extrêmement important.

Le président du Conseil exécutif, d'ailleurs, le disait hier. C'est vrai que ce statut de résident, en quelque sorte, protégeait cette terre pour les Corses d'origine et d'adoption. Eh bien, on ne peut pas le bâtir par le haut mais on essaye, avec des initiatives originales et astucieuses, de le bâtir par le bas comme, justement, les belles initiatives municipales qui ont été déclinées hier et qui s'adressent aux primo-accédants.

Donc, toute l'essence de notre combat et de notre stratégie, c'est, justement, éviter les phénomènes spéculatifs qui pourraient encore s'accroître en Corse et faire en sorte que nous soyons complètement, les uns et les autres, dépossédés de notre terre.

C'est la raison pour laquelle vous semblez minimiser les risques des effets induits de vos précisions. Mais nous, nous devons absolument, gouverner c'est prévoir, mais c'est surtout être prudent, faire preuve de prudence. Nous ne pouvons engager les Corses dans cette aventure aussi facilement, aussi cavalièrement, quand même le Gouvernement a refusé de préciser, justement, cet article 2 qui fait débat.

Donc, je trouve qu'il faut, aujourd'hui, être extrêmement prudent, c'est d'ailleurs le sens de l'avis qui a été donné par la Commission, qui a été un avis défavorable. Ce sont les groupes de la majorité territoriale qui ont voté contre cette motion qui était proposée.

Concernant M. Jean-Charles ORSUCCI, il a estimé que les positions des deux parties, des deux camps en quelque sorte, étaient tout à fait sincères, que, évidemment il fallait sortir de l'indivision parce que cela posait un gros problème, mais d'un autre côté, il ne voulait pas, par le vote de cette motion, prendre la possibilité d'accélérer encore les mécanismes spéculatifs qui sont à l'œuvre en Corse.

Je pense avoir résumé, de manière thématique, en tout cas j'ai la faiblesse de le croire, les positions qui ont été confrontées au cours de cette Commission. Et je rappelle l'avis défavorable qu'elle a donné à la proposition de motion qui a été déposée sur ce bureau.

M. Hyacinthe VANNI

Si vous le voulez bien, vous avez présenté la motion, il y a eu la lecture des rapports des commissions, on peut faire un « pour », un « contre ».

Mme Marie-Anne PIERI

Excusez-moi, un propos.

Concernant, si vous voulez, le fait que le législateur n'ait pas donné de méthodologie concernant l'article 2, c'est que vous n'êtes pas censé ignorer que la loi sur les successions du 24 juin 2006 a introduit deux articles dans le Code civil, qui sont les articles 836 et 837, qui permettent, justement, de sortir de l'indivision par la voie contentieuse en faisant une licitation à la barre du tribunal. Et quand nous avons coécrit cette loi, c'est ce que nous ne souhaitons pas parce que, justement, c'est la porte ouverte à la possibilité d'un tiers d'acheter un bien d'origine familiale. Et c'est pour cela, que nous souhaitons qu'il y ait une méthodologie qui soit mise en pratique, par rapport à cet article 2, tout simplement.

M. Hyacinthe VANNI

Très bien. Le « contre » ? Jean-François, et après l'avis de l'Exécutif, bien entendu.

M. Jean-François CASALTA

Mme PIERI, j'entends bien que, pour vous, ce sont des précisions qui vont venir compléter un article de loi. Mais ce n'est pas exactement cela de notre point de vue.

Et là, je vous ai donné une argumentation sur le fond, pour pas que l'on nous fasse le reproche de vouloir éluder ce débat. Mais l'argumentation que je vous ai donnée, finalement, elle est inutile, elle est presque superfétatoire, parce que la circulaire que vous appelez de vos vœux, si elle est rédigée dans le sens qui est celui de la rédaction de votre motion, elle est illégale et même anticonstitutionnelle.

Je vais vous donner deux explications là-dessus :

On sait qu'en France, le droit de propriété est quasiment sacré. Je vous rappelle les termes de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen « inviolable et sacré » ; déclaration qui appartient à notre bloc de constitutionnalité, donc c'est effectif en droit constitutionnel.

L'article 2, de la loi du 6 mars 2017, déroge déjà beaucoup au droit de propriété parce qu'il permet à 2/3 des indivisaires de faire des actes de gestion ou de disposition sur l'ensemble des biens de la communauté des indivisaires. Donc, c'est très important.

Mais vous, ce que vous demandez, c'est quand même complètement différent.

Vous demandez, en quelque sorte, ni plus, ni moins, de présumer du consentement au partage ou à la vente, une fois notification par acte extrajudiciaire effectuée.

Je pense, la majorité territoriale pense, que c'est tout simplement impossible car la loi ne prévoit pas une telle possibilité et la circulaire, comme chacun sait, est de valeur infra réglementaire, elle ne peut modifier des dispositions qui ont été votées, en la forme, par le législateur.

Donc, la motion que vous proposez, au-delà de modifier la loi, elle irait même contre la loi, parce que je vous rappelle juste l'article 11-150 du Code civil qui dispose que le silence ne vaut pas acceptation. Et c'est sûrement la raison pour laquelle la Chancellerie a refusé d'apporter des précisions sur ce texte parce qu'il était totalement impossible, juridiquement, de pouvoir prévoir quelque chose, par le biais d'une simple circulaire (c'est l'étage le plus bas, pratiquement, dans la hiérarchie des normes), qui allait modifier non seulement la loi, mais même la constitution, la propriété privée et le droit de propriété.

Alors, vous savez, il y a quelque chose qui est assez amusant, parce que nous, les nationalistes, au travers du statut de résident, on nous accuse beaucoup d'attenter au droit de propriété. On nous dit : « attention, le statut de résident, on ne va pas pouvoir vendre comme on va vouloir et c'est très important le droit de propriété ». Mais finalement, votre groupe, par cette motion, vous voulez presque lui porter un coup fatal au droit de propriété, vous voulez en quelque sorte, alors que même philosophiquement, je pense que vous êtes un groupe de droite et que votre idéologie (justement, l'idéologie libérale) est bâtie sur le concept de propriété privée.

Donc, si vous voulez attenter à la propriété privée, par le biais d'une simple instruction, je trouve que c'est quand même curieux.

Alors moi, je pense vous avoir fait la démonstration que, juridiquement, il est impossible que cette simple instruction puisse avoir les conséquences que vous voulez lui prêter. Et c'est l'argument juridique qui indique que le débat de fond, de toute façon, était inutile et superfétatoire et qu'il est, de mon sens, absolument impossible que cette circulaire soit prise par le Gouvernement, quand bien même serait-elle votée.

M. Hyacinthe VANNI

Très bien, je ne pense pas que vous vous mettiez d'accord mais je veux bien vous donner la parole deux minutes parce que je suis gentil.

Mme Anne-Marie PIERI

Dans le cadre de la procédure de titrement, ancien régime je dirai, avant la loi, il y avait une circulaire BADINTER, je ne suis pas BADINTER, voilà, mais j'ai repris les termes de cette circulaire, dans le cadre de la sortie d'indivision, c'est exactement la même chose.

Cette circulaire BADINTER, en fait, elle contredisait le Code civil puisque la propriété, enfin la prescription acquisitive, que dit-elle dans le Code civil ? On prescrit pendant trente ans ? On va voir son notaire et on publie à la conservation des hypothèques ? Toutes les formalités qui sont annotées dans la circulaire de 1986 de BADINTER, viennent compléter et c'est ce que j'ai fait, moi, à mon petit niveau, excusez-moi du peu, à mon petit niveau, tout simplement. Mais on ne va pas arriver à tomber d'accord, très bien. Merci quand même.

M. Hyacinthe VANNI

On avait compris. Alors, l'Exécutif et après, on passe au vote, sinon tuttu u mondu addà piglià a parolla, on ne s'en sort plus.

M. Jean-Christophe ANGELINI

Rapidement, Président. Vous ne serez pas surpris d'entendre que nous suivrons la position des groupes de la majorité et singulièrement, celle des deux commissions qui se sont réunies, commissions dont les comptes rendus nous ont été lus par les présidents respectifs, dirons-nous.

Sur le fond, nous, nous pensons, au Conseil exécutif et à l'Office foncier, qu'il faut considérer les éléments techniques du débat sur trois plans : il y a la question du titrement, qui est posée, de la constitution de titre de propriété dans un moment où, de l'avis général, le GIRTEC, pour un certain nombre de raisons, ne peut seul assumer la charge de travail qui, vraisemblablement, si elle devait épouser le rythme constaté ces dernières années, pèserait encore sur lui-même, et donc sur nous tous, pendant encore des générations, parce qu'un outil aussi puissant soit-il, et quelle que soit la compétence, en l'occurrence très forte et avérée de ceux qui le composent, ne peut, seul, résoudre un défi multiséculaire.

Donc, il nous faudra vraisemblablement d'autres types de moyens, d'autres types de dispositifs et d'autres types de cadres juridiques dans lesquels inscrire la volonté partagée de constituer des titres de propriété en même temps que de freiner, pour ne pas dire de mettre un terme à un certain nombre de phénomènes de nature purement spéculative, phénomènes dont vous savez à quel point nous les combattons, phénomènes dont nous savons aussi à quel point ils ne vous correspondent pas et aux antipodes desquels, je veux bien le croire et le penser avec mes amis, vous vous situez aussi.

Donc, il n'y a pas de procès d'intention, et loin de nous l'idée de penser que cette proposition est destinée à ouvrir la boîte de Pandore, on a bien compris que ce n'était pas le cas, dont acte.

Donc, la question du titrement et des moyens dont dispose la Corse aujourd'hui, pour faire face à un enjeu qui est aussi un enjeu économique et qui n'est pas qu'un enjeu de transmission patrimoniale, ou de maintien dans le giron des Corses, si ça n'était que ça, ce serait déjà beaucoup, mais ça va aussi au-delà d'un certain nombre d'éléments constitutifs de notre identité partagée.

Deuxième point, la question de forme de l'Office foncier. Alors, l'Office foncier est de nature un peu hybride, au sens où il s'agit d'un EPF consacré par la loi ALUR de 2014, qui n'est pas un EPF d'Etat, pour avoir inscrit, d'ailleurs, avec l'ensemble des administrateurs, l'Office dans le concept des EPF, et notamment des EPFL dont il se rapproche davantage. J'ai pu constater à quel point notre statut était regardé avec jalousie et envie par nos homologues et nos collègues d'autres régions ou territoires, y compris ultra-marins. Mais il n'est pas, non plus, un EPFL classique, il a un statut qui lui permet de bénéficier des avantages notoirement attachés aux EPFL, sans être, pour autant, soumis à un certain nombre d'inconvénients, notamment au sens de la tutelle de l'Etat qui, bien souvent, dans le cadre des EPFL, est assez pesante

En outre, nous bénéficions, comme vous le savez, de financements liés à la TSE, en même temps que de financements liés au PEI, notamment sur la question épineuse du logement social pour laquelle nous pouvons consacrer encore 14 ou 15 millions, au cours des mois qui viennent. L'idée étant d'engager la somme précitée, avant la fin de l'année vraisemblablement, et de l'exécuter au cours des mois qui suivront.

Donc, il y a de, notre part, une volonté politique très ferme d'aller au bout des ressources qui sont les nôtres et de les compléter, d'une part, par un poste PEI qui est envisagé pour l'Office foncier, comme il pourrait l'être pour l'ensemble de nos finances publiques et, d'autre part, par un certain nombre de prêts ou de concours bancaires ou équivalents. Je pense, par exemple, au prêt Gaïa dont nous négocions, avec la directrice de la Caisse des dépôts et consignations, un principe assez rapide. L'idée étant de porter notre force de percussion à 7, 8, 10 millions par an, en sachant que l'Office foncier, dont vous avez amplement parlé récemment, il peut acquérir, comme ce fut le cas très récemment, la maison de village à Ciamannacce ou à Palasca, et on parle d'opérations entre 50 et 100 000 €, comme il peut acquérir très vite l'îlot de la Poste ou l'ancienne Chambre d'agriculture d'Aiacciu. Je parle de ces deux opérations parce qu'elles sont conclues, pour des montants équivalents, de l'ordre de 2 à 3 millions chacune.

Donc, je m'arrête. Notre souhait, à ce stade et je fais, vous l'avez compris, le lien sur les deux motions, et après je m'arrêterai... Bien sûr, après je vais vous quitter, c'est pour ça... c'est de dire en gros : « sur cette motion, on suit l'avis de la majorité et donc, vraisemblablement, on vote comme c'est proposé et sur la motion particulière qui, elle, va regarder l'Office foncier, on vous propose non pas de la rejeter ou de la retirer, mais de la mettre à l'étude, dans le cadre d'un groupe ad hoc qui sera déterminé ». Mais là, je laisse le soin à l'Assemblée de le faire et ensuite donc, on y reviendra ensemble. Merci.

M. Hyacinthe VANNI

Très bien, avis défavorable de l'Exécutif. Donc, je mets la motion au vote.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion est rejetée à la majorité des votants

Ont voté :

« **Pour** » : les groupes «Per l'avvene» et «La Corse dans la République » (5),

« **Contre** » : les groupes « Femu a Corsica » et « Corsica libera »,

Abstention : M. Pierre GHIONGA

NPPV : MM. François ORLANDI et Jean-Charles ORSUCCI,

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

M. LACOMBE, exceptionnellement, je vous donne la parole.

M. Xavier LACOMBE

Très rapidement, un peu d'humour, la proposition, M. le Président de l'ADEC, est très salée, hein !

M. Hyacinthe VANNI

Très bien, on passe à la motion suivante.

Motion n° 2018/O1/011 déposée par Mme Marie-Anne PIERI, au nom du groupe « Per l'avvene » : Mise en œuvre d'une opération expérimentale du bail réel solidaire sur le territoire insulaire

M. Hyacinthe VANNI

Mme PIERI, vous avez la parole.

Mme Marie-Anne PIERI

Avant d'aborder le mécanisme du bail réel solidaire, je voulais vous dire une chose : que la Corse, en fait, est très en avance et très moderne sur beaucoup de choses, et notamment sur le foncier solidaire. Il faut savoir que le foncier solidaire existait en Corse, il y a deux siècles de ça. On parlait de la propriété « arboraire », c'est-à-dire que vous aviez le propriétaire du sol et le propriétaire du bâti. Le bail réel solidaire, le mécanisme est le suivant : c'est-à-dire que vous avez un propriétaire du sol et un propriétaire du bâti.

Alors, le bail réel solidaire, c'est une ordonnance du mois de juillet 2016, qui est très récent, c'est un mécanisme très, très récent, qui va permettre l'accession à la propriété pour les ménages à revenus modestes. C'est très encadré par un décret d'application, c'est-à-dire que cet achat est destiné à de la résidence principale, il se pérennise dans le temps, c'est-à-dire que ce n'est pas la première acquisition, ensuite, si vous voulez, il y a une continuité. Je vais vous expliquer le mécanisme de façon très simple. En droit français, on dit que le propriétaire du sol est propriétaire de tout ce qu'il y a dessus, c'est ce que l'on appelle la règle de l'accession, c'est l'article 555 du Code civil.

Par le biais du bail réel solidaire, vous avez un organisme foncier solidaire qui est propriétaire du sol, qui donne à bail, à un bailleur social, de construire ou de rénover un bien.

Donc, la mission de ce bailleur social c'est de rénover un bien, ou éventuellement, de construire. Quand la mission est terminée, le bailleur social vend aux accédants à la propriété, ou aux ménages à revenus modestes, le bâti. Et là, nait, je dirai, le bail réel solidaire, c'est-à-dire qu'il y a l'intervention, on va parler, d'un office foncier ou d'un organisme solidaire, qui va consentir un bail au primo-accédant, à celui qui achète la propriété, ou au ménage à revenus modestes.

Là où le mécanisme est intéressant, c'est que le primo-accédant, ou le ménage à revenus modestes, ne paiera que 60 à 70 % du prix de la pleine

propriété et il jouira de ce bien-là comme un véritable propriétaire, c'est-à-dire qu'il va payer une taxe d'habitation, il va payer des charges de copropriété, il pourra vendre ce bien avec l'agrément de l'Office solidaire, de l'Office foncier ou, éventuellement, de l'organisme solidaire. S'il n'arrive pas à le vendre, cet Office foncier pourra préempter ce bien dans le cadre, je dirais, contractuel. Il pourra le transmettre, en succession, à son conjoint ou à son partenaire pacsé s'il est adossé à un testament. Les héritiers pourront également hériter de ce bien si, ils rentrent dans le cadre des revenus et des ressources qui sont arrêtés, dans le cadre du décret.

Donc, vous voyez que c'est vraiment un mécanisme qui est très innovant et qui se pérennise dans le temps parce que, par exemple, à l'occasion d'une vente ou d'une transmission par succession, le bail qui est signé entre l'Office foncier et l'acquéreur ou le primo-accédant est un bail dit rechargeable, c'est-à-dire que l'antériorité du bail qui s'est écoulée n'existe plus, on repart sur un bail, je dirai, à zéro et on bénéficie de la même durée.

C'est vraiment un mécanisme innovant et qui se pérennise dans le temps. Je pense que la Corse, ça pourrait vraiment être un laboratoire pour ce bail réel solidaire.

C'est pour cela qu'il faut que l'Assemblée de Corse se saisisse de ce bail réel solidaire et en fasse l'expérience sur tout le territoire de la Corse ou sur des régions dites tendues en Corse, puisque la loi ALUR a déterminé certaines régions de Corse qui sont dites tendues, comme Bastia, comme Ajaccio, comme Furiani, comme Biguglia.

Donc, je vous demande d'y réfléchir et je pense que c'est vraiment un mécanisme très intéressant, très innovant et très moderne.

M. Hyacinthe VANNI

Merci, donc il y a un rapport de Commission. Nadine, vous avez la parole.

Mme Nadine NIVAGGIONI

La présidente Nadine NIVAGGIONI a reconnu que cette mesure est apparue comme très attractive dans un premier temps, rappelant, à certains égards, l'esprit du statut de résident. Cependant, les premiers retours d'expériences à Nantes, Lille, Biarritz, semblent démontrer que cela n'a pas eu de réelle efficacité, en termes de lutte contre la spéculation foncière puisque la

revente est possible, comme la location, voire la location touristique, qui le sont également.

Elle a donc appelé à la plus grande prudence et souhaité que les vérifications nécessaires puissent être opérées afin d'éviter les écueils prévisibles.

Mme Marie-Anne PIERI a souhaité rappeler que l'ordonnance qui autorise ce dispositif date du 20 juillet 2016, ce qui suppose que la mise en œuvre en est à ses débuts et que les retours d'expériences ne sont que partiels.

A la question de **Mme Marie-Thérèse MARIOTTI**, qui a souhaité se voir préciser le mode de désignation des zones concernées par ce dispositif, estimant que d'autres semblent présenter des situations plus tendues que celle mentionnées, **Mme Marie-Anne PIERI** a indiqué que le choix relève du Gouvernement.

La Commission a émis un avis d'abstention sur cette motion.

M. Hyacinthe VANNI

Très bien, merci. Il y a un amendement, mais on le verra après. Donc, un « pour », un « contre ».

M. Jean-Martin MONDOLONI

Il y a un amendement ou trois amendements ? Parce qu'il y a marqué « amendement n° 1 » et après, amendement n° 1, 2 ou 3. Simplement, une question de présentation de forme. J'aimerais comprendre ce que font les groupes « Femu a Corsica » et « Corsica libera ». Il s'agit bien de trois amendements ? Très bien.... Alors, on y va, ou pas, sur les amendements ?

M. Hyacinthe VANNI

Je pense que, d'abord, il faut laisser s'exprimer les gens, un « pour », un « contre ». Après, on présente les amendements.

La motion a été présentée. S'il y a quelqu'un qui veut s'exprimer « pour » encore, il peut le faire, sinon la personne qui va s'exprimer « contre »... Rosa, et après on passe aux amendements.

Mme Rosa PROSPERI

Alors, tout d'abord, je voulais revenir sur les travaux de la Commission et l'argumentation qui a été développée par la majorité territoriale, avec les réserves dont Nadine NIVAGGIONI vient de vous faire part à l'instant.

Il faut dire les choses lorsqu'il convient de les dire. Il s'avère que, après un travail plus approfondi des dispositions du bail réel et solidaire, on s'est rendu compte et on a admis que les dispositions anti-spéculatives que permettait ce dispositif, étaient de nature à nous rassurer.

Il s'avère que, avant que le bail réel et solidaire fasse l'objet des dispositions que Marie-Anne PIERI vient de citer, certaines collectivités avaient mis en œuvre des dispositifs à-peu-près équivalents et il s'avère que ces collectivités s'étaient retrouvées flouées, parce que de l'argent public avait été injecté, des clauses anti-spéculatives, qui ne pouvaient jusqu'alors dépasser dix ans, avaient été mises en œuvre et qu'à l'issue de ces dix ans, des gens avaient revendu en faisant (en employant une expression un petit peu triviale) la culbute, souvent à des étrangers pour des résidences secondaires. Evidemment, les collectivités locales se sentaient doublement flouées.

C'est à la lumière de ces exemples plus que désastreux, que nous avons émis des réserves lors de la Commission et il s'avère qu'après avoir approfondi le sujet, nous avons réalisé (quand on a tort il faut le dire) que les dispositions, que permet le bail réel et solidaire, permettent effectivement d'être sécurisées.

Donc, forcément, notre position n'est plus la même au regard du dispositif en lui-même.

Deux éléments, néanmoins. Tout d'abord, je voudrais dire un mot sur ce que vous avez présenté, par voie de presse, comme une alternative au statut de résident et vous dire que, pour nous, il ne s'agit nullement d'une alternative au statut de résident, malheureusement. Le statut de résident tel que nous le souhaitons, nous continuerons à essayer de l'obtenir, mais le statut de résident est destiné à permettre l'accession à la propriété et surtout la baisse du coût du foncier pour des résidents.

Or, et vous le savez, ce dispositif ne permet de cibler que les personnes à revenus modestes, et tant mieux, mais que celles-ci. On sait très bien que la plupart des ventes qui ont lieu en Corse, et la plupart des

acquisitions qui ont lieu en Corse, ne sont pas le fait de gens aux revenus modestes. Ils sont même le fait de gens aux revenus très, très importants. Ça, c'est le premier point.

Il n'en demeure pas moins que, seule, une limitation des acquisitions faites de cette façon-là aura pour effet mécanique, nous en sommes persuadés, de réguler et de baisser le prix du foncier. C'est le premier argument.

Le deuxième, et je l'ai relevé dans votre conférence de presse, c'est que l'Office foncier ne pourra pas réserver les biens qu'il mettra en vente, à des personnes de revenus modestes, résidant en Corse.

Vous indiquez dans votre conférence de presse que l'Office doit agréer. C'est exact, mais si demain l'Office ne devait agréer que des personnes résidant en Corse, eh bien, je pense que la même argumentation, que celle qui est opposée au statut de résident, serait opposée à cette disposition-là. Elle serait, tout simplement, anticonstitutionnelle.

Donc aujourd'hui, malheureusement, parce que moi je souhaiterais qu'on ait trouvé une véritable alternative au statut de résident (je ne suis pas attachée au terme) mais aujourd'hui c'est un dispositif intéressant, et nous en convenons, qui ne peut malheureusement en aucune façon, être présenté comme une alternative au statut de résident.

Dernier point sur l'Office foncier solidaire. Vous indiquez dans votre motion, c'est le considérant numéro 5 de la motion : « depuis 2014, la Corse dispose d'un établissement public qui est tout désigné, de par ses missions, à mettre en œuvre sur le territoire insulaire le bail réel et solidaire ». Cet organisme tout désigné serait l'Office foncier.

Or, l'Office foncier n'est pas tout désigné de par ses missions. L'Office foncier et solidaire répond à un certain nombre de critères. Il doit être, par le biais d'une procédure, agréé par le Préfet et surtout il doit, à partir du moment où il est Office foncier et solidaire, répondre à un certain nombre de critères et à un certain nombre d'aménagements qui nécessitent une ingénierie dont nous ne savons pas, aujourd'hui, si l'Office foncier (et je m'adresse à Jean-Christophe ANGELINI, qui ne m'écoute pas, qui est perturbé par Jean BIANCUCCI) dispose de l'ingénierie nécessaire.

Je m'explique. Si l'Office foncier devenait Office foncier et solidaire, il devrait, excusez-moi du peu, avoir en charge : la négociation des conditions d'acquisition et du financement du foncier, l'agrément des ménages

et l'établissement des baux, le quittancement, le recouvrement des impayés des baux, la suite des clauses du bail, le pilotage des partenariats et l'accompagnement des ménages. De surcroît, l'Office foncier et solidaire doit, et c'est un impératif légal, disposer de règles spécifiques en matière de gestion financière, avec un commissaire au compte et une gestion financière solidaire intégralement séparée de ses missions d'office foncier. C'est la raison pour laquelle ça nous paraît un petit peu délicat.

Troisième élément, et j'arrêterai là : nous considérons que ce dispositif, s'il devait être mis en œuvre, ne devrait pas concerner que les zones que la loi qualifie de zones tendues mais être étendu à l'intégralité du territoire.

C'est la raison pour laquelle nous proposons un amendement substitutif dont Julia TIBERI vous donnera lecture. Je précise que ces mesures sont déjà inscrites au plan de lutte contre la précarité et nous avons, nous-mêmes, dans le cadre du rapport d'orientation sur le logement, proposé que l'on examine toutes les opérations relevant de l'habitat coopératif, je cite notamment : les coopératives d'habitants et les sociétés d'autopromotion, par exemple.

Donc, c'est la raison pour laquelle, au lieu évidemment de voter contre cette motion, nous proposons un amendement substitutif qui est destiné à mettre en œuvre ce dispositif, si l'étude est positive.

M. Hyacinthe VANNI

Merci, la parole est à Julia TIBERI, pour présenter l'amendement. Après l'Exécutif donnera son avis sur l'amendement et on votera.

Mme Julia TIBERI

M. le Président, merci. Extrêmement rapidement. Effectivement, les groupes de la majorité ont co-rédigé, non pas un amendement mais bien trois amendements.

Le premier amendement consiste à supprimer les cinq derniers « considérants » de la motion présentée par Mme PIERI. Alors, je ne suis pas encore rodée à l'exercice des amendements mais j'ai cru comprendre qu'il n'était pas d'usage d'amender les « considérants ». Toutefois, en l'espèce, nous considérons d'une part, que certains amendements présentent des inexactitudes factuelles, et notamment concernant les compétences actuelles de l'Office foncier. Et s'agissant de vos « considérants » relatifs au zonage, nous

considérons qu'ils contreviennent à la volonté de la majorité de voir s'appliquer ce dispositif, mais pas seulement d'ailleurs, de voir s'appliquer tous les dispositifs qui pourraient favoriser l'accès à la propriété sur, bien évidemment, l'ensemble de notre territoire. Raison pour laquelle nous présentons ce premier amendement.

Le second amendement consiste à rajouter un « considérant » qui serait le suivant : « considérant que ce dispositif fait déjà l'objet d'un examen par le Conseil exécutif dans le cadre du plan de lutte contre la précarité ». Sauf erreur de ma part, ce plan qui a été approuvé par cette même Assemblée, par décision du 30 mars 2017, en page 34, pour les plus dubitatifs.

Et un amendement n° 3, ma collègue Rosa l'a expliqué, qui consisterait, parce que nous convenons tous qu'il s'agit d'un dispositif extrêmement intéressant, mais nous pensons également que c'est un dispositif qu'il convient de peaufiner, donc un amendement qui consisterait à substituer au dispositif initial, le dispositif suivant : « missionne la Commission du développement économique, du numérique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement et la Commission des compétences législatives et réglementaires, pour réaliser une étude en synergie avec le Conseil exécutif et l'Office foncier de la Corse, sur les conditions de mise en œuvre du bail réel et solidaire et la création d'un Office foncier solidaire, ainsi que sur tous les autres dispositifs qui pourraient favoriser l'accès à la propriété, en renforçant les mécanismes de lutte contre la spéculation ».

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Donc, avis de l'Exécutif sur ces amendements.

M. Jean-Christophe ANGELINI

Avis favorable aux amendements, dans le droit-fil de mon propos précédent, et avec l'idée effectivement, c'est ce dont nous parlions d'ailleurs avec le président BIANCUCCI, qui me donnait des exemples précis de conformité à la propriété arboraire, donc ce qui va nous permettre d'examiner un certain nombre de situations vécues et de les remettre en perspective sur le plan du droit.

Donc, avis favorable, retrait des « considérants » et introduction des éléments énoncés par Julia, à l'instant même.

M. Hyacinthe VANNI

Merci, si l'auteur de la motion, ou quelqu'un du groupe, veut dire un mot, vous avez la parole.

M. Jean-Martin MONDOLONI

Rapidement, sur les amendements. On prend acte de la pertinence, à la fois de la réflexion, y compris rétrospective, qui vous conduit à considérer les bénéfices de ce dispositif. Simplement, une explication, et vous avez l'intelligence de faire un pas, et nous devons vous rendre, en retour, cette même forme d'intelligence. Une conférence de presse, c'est une conférence de presse. Là, on est sur des mots qui doivent avoir un sens. Ils avaient un sens aussi à la conférence de presse. Le sens, ce n'était pas une alternative au sens politique du terme, ce n'est pas le statut de résident d'un côté et le bail solidaire.

Nous, on considérerait pour l'heure que le statut de résident, pour fondé ou infondé qu'il soit, n'existe pas et que pour l'heure, il existe un dispositif. C'est dans ce sens-là qu'il proposait l'alternative. Au sens étymologique du terme, il y a autre chose d'existant. Voilà pour l'explication de texte liée à la conférence de presse, mais ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui.

Sur les amendements, bien entendu nous entendons, évidemment, les arguments, sur le premier, qui consiste à supprimer les « considérants » gênants, en tout cas ceux qui sont relatifs au défaut d'expertise des missions qui doivent se rattacher à l'Office foncier existant.

Le deuxième « considérant », très bien, je suis ravi d'apprendre, et je bats ma coulpe, que le Conseil exécutif considère déjà ce dispositif, à travers une délibération qui date de 2017. Je pense que nous n'étions pas très attentifs à l'époque, peut-être, peu importe, ce n'est pas le sujet.

Sur l'amendement n°3, la seule part d'effort que l'on vous demande, et on est d'accord sur la rédaction, c'est de mettre en lumière, et en texte, ce que nous avons manifestement en partage, c'est simplement les trois petits mots qui étaient ceux qui prévalaient dans l'article 1 du dispositif initial, à savoir : « approuve le principe du bail réel solidaire » et on supprime, puisqu'on entend qu'il y a une réserve là-dessus, vous, ce que vous ne souhaitez pas c'est : « approuve le principe du bail comme outil opérationnel de régulation du marché foncier ». On a compris qu'il y a une gêne, de votre côté, de ce point de vue-là. Je propose une rédaction la plus épurée possible,

pour faire entendre que, collectivement, nous approuvons ce principe avec, évidemment de façon additive, la mission que vous souhaitez mettre en œuvre.

Si vous en êtes d'accord, pour ce sous-amendement, je pense que l'on serait proche d'un point d'équilibre, à cette heure tardive.

M. Hyacinthe VANNI

Est-ce que l'on est d'accord pour ce sous-amendement ?

Mme Rosa PROSPERI

Il n'y a pas d'opposition. Si on enlève la deuxième partie de la phrase et que l'on se contente de « approuve le bail réel et solidaire », sans la deuxième partie, on n'a pas à approuver un dispositif créé par la loi, on n'a pas à approuver la loi. A la limite, une autre formulation de sorte que l'on puisse l'intégrer avant la mise en œuvre de l'étude, mais « approuve le bail réel et solidaire », c'est le Parlement qui l'a approuvé, ce n'est pas nous.

M. Jean-François CASALTA

Juste pour dire un mot, je rejoins les propos, évidemment, de Rosa PROSPERI, et surtout approuve. Alors qu'on se propose de missionner différentes commissions, l'Office foncier et le Conseil exécutif, pour étudier encore plus finement les bénéfices escomptés que cette loi pourrait avoir pour la Corse, je trouve que c'est un petit peu précipité. Mettons ce dispositif à l'étude qui a l'air, encore une fois, extrêmement intéressant et ensuite, nous approuverons ou pas.

Mme Rosa PROSPERI

Est-ce que l'on accepterait « considère l'intérêt représenté par le dispositif bail réel et solidaire » ?

M. Hyacinthe VANNI

Donc, nous sommes d'accord là-dessus ? On va passer au vote.

Donc, vote de l'amendement n° 1 sous-amendé.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

L'amendement n° 1, sous-amendé, est adopté à l'unanimité des votants.

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », «Corsica libera », « Per l'avvene » et « La Corse dans la République)

NPPV : MM. François ORLANDI et Jean-Charles ORSUCCI,

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

Amendement n° 2.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des votants.

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », «Corsica libera », « Per l'avvene » et « La Corse dans la République)

NPPV : MM. François ORLANDI et Jean-Charles ORSUCCI,

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

Amendement n° 3.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

L'amendement n° 3 est adopté à l'unanimité des votants.

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », «Corsica libera », « Per l'avvene » et « La Corse dans la République)

NPPV : MM. François ORLANDI et Jean-Charles ORSUCCI,

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

On va passer à la motion, ainsi amendée.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion, ainsi amendée, est adoptée à l'unanimité des votants.

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », «Corsica libera », « Per l'avvene » et « La Corse dans la République)

NPPV : MM. François ORLANDI et Jean-Charles ORSUCCI,

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

On passe à la motion suivante.

Motion n° 2018/E4/030 déposée par M. Romain COLONNA, au nom du groupe « Femu a Corsica » : Article figurant sur le site Internet de l'hebdomadaire « Le Point » particulièrement insultant à l'égard des corses

M. Hyacinthe VANNI

M. COLONNA, vous avez la parole.

M. Romain COLONNA

Merci, M. le Président. Chers conseillers, chères conseillères, je vais essayer de ne pas abuser de votre patience en cette heure tardive. Simplement pour recontextualiser et lever peut-être un certain nombre de doutes, ou éventuellement de reproches, qui pourraient nous être légitimement et respectueusement adressés.

D'une part, celui de l'adaptation de l'article dont il s'agit ici, un article du « Point ». Il m'a été dit, encore aujourd'hui, mais c'est tout à fait normal : « est-ce que tu comprends, c'est un article de 2013, pourquoi le remettre sur la table ? ». Or, vous faire une confidence, le 8 mai 2018, j'ai consulté la presse, comme tout un chacun ici je suppose, et j'ai découvert cet article que je ne connaissais pas, tout simplement parce que l'hebdomadaire « Le Point » l'a réactualisé, comme visiblement il le fait chaque année et comme on peut supposer, il compte le faire les autres années. Donc, c'est comme pour l'édition d'un livre, lorsque vous avez une édition de 1981 et que vous rééditez en 2018, le livre de 1981 existe, mais le livre de 2018 existe aussi.

Donc, c'est une question qui me semble d'actualité et qui nous semble prioritaire. Au-delà du fait, et du simple fait, qu'elle touche à la mémoire de Pascal PAOLI, il n'y a pas mythologie particulière de notre part en la matière. C'est plus les propos qui sont tenus dans cet article qui font débat, et que nous vous proposons de soumettre à une réprobation.

Autre remarque que l'on pourrait faire, par rapport à cette motion et cet article, c'est de se poser finalement toujours en victime avec cette logique de victimisation.

Et également, une autre remarque : que ça ne correspondrait pas aux priorités de la Corse. Donc, je vais revenir très rapidement dessus. Simplement, je me suis moi-même interrogé puisqu'il faut, lorsque l'on mène une action

publique de cette sorte et que l'on met ce débat sur la place publique, s'interroger de sa pertinence. Nous nous sommes interrogés à quelques-uns, au sein du groupe, et je me suis posé effectivement la question de la victimisation. Et pour cela, je vous invite à relire le paragraphe.

Simplement, vous m'autoriserez, dans cette Assemblée, à remplacer le mot « Corse » par le mot « Juif », par le mot « Arabe », par le mot « homosexuel », par le mot « noir », et ça donne, par exemple, extrait de cet article du Point : « on connaît le juif poseur de bombes, on connaît l'arabe incendiaire, on connaît le noir gabelou, on connaît le maghrébin fatigué, on connaît l'homosexuel truand, on connaît l'Algérien « si tu touches à ma sœur, t'es mort », mais peu le corse « sauve qui peut ».

Je ne sais pas là, à la lecture de ces quelques mots, si vous sentez le malaise qui vous a gagné je suppose, qui nous a gagné tout un chacun, ici. Et, ce malaise, il a un nom, ça s'appelle le racisme. Et, c'est tout l'objet de cette motion.

Alors oui, ce malaise, ça s'appelle le racisme, et ne pas le qualifier ainsi, c'est tout simplement banaliser la chose. Cette motion vous invite, justement, à opposer à cette banalisation du racisme, ici à proprement parler à l'égard des Corses, une déclaration solennelle, finalement, de dignité, puisqu'il s'agit de dignité, et le président Jean-Guy TALAMONI a introduit la session en parlant de cela, et ça a été repris par le président Gilles SIMEONI. En parlant de la dignité, il a dit en Corse : a dignita, ùn si spicca.

C'est-à-dire que la dignité est indivisible, on ne trie pas la dignité. Le racisme non plus ne se négocie pas. Et, à partir du moment où le racisme ne se négocie pas, il ne se négocie pas, ni pour les noirs, ni pour les homosexuels, ni pour les Juifs et non plus pour les Corses.

Alors on nous opposera, enfin, par rapport à cette motion, qu'il s'agit ici, tout simplement, de liberté d'opinion et de liberté de la presse.

S'agit-il ici d'une liberté d'opinion ? Bien évidemment que non et vous l'avez vu, la démonstration, me semble-t-il, a été faite en citant d'autres communautés, d'autres peuples que la nôtre. Ici, il ne s'agit pas d'une liberté d'opinion relative à une personne, par rapport à des faits politiques. Il s'agit tout simplement de stigmatiser une communauté par rapport à son origine. Et, il y a une faille dans la loi de 1880, suite à un arrêt notamment, de la Cour de cassation de 2002, qui fait que, allègrement, ce que l'on ne peut pas faire pour d'autres, on peut le faire pour la Corse et pour les Corses.

Je vous dis tout simplement, et je le rappelle, le racisme n'est pas une opinion, le racisme c'est un délit qui est condamné par la loi, et cette loi doit nous protéger.

Alors oui, on pourra dire que la crise des déchets n'est pas encore réglée ; oui, que nous devons nous efforcer de développer l'économie de la Corse. Mais qui ici, dans cette Assemblée, accepterait, une seule seconde, une Corse prospère, une Corse riche, mais des Corses à l'endroit desquels, aussi riches soient-ils, nous aurions le droit, dans la presse ou ailleurs, de cracher dessus ou de stigmatiser ? Qui accepterait ici, d'avoir des rues propres et l'autorisation de cracher sur les usagers de ces mêmes rues ? Ce n'est pas acceptable. L'un n'est, en aucun cas, opposable à l'autre.

Et je crois, sans grandes phrases et sans grands renforts de concepts, que oui, cette Assemblée se doit d'être la garante des intérêts moraux du peuple corse. Etre la garante des intérêts moraux du peuple corse, ça veut dire défendre la dignité et s'opposer au racisme dès lors qu'il se manifeste à l'égard des Corses et de toutes autres communautés, ou de toutes autres religions, partout dans le monde, en Corse comme ailleurs.

Alors, je vous demande, et j'arrêterai là-dessus, ne capitulons pas face à l'abject, ne capitulons pas face à l'ignominie, ne capitulons pas face au racisme, ne capitulons pas, non plus, face à ce que nous sommes, à savoir un peuple généreux, accueillant et ne capitulons pas, enfin, ce sera le mot de la fin, face à ce que nous ne sommes pas encore, à savoir un peuple reconnu dans ses droits et qui a le droit notamment, à la dignité et au respect. Merci.

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Est-ce qu'il y a une intervention « contre » ? Non. On va faire l'économie de l'intervention « pour » puisque Romain a tout dit. Donc, l'Exécutif ?

M. Jean-Christophe ANGELINI

Favorable.

M. Hyacinthe VANNI

Donc on passe au vote.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion est adoptée à l'unanimité des votants.

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », «Corsica libera », « Per l'avvene » et « La Corse dans la République)

NPPV : MM. François ORLANDI et Jean-Charles ORSUCCI,

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

Motion suivante, on reste sur le même sujet.

Motion n° 2018/E4/032 déposée par Mme Danielle ANTONINI, au nom du groupe « Femu a Corsica » : Racisme anti corse

M. Hyacinthe VANNI

Dany, vous avez la parole

Mme Danielle ANTONINI

Merci M. le Président.

Vu les définitions du terme « racisme » caractérisées ainsi dans le dictionnaire Larousse : c’est une « idéologie fondée sur la croyance qu’il existe une hiérarchie entre les groupes humains, les « races » ; comportement inspiré par cette idéologie, attitude d’hostilité systématique à l’égard d’une catégorie déterminée de personnes. »,

Vu l’article 1er de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen de 1789,

Vu l’article 225-1 du Code pénal français qui réprime la discrimination fondée sur l’origine, vraie ou supposée, et la provocation à une telle discrimination,

Considérant que les corses, s’ils ne sont toujours pas reconnus en tant que peuple, se caractérisent par une origine commune bien déterminée,

Considérant les multiples cas recensés de propos et d’actes discriminatoires et à caractère racistes à l’encontre des corses, qu’ils soient publics ou non, notamment au cours des derniers mois,

Considérant l’incitation à la haine suscitée régulièrement par ces propos et ces actes,

Considérant que ces délits ne sont jamais punis par la loi lorsque les corses en sont victimes,

Considérant que des atteintes, sous diverses formes, aux corses ont été perpétrées à la fois par des représentants de l’Etat, des journalistes, des personnes morales publiques, des entreprises privées et des particuliers,

Considérant le lynchage médiatique et sociétal massif dont les corses ont fait l’objet suite à l’affaire ACA – HAC,

Considérant notamment, les propos racistes subis de manière récurrente par nos sportifs locaux, dans toutes les catégories, lorsqu'ils se déplacent en compétition sur le continent,

L'Assemblée de Corse,

Condamne le racisme sous toutes ses formes.

Exige que le racisme anti corse soit reconnu et puni par la justice au même titre que toutes les autres formes de racisme.

Merci, M. le Président.

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Est-ce qu'il y a une intervention « contre »? Non. Donc, L'Exécutif ? Favorable. Merci les filles.

On va passer au vote.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion est adoptée à l'unanimité des votants.

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », «Corsica libera », « La Corse dans la République

NPPV : MM. François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, le groupe « Per l'avvene »

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

Motion suivante.

Motion n° 2018/E4/033 déposée par M. Julien PAOLINI au nom du groupe « Femu a Corsica » : Crédits alloués à la part territoriale du Centre national du développement du sport (CNDS)

M. Hyacinthe VANNI

Julien...

M. Julien PAOLINI

Merci. Je vais essayer d'être bref pour présenter les principaux éléments de cette motion et pour permettre à notre Assemblée de se positionner.

En préalable, informer l'Assemblée que cette motion est cosignée par les deux groupes de la majorité territoriale, sous le contrôle, bien entendu, de Petr'Antone TOMASI en sa qualité de président, mais aussi en sa qualité de président du CSJC.

Donc, quelques éléments du contexte qui nous ont conduit à proposer cette motion : il faut savoir qu'en 2018, la part nationale du CNDS, donc le Centre national pour le développement du sport, a vu son financement réduit de moitié par rapport à l'année 2017, c'est-à-dire une coupe franche de 50 %, notamment par un plafonnement des ressources fiscales qui lui étaient affectées précédemment.

Cette baisse a été justifiée par l'Etat par une recentralisation de certaines compétences, qu'avaient précédemment le CNDS, et par la nécessité de réaliser, je cite : « des économies structurelles, notamment en mettant fin au soutien aux petits équipements de proximité, en diminuant le montant de la part territoriale et en diminuant l'enveloppe de soutien aux équipements locaux ».

En Corse, les choix opérés par le gouvernement MACRON ont conduit cette année, à une diminution, de plus de 230 000 €, des crédits alloués à la part territoriale du CNDS.

Comme vous vous en doutez, cette baisse affectera considérablement la politique sportive de la Collectivité de Corse dont on a parlé précédemment et, par conséquent, tout le mouvement sportif insulaire.

Quelques éléments chiffrés des impacts, d'ores et déjà, mesurables : aucun crédit affecté en 2018 sur les actions de sport santé par le CNDS (plus de

900 000 € l'année passée) ; soutien à 15 emplois seulement en 2018, au lieu des 19 attendus (17 en 2017).

Sur la base de ces éléments, force est de constater que les crédits affectés par l'Etat à la part territoriale du CNDS, ne tiennent aucunement compte ni des problématiques, ni des compétences de la Collectivité de Corse en matière de politique sportive.

Dans ce contexte, la présente motion vise, tout d'abord, à mandater le président du Conseil exécutif pour l'ouverture de négociations avec le Gouvernement, afin de garantir un niveau acceptable et suffisant des ressources allouées à cette part territoriale du CNDS.

Autre point qui me semble important de mettre en avant : la réduction des crédits CNDS relative aux investissements parce que, précédemment, ça consistait uniquement sur la partie fonctionnement. Donc, cette baisse des crédits sur les investissements va mettre en difficulté, bien entendu les collectivités locales, intercos, communes, dans la recherche de co-financements, notamment dans les territoires de l'intérieur.

En effet, le plan de développement des équipements sportifs, en Outre-mer et en Corse, qui avait été institué en 2016 par le conseil d'administration du CNDS, pour une durée de quatre ans, prévoyait d'octroyer 10 M€ annuels pour ces investissements. Il a été reconduit en 2018 mais l'enveloppe a été réduite à 7 M€ seulement, donc encore une baisse sur les équipements, de 3 M€ en un an.

Donc, si elle est adoptée, cette motion permettra à notre Assemblée de demander au ministère des Sports, la prise en compte des spécificités territoriales et institutionnelles de la Corse en ce qui concerne les crédits CNDS alloués aux équipements sportifs, notamment l'intégration du CSJC au programme d'investissement géré par le CNDS, d'un montant total de 15 M€ et, aujourd'hui exclusivement, réservé aux CREPS français. Je vous remercie.

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Si le groupe cosignataire veut intervenir ? Je pense que le président du CSJC ne pourra pas voter, mais à vérifier.

M. Petr'Antone TOMASI

Ecoutez, ça c'est peut-être aux services de nous le dire, mais il n'y a pas d'impact financier direct et je crois que, bien souvent, notre Collectivité transmet à Paris des demandes concernant y compris nos ressources financières propres fiscales. S'il faut que je ne vote pas, et y compris que je ne cosigne pas en mon nom et es qualité la motion, je n'y vois aucun inconvénient.

Simplement, pour dire et pour prolonger le propos, non pas sur la problématique du fonds CNDS en général, sur lequel on s'est notamment exprimé ce matin, mais sur ce qui concerne l'établissement public auquel vous faites référence, le CSJC, qu'au moment du désengagement de l'Etat vis-à-vis de l'ex CREPS de Corse, ça a été, finalement, la triple peine.

Premièrement : les collectivités de Corse, successivement CTC puis CDC, CD 2A et actuellement CDC, se sont substituées à l'Etat en ce qui concerne l'effort financier.

Deuxièmement, nous avons perdu le droit d'émarger à la ligne CNDS qui était consacrée au CREPS. Et, troisièmement, ce n'est pas un élément d'ordre financier mais qui a impacté très directement le développement de la pratique sportive, notamment pour les sports de nature et les sports de montagne, avec la perte de l'autorisation de délivrer des diplômes en environnement spécifique, notamment pour les formations d'accompagnateurs en moyenne montagne.

Donc, je crois que ce qui est demandé, dans le cadre de cette motion n'est que justice. Je crois que c'est aussi renforcé par la loi et l'esprit de la loi. La loi LAW de 2015 fait le parallèle entre le CNJC, qui est l'ancien CREPS de Corse, l'ancien CREPS de Houlgate et celui de Dinard, dans le cadre du transfert du patrimoine de l'Etat vers les régions de droit commun ou la CTC.

Donc, ceci n'est que justice. Ceci, relève d'un état d'esprit, et d'une philosophie générale qui nous semble cohérente et c'est la raison pour laquelle le groupe soutien, je laisse le secrétariat général nous dire quelle est sa doctrine en matière de déontologie, mais j'ai quelques doutes en la matière.

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Est-ce qu'il y a une intervention « contre » ? Il n'y en a pas. L'avis de l'Exécutif ?

Mme Lauda GIUDICELLI

Favorable.

M. Hyacinthe VANNI

On va donner la parole à Serge, deux secondes, pour éclaircir un petit peu.

M. Serge TOMI

Au pied levé, vous avez compris qu'on est au début de quelque chose en matière de déontologie. A priori, il n'y aurait pas grand risque, mais comme on dit : « dans le doute, on peut s'abstenir ».

M. Petr'Antone TOMASI

Ça ne me pose pas de problème, mais à la limite, il y a plus de conflit d'intérêt (mais à ce moment-là, il n'y a quasiment plus personne qui vote), quand on vote le budget et qu'il y a, dans la salle, quantité de présidents, de satellites ou des maires de communes ou de présidents d'intercommunalités.

Ecoutez, nous prenons la responsabilité de voter. Voilà.

M. Hyacinthe VANNI

M. TOMASI, nous voyons que vous êtes un passionné du vote. Donc, je mets la motion aux voix.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion est adoptée à l'unanimité des votants.

Ont voté :

« **Pour** » : les groupes « Femu a Corsica », « Corsica libera », « Per l'avvene » et « La Corse dans la République »

NPPV : MM. François ORLANDI et Jean-Charles ORSUCCI,

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

On passe à la motion suivante.

Motion n° 2018/E4/031 déposée par M. Jean-Jacques LUCCHINI, au nom du groupe « Femu a Corsica » : IGP « Ile de beauté » obtenue par un consortium d'une dizaine d'entreprises de salaisons industrielles en Corse

M. Hyacinthe VANNI

Vous avez la parole.

M. Jean-Jacques LUCCHINI

Merci, M. le Président. J'essayerai d'être bref à cette heure tardive, bien que la motion soit assez technique. Donc, il y a plusieurs éléments qui rentrent en compte. Et la notion d'urgence, elle est que le syndicat « Salameria Corsa » a quelques jours pour déposer un recours. Donc, il est important qu'il y ait un appui politique de l'Assemblée.

L'objet, c'est l'Indication géographique protégée (IGP) qui a été déposée par un consortium d'une dizaine d'entreprises de salaisons industrielles en Corse

Je vais vous donner les éléments techniques :

« **Considérant** que le Syndicat de défense et de promotion des charcuteries de Corse « Salameria Corsa » œuvre depuis plus de vingt ans à la reconnaissance de la race porcine corse « nustrale », des produits charcutiers et de la production qui en découle, la Corse ayant été la première région à obtenir une Appellation d'origine contrôlée (AOC) et son pendant européen Appellation d'origine protégée (AOP) sur la charcuterie,

Considérant que, depuis avril 2012, trois pièces emblématiques de la charcuterie Corse bénéficient de l'AOP : il s'agit de l'AOP « Jambon sec de Corse » ou « Jambon sec de Corse - Prisuttu », de l'AOP « Coppa de Corse » ou « Coppa de Corse - Coppa di Corsica » et de l'AOP « Lonzo de Corse » ou « Lonzo de Corse - Lonzu » et que ces AOP récentes ont besoin de temps pour se mettre en place et se développer de façon à augmenter les volumes produits et à valoriser leur commercialisation,

Considérant de plus, la possibilité qui a été donnée pendant la période d'adaptation (5 ans), d'utiliser les termes protégés par les industriels n'a pas permis une vraie lisibilité sur les marchés et a beaucoup pénalisé l'essor de l'AOP,

Considérant que ces AOP viennent récompenser le travail d'éleveurs soucieux de conserver notre race locale et nos savoir-faire ancestraux et que ce mode d'élevage avec finition aux glands et aux châtaignes sur de vastes parcours est un marqueur déterminant de la typicité de nos produits charcutiers,

Considérant que le niveau de protection AOP semblait absolu avec l'exclusivité de cette reconnaissance pour ces produits issus de porcs de race locale élevés en Corse et qu'aucun autre produit protégé en Europe par une AOP ne s'est vu concurrencé par une IGP sauf le cas particulier du vinaigre balsamique de Modena mais cette IGP était une volonté des producteurs en AOP pour élargir les possibilités extrêmement restreintes de l'AOP en termes de vieillissement avec une matière première et des méthodes de fabrication identiques aux deux signes d'origine,

Considérant qu'aujourd'hui, la décision de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) de décerner sept Indications géographiques protégées (IGP) « Ile de Beauté » à des produits de salaisons industriels fabriqués par une dizaine d'entreprises corses à base de carcasses de porcs importés, va nuire à la filière porcine AOP mais, également, à l'ensemble des producteurs fermiers de porcs nés et élevés en Corse,

Considérant que cette IGP va entraîner une confusion certaine auprès des consommateurs, car le terme « Ile de Beauté » même s'il ne contient pas formellement le nom Corse renvoie sans aucun doute à l'origine corse des produits. Par exemple « Coppa Ile de Beauté » pour les produits en IGP ou « Coppa de Corse-Coppa di Corsica » pour les agriculteurs en AOP ; le public non averti se tournera vers des produits à prix réduit et délaissera la véritable charcuterie corse produite avec des porcs corses et un cahier des charges rigoureux,

Considérant que les pratiques présentées dans les cahiers des charges des IGP ne correspondent pas aux pratiques traditionnelles des producteurs fermiers (coupe, étuvage, délai de sèche, période de fabrication en été...) et est basé sur l'importation de matière première de toute l'Europe,

Considérant que l'on ne peut pas décerner une certification à des produits issus de carcasses de porcs importés non soumis à un cahier des charges strict et conforme aux traditions du territoire auxquelles elles se réfèrent, le consortium ne peut prétendre à une IGP,

Considérant que l'IGP doit être réservée uniquement à des produits fermiers issus d'élevage locaux qui ne peuvent pas répondre au cahier des charges contraignant de l'AOP en termes d'utilisation de race « nustrale »,

Considérant l'appropriation par le Consortium des dénominations en langue corse des autres produits de charcuterie non protégés par l'AOP (figatellu, bulagna, panzetta et salciccia),

Considérant que la filière porcine « nustrale » connaît un engouement sans précédent depuis cinq ans avec un rythme annuel de quinze installations de jeunes agriculteurs soutenues et accompagnées par l'ODARC, les chambres d'agriculture et les filières qui ont fait, de la préservation et du développement des races locales, leur priorité,

Considérant le risque de contagion que cette IGP peut entraîner dans d'autres filières, en termes de volonté de certifier en IGP des produits élaborés avec des matières premières importées,

Considérant le risque de perte de crédibilité auprès des consommateurs pour les productions locales déjà certifiées en IGP avec des produits élaborés en Corse, avec des matières premières locales (clémentine, pomélo, noisette, vins) ou en cours de certification (agneau de lait corse),

Considérant que notre politique agricole de production et les fondamentaux portés par notre majorité sont prioritairement axés sur la labellisation des produits du terroir, sur les races locales corses et sur les savoir-faire ancestraux, gages d'identité et de qualité,

L'Assemblée de Corse,

Mandate le président du Conseil Exécutif de Corse, pour mettre en œuvre diverses actions auprès du ministre de l'Agriculture et de l'INAO pour faire annuler cette décision qui donne aux salaisons industrielles une IGP qui mettrait en danger nos races locales, nos savoir-faire et nos agriculteurs fermiers, soucieux d'une agriculture de qualité et de production sur la terre de Corse,

Pour préciser l'urgence, puisque M. MONDOLONI a parlé d'urgence, l'urgence est que nous n'avons que quelques jours pour faire le recours. Il y a le syndicat de « Salameria corsa » qui va procéder à ce recours, il est important que notre Assemblée, et je pense qu'il y aura une majorité qui soutiendra cette motion, qu'on ait un poids politique à donner aux syndicats pour qu'ils puissent

défendre dans de bonnes conditions et appuyer le recours qui est fait contre cette IGP.

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Une intervention « contre », une intervention « pour », parce que je suis gentil à cette heure-ci !

M. François-Xavier CECCOLI

Merci.

Sur un sujet qui est, comme en Corse, simple en apparence, mais beaucoup plus compliqué dans les faits, une appréciation sur la forme plus que sur le fond puisqu'on va rentrer dans un débat, j'en ai bien peur, juridique.

Ce que je voudrais exprimer là-dessus, c'est notre philosophie, en soutien à ce qui a été dit. C'est-à-dire qu'on peut faire dire beaucoup de choses à toute action. Je vous citerai, par exemple, les fraises espagnoles, aujourd'hui, biologiques, qui sont cultivées sans toucher le sol dans des serres qui font plusieurs milliers de mètres carrés, c'est du bio. Mais ce n'est pas ce que nous, on estime être la voie de l'avenir.

Sans rentrer dans ce débat, il ne s'agit pas, pour nous, d'opposer les gens, on n'est pas là pour opposer les industriels et les producteurs nustrale, paisani. Mais je crois quand même que, jusqu'à présent, ce qu'on a vu dans les IGP, et je peux en parler pour les agrumes, ça a toujours été une adhésion massive, ça n'a jamais été les uns contre les autres, ça a toujours été une action qui portait la qualité. Et s'il y a bien une image, en Corse, et j'assume, qui est vraiment extrêmement positive, c'est son agriculture. Il suffit de voir le succès des produits corses. Ce n'est pas simplement pour nos beaux yeux, c'est parce que nos produits sont des symboles de qualité, de maîtrise des traitements, de terroir. Je pourrais en parler des heures.

Mais là où j'insiste, c'est qu'il s'agit d'avoir une vision. Nous avons défendu en alternative, à l'immobilier et autres, le fait qu'on puisse vivre dans les villages, y travailler et ça, ça va à l'encontre de la massification, c'est-à-dire que pour vivre dans les villages, ùn sò micca piaghje, on ne pourra pas élever des millions d'animaux ou faire des

centaines d'hectares. Il faut donc un revenu décent qui correspond à une plus-value.

Dans cet esprit-là, ça ne peut se construire que sur des productions de grande qualité. Encore une fois, je ne veux pas opposer les gens, mais nous sommes convaincus que pour ce faire, il faut donner leur chance aux gens qui ont lancé cette initiative, de pouvoir avancer et aboutir. Il s'agit plus d'un modèle que les gens doivent concevoir en leur for intérieur, plutôt qu'une opposition des genres.

C'est pour cela que nous soutiendrons cette demande.

M. Hyacinthe VANNI

Merci. L'Exécutif ?

M. Lionel MORTINI

Nous serons favorables à cette motion qui est, quelque part, dans le fil historique de notre action de la défense des races locales, des territoires, des savoir-faire et de l'aménagement du territoire.

Ensuite, comme ça vient d'être dit, je ne crois pas qu'il y ait l'ombre et la lumière. Il faut surtout ne pas opposer les gens et les systèmes économiques. On rencontrera rapidement le consortium, pour discuter avec eux. Il y a une action en justice qui devrait être intentée par l'association « Pà l'AOP » et nous verrons, évidemment, ce que ça va donner puisqu'ils leur reste 15 jours, l'arrêté va bientôt avoir 2 mois. Suite à ça, on verra comment nous réagissons. Mais surtout, ne pas opposer, évidemment, les gens et les systèmes économiques. Nous avons besoin de tout le monde.

Nous sommes favorables à cette motion.

M. Hyacinthe VANNI

Merci. Jean-Martin a la parole.

M. Jean-Martin MONDOLONI

Merci.

Juste pour une explication de vote. Nous ne participerons pas, pour les raisons liées à l'urgence. Maintenant, il faut assumer la dimension de ce vote. Il y a un parti-pris. C'est bien gentil, c'est très généreux de dire qu'on ne va pas dresser les uns contre les autres, mais le corps de la motion, lui-même, vise presque, à un moment donné, à choisir son camp.

Nous, on considère très simplement, sur le fond, qu'en effet, il ne faut pas dresser les uns contre les autres. Il y a des gens qui font un métier qui est reconnu, en termes de qualité par l'AOP, et puis il y a un autre métier, ce n'est pas le même, il n'est pas exclusif, qui consiste à bénéficier d'une autre reconnaissance.

Encore une fois, nonobstant l'urgence qui ne nous a pas conduits à écouter et les uns, et les autres, le fait de ne pas participer, pour nous, ce n'est pas prendre parti pour les uns contre les autres.

M. Hyacinthe VANNI

Très bien, c'est dit. Jean-Jacques, un mot et ensuite, on passe au vote.

M. Jean-Jacques LUCCHINI

Juste un mot pour revenir sur l'opposition entre les industriels et les fermiers. On n'est vraiment pas contre les industriels, il n'y a aucun doute là-dessus. Si demain, on veut produire la charcuterie pour les 2 millions de touristes qui viennent en Corse et qu'on met des cochons sur toute la Corse, il y aura un problème environnemental. La Corse va devenir la lune. On est bien d'accord là-dessus. Chacun a sa place, chacun doit travailler. Il y a des familles qui sont engagées, qui travaillent dans ces entreprises, on en est conscients. Mais là, on n'est pas sur un problème d'opposer des modèles, on est juste sur un problème d'IGP, donc de reconnaissance d'un savoir-faire, c'est-à-dire, de reconnaissance des races locales et de reconnaissance d'un travail qui est fait en Corse. Il faut bien qu'on soit conscients de l'enjeu. Merci.

M. François-Xavier CECCOLI

Président, j'abuse, mais on est à la fin.

Juste une chose. Il est important de préciser les choses. Vous avez des producteurs de qualité particulière, haut de gamme, et vous avez à côté, effectivement, des producteurs industriels. Là où il y a débat, c'est que, justement, l'industriel souhaite l'IGP. Vous voyez toute la complexité du système, sinon il n'y aurait pas débat. Bien évidemment qu'il y a de la place pour tous, mais c'est le fait qu'on va se retrouver avec des productions massives et des productions, j'ai envie de dire de manière plus discrète, qui vont bénéficier de signes forts et ça peut provoquer, quoi qu'on en dise, peut-être une erreur d'appréciation chez le consommateur. Encore une fois, ce n'est pas parce qu'on a dit ça, qu'on oppose les gens.

M. Hyacinthe VANNI

Très bien, merci. Marie-Thé a la parole, c'est vraiment perché tu sè a mo parente !

Mme Marie-Thérèse MARIOTTI

Pas de passe-droit !

Je regrette juste une chose, dans cette motion. Si on reconnaît d'abord que la filière, on le sait, est très compliquée parce qu'elle est peu ou pas structurée et qu'il y a un gros travail à faire là-dessus, je suis tout à fait d'accord sur le fait que, le fait d'avoir eu une AOP, avec un cahier des charges très exigeant, a bien évidemment contribué à avoir une charcuterie de qualité. Inutile de vous dire que moi, personnellement, je ne vais pas les acheter au supermarché. Je ne vous donnerai pas les adresses, je vais à Alesani mais je ne vous dirai pas où, pour avoir, effectivement, une charcuterie de qualité.

Il est vrai, je suis tout à fait d'accord, que tous ces concepts marketing, entre le label rouge, l'AOP, l'IGP, ça crée une confusion extrêmement forte dans l'esprit du consommateur. Mais je crois que, malheureusement, c'est le but recherché du marketing de faire une espèce de confusion là-dedans et c'est, effectivement, dommageable.

Je regrette juste une chose, c'est qu'on ne prenne pas en compte, on a une cinquantaine d'éleveurs producteurs AOP (je commence un peu à comprendre puisque hier, j'ai eu la chance de me greffer, même si je n'avais pas été invitée à l'origine, à une réunion entre l'ODARC et les représentant des producteurs), on a une douzaine, à peu près, d'industriels et on a surtout la majorité, aujourd'hui, d'éleveurs et de producteurs qui ne sont ni AOP parce que c'est extrêmement contraignant. On peut très bien faire de l'excellente charcuterie, sans avoir une race nustrale mais, par contre, nés, élevés et transformés en Corse, selon un cahier des charges très compliqué.

J'aurais souhaité, effectivement peut-être, qu'on ait pris le temps aujourd'hui, puisque c'est un peu ce qu'on avait décidé de faire hier, aujourd'hui, on a eu quatre heures, quelque part, où on n'a pas fait grand-chose et je trouve qu'il aurait été intelligent et intéressant que les groupes, en tout cas les « spécialistes agricoles » ou « élevage » de chaque groupe, puissent se retrouver pour qu'on puisse, effectivement, partager déjà vos connaissances, et aboutir peut-être à une motion commune.

Moi, par exemple, même si ce n'était pas l'objet, on aurait pu aller un peu plus loin dans cette motion et demander, par exemple, à l'INAO de travailler, de mettre en place un groupe de travail pour parler, pourquoi pas, d'étiquetage en dissociant produits transformés en Corse ou produits élevés et transformés en Corse. Je pense que, quelque part, on aurait pu contribuer à faire avancer (alors c'est peut-être un peu prétentieux) la filière.

Je regrette juste qu'on ait oublié, même si ce n'était pas directement l'objet, la majorité de ces éleveurs qui, aujourd'hui, se retrouvent (et c'est un peu le danger, n'étant pas dans l'AOP) ayant tendance un peu à vouloir rejoindre cette IGP qui n'est pas satisfaisant. Je crains, quelque part, qu'on se retrouve, demain, à avoir des différentes populations d'éleveurs-producteurs, les uns contre les autres.

Merci, Président.

M. Hyacinthe VANNI

Le débat est terminé. Tout le monde s'est exprimé. J'ai fait une petite exception pour nous excuser d'avoir mis cette motion au dernier moment. Nous avons pris acte de ce qu'a dit Marie-Thé. C'est vrai qu'on

aurait pu travailler. Maintenant, on passe au vote. Oui, mais Jean-Jacques, deux mots toi, unu è l'astru, ùn cì ni surtimu più.

M. François-Xavier CECCOLI

Juste pour parler de cette majorité de fermiers qui ne sont pas dans l'AOP et qui produisent en Corse. Donc, l'IGP qu'on veut protéger, il serait pour ces gens-là. C'est à nous, après, à travailler pour que ces gens-là bénéficient de l'IGP. Ce sont des gens qui travaillent en Corse, qui élèvent en Corse et qui auraient droit à cet IGP. Mais là, on est loin de cet IGP-là, on est sur un IGP avec des carcasses qui arrivent de toute l'Europe.

M. Hyacinthe VANNI

Merci à tous les intervenants. On prend acte aussi de la méthode qui aurait pu être meilleure. Aujourd'hui, on est confronté à cela. Je mets aux voix.

Qui est « pour » ? Qui est « contre » ? Qui s'abstient ?
Non-participation ?

La motion est adoptée à l'unanimité des votants

Ont voté :

« **Pour** »: les groupes « Femu a Corsica », «Corsica libera » et « La Corse dans la République)

NPPV : MM. François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI et le groupe « Per l'avvene »

Absents : Mmes Catherine COGNETTI-TURCHINI, Marie-Hélène PADOVANI, Catherine RIERA et M. Antoine POLI.

Je crois à qu'on a fini l'ordre du jour.

Bona sera à tutti. Bon'appritu.

La séance est levée à 20 h 50.